

et celui des communautés qui étaient dépendantes du dynamisme de ce secteur d'activité.

Les communautés canadiennes-françaises ont donc été fortement perturbées durant cette période. Si la population a augmenté de manière sensible entre 1880 et 1884, passant de 7331 à 10 700 habitants⁸¹, elle a stagné de 1884 à 1894 pour diminuer graduellement durant la dernière moitié des années 1890⁸² et atteindre 10 324 habitants et ne constituer qu'un peu plus de 7% de la population totale de la vallée⁸³ (voir tableau 3.1).

Ce déclin forestier et la fermeture progressive de scieries a éliminé un grand nombre d'emplois qui n'ont pas pu être récupérés au même rythme par le développement parallèle de nouveaux secteurs économiques⁸⁴. Mais, en plus, les Canadiens français ont vécu de nombreux problèmes qui secouaient aussi l'économie de leurs propres communautés. L'élite marchande canadienne-française a vivement ressenti les répercussions du déclin forestier. Les baisses de salaires ou les pertes d'emplois se sont traduites en bout de ligne par une diminution du pouvoir d'achat de sa clientèle, remettant en cause la rentabilité de ses opérations commerciales. Cette situation fut particulièrement difficile à Bay City où était concentrée une partie importante de l'effectif. Plusieurs marchands ont fait paraître des messages dans le journal *Le Patriote* de Bay City pour signaler à leur clientèle que des difficultés financières les obligeaient à fermer leurs portes. Ils invitaient leur clientèle à venir profiter de soldes formidables sur toute la marchandise en magasin puisque tout devait être vendu avant la fermeture officielle⁸⁵.

Les affaires semblaient aller si mal dans le « Petit Canada » de Bay City que plusieurs commerçants n'ont pas hésité à faire appel aux sentiments nationalistes de leur clientèle. Dans les pages du *Patriote*, plusieurs messages incitaient les Canadiens français à se rappeler leur origine ethnique en achetant « canadien ». Le pharmacien Carrier de Bay City faisait paraître ce message en 1884 : « Si vous avez des prescriptions à faire remplir, rappelez-vous que la pharmacie des Canadiens est sur la rue Water et que H. Carrier en est le propriétaire⁸⁶ ». Durant les années 1880, et particulièrement en 1884, plusieurs commerçants canadiens-français ont déclaré faillite et d'autres n'ont eu d'autres choix que de vendre leur commerce. Ce fut le cas pour M. Joseph Fortin, un

épicier du Petit Canada de la rue Woodside à Bay City, qui fut contraint en août 1884 de vendre son commerce⁸⁷.

Malgré le déclin de l'industrie, quelques institutions, dont la Société Lafayette à Bay City, ont cherché à maintenir un certain dynamisme. Au début des années 1880, la Société Lafayette a continué à organiser au Lafayette Hall des bals, des banquets et des concerts. Ses activités s'adressaient toutefois peu à la communauté entière mais plutôt à son élite⁸⁸. Cette société affichait aussi ouvertement son attachement et son patriotisme envers la société américaine. Chaque année, elle célébrait en juillet l'« Independence Day », en organisant un bal et en participant au défilé organisé par les autorités municipales dans les rues de Bay City⁸⁹. Cette société s'est montrée toutefois plutôt discrète lors des célébrations entourant la fête du 24 juin⁹⁰. Ce comportement traduisait bien le rôle que la Société Lafayette — comme bien d'autres — voulait jouer auprès de ses commettants, désirant mieux intégrer la communauté qu'elle servait à la société d'accueil qu'elle tenait en haute estime. Quant à la Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City, tout en étant présente aux célébrations du « 4 juillet », elle a célébré, comme cela semble être son habitude, la fête des Canadiens français en juin 1885, en organisant un banquet à l'Église Sainte-Marie de West Bay City.

Parmi les sociétés canadiennes-française, les sociétés Saint-Jean-Baptiste, dont les origines nationalistes et patriotiques sont connues, furent les plus soucieuses de maintenir en vie les traditions issues du pays d'origine, de conserver une relation constante avec le Québec et de célébrer les fêtes à caractère national⁹¹. D'ailleurs, en 1884, un rendez-vous fut lancé à toutes les sociétés Saint-Jean-Baptiste d'Amérique pour une rencontre qui s'est tenue en juin à Montréal. Plus de 300 sociétés répondirent à l'invitation, dont plusieurs provenaient de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest⁹².

Or, malgré ces efforts, les problèmes ont rattrapé la Société Lafayette. En août 1884, cette société fut l'objet d'une « réorganisation », dont les origines, comme les effets, restent encore obscurs. Dans un message publié dans *Le Patriote* pour souligner le décès, le 31 juillet 1884, d'Alexandre Laroche, de Bay City, un des membres dévoués de la société, les résolutions adoptées lors d'une assemblée de la Société Bienfaisance Lafayette tenue le 3 août 1884 indiquaient qu'il y avait eu

réorganisation de la société. Ces résolutions étaient signées par J. P. Le Roux, Régis Boutyette et Zotique Aubry qui constituaient le comité de direction de la Société. Or, de ces signataires, seul le nom de Zotique Aubry figurait au nombre des élus lors des élections annuelles qui avaient été tenues en mars 1884. Le fait que le comité de direction de la Société soit différent de celui qui avait été élu 5 mois plus tôt suggère qu'il y a eu des changements au sein de la direction de la société. Les causes demeurent mystérieuses. Mais au même moment se crée à Bay City une nouvelle société de secours mutuel, dont les membres ont tenu des réunions régulières à la salle Madison, située coin Madison et 1^{re} Rue⁹³. Cette coïncidence laisse supposer une instabilité dans la direction de cette institution qui a pu prendre la forme de démissions au sein de la Société Lafayette ou, à tout le moins, des tensions entre les membres du conseil d'administration, menant à la création d'une nouvelle société de secours mutuels.

Enfin, au cours des années 1880, les Canadiens français de Bay City furent, dans l'ensemble, de plus en plus sollicités par les partis politiques et ont participé activement à la vie politique de leur communauté. Ils furent sollicités tant par les organisations politiques que par les journaux francophones de la région. À l'approche des élections du 4 novembre 1884 au cours desquelles la population était invitée, entre autres, à élire son représentant pour le 10^e district à la législature d'État, les dirigeants des journaux francophones *Le Patriote* et *Le Courrier* ont indiqué clairement qu'ils appuyaient le démocrate Spencer O. Fisher, qui était maire à West Bay City, et qu'ils espéraient que les citoyens américains d'origine canadienne-française voteraient dans le même sens⁹⁴.

Les Canadiens français de Bay City ne se sont toutefois pas limités à participer au processus électoral. Plusieurs d'entre eux se sont présentés comme candidats à des postes dans l'administration municipale. Aux élections municipales d'avril 1884 dans Bay City, quatre des 21 postes en jeu furent remportés par des Canadiens français d'origine. Dans le quartier n° 5, regroupant surtout des Allemands-Américains, mais où les Canadiens français comptaient pour 15% de la population, c'est un des leurs, A. O. Perrot, qui fut élu au poste de constable pour ce district. Dans le quartier n° 6, là où les Polonais-Américains étaient majoritaires et les Canadiens français ne constituaient qu'environ 5% de la population, ce fut William Trombley qui fut élu échevin et

J. Ruelle qui obtint le poste de superviseur. De même, dans le district n° 7, un quartier majoritairement allemand où les Canadiens français ne comptaient que pour 7% de la population, Louis Bouchard fut élu au poste de superviseur⁹⁵.

Traduisant bien les changements qui s'opèrent dans la vallée entre 1880 et 1900, le pourcentage de chefs de ménage natifs du Québec a subi une forte diminution. Si, en 1870, 94% des chefs de ménage étaient nés dans la province, en 1880, 89% d'entre eux étaient originaires de cette région et, à la fin du siècle, ce pourcentage était tombé à 81%. En contre-partie, de plus en plus de chefs de ménage étaient nés au Michigan. En 1870, ils étaient 4% mais, en 1880, 6% et, en 1900, 13% étaient originaires du Michigan. Enfin, les Canadiens français originaires des États du Nord-Est étaient de plus en plus nombreux, ayant passé de 2% en 1870 à 5% en 1880 et atteignant 6% en 1900⁹⁶. La hausse notable du pourcentage des natifs du Michigan traduit, d'une part, une certaine stabilisation de l'effectif dans plusieurs communautés et, d'autre part, la consolidation de la seconde génération.

Un phénomène inédit se produit à cette époque. Alors qu'auparavant les chefs de ménage nés ou ayant séjourné dans le Nord-Est provenaient surtout des États de New York, du Maine et du Vermont, plusieurs d'entre eux avaient séjourné quelque temps dans des États manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre avant de se rendre dans la vallée, notamment au New Hampshire, au Massachusetts et au Rhode Island. C'est le cas de Guy Martin qui est né au Canada en 1844, et qui a épousé une Canadienne. Le couple eut un premier enfant au Canada en 1863. La famille Martin a émigré aux États-Unis en 1882 et, la même année, un autre enfant naissait au New Hampshire. En 1894 et en 1896, deux enfants naissaient au Michigan, et en 1900 on retrouvait cette famille en vivant dans le comté de Bay, où Guy Martin travaillait comme journalier⁹⁷.

Le cas de Henri Bourdon illustre bien la migration est-ouest. Bourdon est né en 1852 au Canada. Il avait épousé une Canadienne et, ensemble, ils ont émigré aux États-Unis en 1878. En 1880, ils eurent un enfant au Rhode Island, puis le couple se dirigea vers le Michigan où sont nés 4 enfants entre 1889 et 1899. En 1900, Henri Bourdon travaillait comme charpentier et habitait avec sa famille à West Bay City.

Ces cas sont révélateurs d'une nouvelle tendance migratoire qui se dessine dans les années 1890 et qui lierait plus intimement certains États manufacturiers du Nord-Est à la vallée de la Saginaw. En fait, il est probable que la crise économique des années 1890, conjuguée aux difficultés que posait à l'industrie manufacturière de coton en Nouvelle-Angleterre la compétition des industries manufacturières du Sud, ait stimulé certains Canadiens français à quitter le Nord-Est pour l'Ouest. Certains d'entre eux se seraient orientés vers la vallée, à la recherche de terres à bas prix ou d'emplois plus stables dans le secteur manufacturier. Si cette hypothèse était valable, elle viendrait confirmer une fois de plus la présence, sous une forme ou une autre, d'un triangle migratoire reliant inégalement, selon les conjonctures économiques différenciées et leurs structures économiques particulières, le Québec, le Nord-Est industriel américain et le Michigan⁹⁸.

Le profil professionnel des Canadiens français s'est également modifié. Déjà en 1880, après la crise économique, le pourcentage des Canadiens français actifs dans l'industrie forestière avait diminué, passant de 59 % en 1870 à 52 %. Cette diminution va se poursuivre lors des deux dernières décennies du XIX^e siècle alors que l'on ne retrouve en 1900 que 31 % des chefs de ménage travaillant dans le secteur forestier. Le secteur du travail qualifié a subi lui aussi les contrecoups de la crise. Si, en 1880, 20 % des chefs de ménage y étaient associés, en 1900, seulement 12 % y travaillaient. Les Canadiens français étaient un peu plus nombreux dans le secteur des services qui attirait 8 % des chefs de ménage en 1880 et qui en retenait en 1900 près de 12 %, toujours à titre surtout de propriétaires de « saloon » et de propriétaires d'hôtel. Signe des temps difficiles pour l'industrie, c'est le secteur agricole, longtemps négligé par les migrants, qui attire davantage les Canadiens français à cette époque; 12 % des chefs de ménage étaient fermiers en 1880, ils sont deux fois plus nombreux en 1900 (voir tableau 3.2). Dans le contexte du renouveau économique proposé par les élites économiques de la région, plusieurs industries manufacturières ont été mises sur pied. En 1900, des manufactures de boîtes, des fonderies, des *stone mills* — atelier de broyeur de pierre — et des raffineries de sucre fournissaient du travail à 10 % des chefs de ménage.

Dans ce contexte, la prise de pensionnaires, comme stratégie de rechange, n'a pu véritablement être utilisée puisque le déclin des activités s'est traduit par une contraction des emplois temporaires et par

une diminution du nombre de pensionnaires. En 1880, 20% des ménages avaient recours à cette stratégie pour améliorer leur revenu; en 1900, 6% seulement abritaient des pensionnaires.

Le travail juvénile a lui aussi été perturbé. En 1880, 70% des jeunes garçons de 15 ans et plus travaillaient à l'extérieur de la maison, principalement dans l'industrie forestière. En 1900, ce pourcentage a certes augmenté, passant à 83%, mais les secteurs d'emplois sont beaucoup plus diversifiés et précaires, allant de l'épicerie du coin à la manufacture de boîtes de carton, en passant par la briqueterie et les services d'incendie. Le secteur forestier, pour sa part, n'offre plus de possibilités d'emplois.

TABLEAU 3.3

Évolution de différents indicateurs socio-économiques
des ménages canadiens-français de la vallée de la Saginaw,
1870-1900, en pourcentage

	1870	1880	1900
Conjointes qui travaillent *	2,1	1,6	1,2
Garçons de 15 ans et + qui travaillent	93,0	70,0	83,3
Garçons de moins de 15 ans qui travaillent	7,7	5,4	2,5
Filles de 15 ans et + qui travaillent	0,0	22,6	26,1
Filles de moins de 15 ans qui travaillent	0,0	0,0	0,0
Ménages abritant des pensionnaires	25,5	20,0	5,5
Naturalisation	31,8	n.d.	60,0
Propriété	34,6	n.d.	63,5

* Ici, le terme « travailler » renvoie au travail à l'extérieur de la maison.

Dans ce contexte en mutation, la grande majorité des Canadiens français qui était toujours présente dans la vallée avait fait le choix de s'établir définitivement aux États-Unis. En 1900, 60% des chefs de ménage nés au Québec possédaient ou étaient en voie d'obtenir leur citoyenneté américaine⁹⁹. Et de tous ceux qui demeuraient dans la région, 64% déclaraient posséder une propriété foncière, dont 50% étaient libres d'hypothèque¹⁰⁰.

La restructuration de l'économie de la vallée à la fin du XIX^e siècle a donc exigé des correctifs profonds de la part de l'ensemble des familles ouvrières qui dépendaient jadis du secteur forestier. Les

Canadiens français ont su s'adapter à cette nouvelle réalité. Même s'il est impossible de mesurer ce phénomène précisément, cette transition économique a d'abord eu pour effet de faire fuir des Canadiens français. Si certains sont retournés au pays, d'autres ont probablement suivi l'industrie, une fois de plus, vers la nouvelle « frontière » forestière maintenant située plus à l'ouest.

Mais parmi les ménages qui avaient choisi de demeurer dans la vallée, et dont les chefs avaient acquis la citoyenneté américaine, plusieurs se sont tournés vers l'agriculture. L'accès à la terre est redevenu plus facile vers la fin du siècle puisque les activités de coupe étaient terminées dans la région et que les terres étaient maintenant disponibles pour la culture et vendues à prix abordables. Même si l'agriculture demeurait une activité risquée après la disparition de nombreux chantiers forestiers qui constituaient un marché important pour la production agricole, le fait de pouvoir travailler sur une terre dont ils étaient propriétaires, et de vivre de manière indépendante, à l'abri des fluctuations du marché du travail, a sans doute paru à plusieurs une option satisfaisante. Ce comportement est d'autant plus probable que le développement forestier avait suivi partout les mêmes phases et qu'il s'est terminé par un retour vers l'agriculture. En ce sens, ce comportement des Canadiens français était lié à leur expérience de travail antérieure dans ce domaine et à leurs connaissances de l'évolution de l'industrie forestière et des cycles du marché du travail. Les Canadiens français ont profité des emplois offerts au moment où les opérations forestières étaient menées rondement pour économiser — et effectivement plusieurs possèdent des économies — de manière à pouvoir acheter une terre dans la région au moment où, comme ils l'avaient prévu, le secteur forestier déclinerait. Enfin, d'autres Canadiens français, probablement ceux qui étaient déjà établis dans la vallée, ont trouvé du travail dans le secteur manufacturier qui se développait lentement dans la région et qui exigeait peu de qualifications particulières.

Mais, dès le début du xx^e siècle, ces communautés, jadis dynamiques, ont commencé à disparaître. Privées de l'industrie forestière, l'élément qui avait attiré les Canadiens français dans cette région, ces communautés n'ont pu susciter l'arrivée de nouvelles recrues et ont perdu peu à peu les caractéristiques franco-catholiques qui les avaient jusque-là distinguées. Aujourd'hui, seuls certains noms de rue et

quelques pierres tombales dans les cimetières rappellent le passage dans la région de milliers de Canadiens français.

* * *

La présence canadienne-française dans la vallée de la Saginaw au cours du XIX^e siècle fut donc le résultat d'un mouvement multidirectionnel et multicausal. Dans un premier temps, ce sont des Canadiens français d'origine, vivant au sein des communautés encore présentes dans le Sud-Est du Michigan, au début du XIX^e siècle, qui furent parmi les premiers à se diriger vers la région et à mettre en branle un processus toutefois modeste de colonisation et de mise en valeur de la vallée.

Mais, parallèlement, un mouvement migratoire d'une toute autre nature et animé par d'autres préoccupations s'est amorcé vers la vallée. Dès les années 1840, l'état déplorable dans lequel se trouvait l'économie au Québec s'est conjugué à la disparition de plusieurs stratégies de survie élaborées au sein de l'économie nord-atlantique pour obliger de nombreux Canadiens français à revoir leurs projets et à privilégier comme possibilité une migration vers le Michigan.

Ce mouvement migratoire vers la vallée de la Saginaw s'est inscrit en parfaite continuité avec la culture de mouvement et la culture de travail que les Canadiens français avaient développées depuis des décennies. La vallée de la Saginaw représentait un territoire familier, accessible. Les secteurs économiques qui y progressaient étaient en tout point compatibles avec les divers objectifs que s'étaient fixés les Canadiens français. La vallée disposait de terres fertiles, accessibles et à bas prix, et aussi d'abondantes ressources forestières dont l'exploitation industrielle, qui ne devait pas tarder, nécessiterait une main-d'œuvre nombreuse et expérimentée que les Canadiens français étaient prêts à venir combler.

Avant la guerre civile, les Canadiens français furent peu nombreux dans la vallée. Néanmoins, ces migrants ont eu recours à plusieurs modèles migratoires pour s'y rendre. Bien que la migration directe entre le Québec et la vallée se soit intensifiée au fur et à mesure que le siècle a progressé, ce processus migratoire central a été alimenté constamment par une deuxième source en provenance des communautés canadiennes-françaises semi-permanentes établies depuis peu dans les régions forestières et agricoles du Nord-Est américain. D'une part, à

l'instar des agriculteurs américains du Nord-Est qui ont participé à la « grande migration » est-ouest, plusieurs Canadiens français, dans la même quête, ont également pris part à cette migration qui a mené certains d'entre eux vers la vallée. Mais, pour d'autres, l'arrivée dans la vallée s'est inscrite à l'intérieur d'un tout autre processus, soit celui du refoulement constant et systématique de la « frontière » forestière d'est en ouest. Ce déplacement a eu pour effet de créer un « marché migratoire septentrional du travail forestier, auquel les Canadiens français avaient depuis le tout début du XIX^e siècle participé et qui les avait transformés en travailleurs migrants se déplaçant au rythme de la « frontière ». Le déplacement des principaux lieux d'exploitation forestière vers la vallée, dans les années 1850-1860, a donc eu pour effet de drainer une partie de cette force de travail canadienne-française du Nord-Est vers la vallée de la Saginaw. Dans ces deux modèles, la migration vers le Nord-Est des États-Unis semble avoir été une étape transitoire dans le continuum migratoire menant vers l'Ouest.

Après la guerre civile, le développement forestier soutenu qu'a connu la vallée a accentué le processus migratoire des Canadiens français, marginalisant ainsi le secteur agricole qui, jusque-là, avait constitué le principal élément d'attraction. Ce courant migratoire, bien qu'il ait été plus direct, ne s'est toutefois pas articulé uniquement entre le Québec et la vallée. Plusieurs Canadiens français qui séjournaient dans le Nord-Est américain, et particulièrement dans l'État de New York, ont été affectés par le déclin forestier dont cette région était la victime et certains d'entre eux ont suivi l'industrie forestière dans son déplacement vers l'Ouest — dont certains vers la vallée —, là où allait s'établir la nouvelle « frontière » forestière. Dans ce sens, qu'ils aient résidé auparavant au Québec ou dans les communautés du Nord-Est américain, les Canadiens français de la vallée ont participé à un processus migratoire qui pourrait être qualifié de triangulaire, liant, dans un mouvement giratoire, le Québec, le Nord-Est américain et la vallée de la Saginaw.

Dans l'ensemble, deux éléments paraissent essentiels à la compréhension des multiples facettes de l'expérience migratoire et de l'intégration socio-économique des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw. Le premier repose sur la « culture de mouvement » des Canadiens français et a, à la fois, orienté le mouvement migratoire, rassuré les migrants dans leur déplacement et permis de se sentir à l'aise rapidement à l'intérieur de la région des Grands Lacs. Le second

élément tient essentiellement à la culture de travail forestier acquise par les Canadiens français par leurs multiples expériences dans ce domaine sur le continent. Ces deux éléments ont teinté tous les aspects de la migration canadienne-française vers la vallée, et ont influencé le comportement des migrants, à la fois par rapport à la société d'accueil et par rapport aux institutions auxquelles ils étaient liés.

Dès leur arrivée dans la vallée, les Canadiens français ont cherché à mettre sur pied des institutions sociales avec lesquelles ils étaient familiers. Dans les années 1850, mais surtout au cours des années 1860 et 1870, plusieurs paroisses catholiques furent créées, toutes multi-ethniques au départ, mais certaines, sous le poids du nombre, furent transformées en paroisses nationales. À ces paroisses se sont souvent greffées des écoles paroissiales privées, des journaux et des sociétés de secours mutuel, autant de structures dont l'objectif initial était d'encadrer les membres de la communauté et de leur donner un sentiment d'appartenance et de sécurité.

Toutefois, ces institutions ont très tôt traversé des périodes de turbulence dont les principales conséquences furent de créer des divisions internes, de miner la crédibilité des leaders et de remettre en question leur rôle sécurisant et stabilisateur. Ainsi, l'émergence du mouvement politique « annexionniste » à la fin des années 1860 a déstabilisé les sociétés nationales du Michigan. Bien éphémère, ce mouvement a interpellé toutes les organisations canadiennes-françaises de l'État, les a obligés à prendre position sur cette question et a ensuite provoqué une profonde division entre les sociétés de Detroit et les sociétés actives ailleurs au Michigan. Ce mouvement a de plus créé une profonde confusion au sein des institutions qui prônaient la « survivance ». Si bien qu'au sortir de cette crise les organisations, jusque-là solidaires dans leurs objectifs de réunir tous les Canadiens français de l'État, se sont retrouvées isolées les unes des autres, divisées et affaiblies.

Au-delà de ces divisions profondes, d'autres institutions centrales pour les Canadiens français ont également vécu des périodes d'instabilité et de déchirements internes. Ce fut le cas notamment pour la paroisse St. Joseph de Bay City, la plus importante paroisse nationale de la vallée. Les paroissiens ont eu à composer, de 1872 jusqu'à la fin du siècle, avec des changements continuels au niveau de la direction

paroissiale. La succession rapide de prêtres à la tête de la paroisse, dont certains semblaient peu sensibles aux besoins propres aux franco-catholiques, conjuguée aux efforts des paroissiens pour se familiariser constamment avec un nouveau leader spirituel, a privé les paroissiens d'une certaine stabilité dans la direction religieuse. À ces problèmes spirituels se sont ajoutées des difficultés d'ordre temporel et financier qui exigèrent des efforts immenses de la part des paroissiens et qui ont créé tensions et divisions au sein de la communauté entière.

Parmi les institutions qui furent l'objet d'instabilité, les journaux francophones de la vallée ne doivent pas être oubliés. Même si les journaux canadiens-français publiés aux États-Unis n'ont jamais été caractérisés par leur stabilité et leur longévité, certains d'entre eux ont pris en considération le milieu qu'ils devaient servir, prônant la « survivance » certes, mais s'intéressant à l'évolution sociale, économique et politique du milieu où vivaient des milliers de Canadiens français en se voulant un phare éclairant et rassurant sur les questions essentielles. Or, dans la vallée, les journaux canadiens-français ont toujours donné l'image d'institutions désincarnées, débranchées du milieu dont ils devaient suivre l'évolution et éclairer le cheminement par leurs commentaires. Sans en être les principaux responsables, ils ont contribué à l'instabilité qui animait la communauté par leur manque d'engagement.

À ces perturbations d'ordre religieux et institutionnel se sont ajoutés des bouleversements de nature économique. Durant le dernier quart du XIX^e siècle, l'instabilité économique fut constante dans la vallée. Les Canadiens français ont dû composer avec la crise des années 1870, avec les difficultés du secteur forestier dans les années 1880, avec la grève de 1885 et le déclin continu du secteur forestier.

Dans ce climat d'instabilité, en tenant compte des diverses caractéristiques de la migration et de la nature de l'intégration socio-économique des Canadiens français dans la vallée, il est possible de se demander si la culture de travail et la culture de mouvement des Canadiens français, si la facilité avec laquelle ils se sont intégrés à un monde qu'ils connaissaient déjà relativement bien, n'ont pas contribué, dans une certaine mesure, à accentuer les tensions et les divisions d'abord parmi leurs élites institutionnelles et, ensuite, entre paroissiens et élite cléricale. En fait, forts de leur expérience de travail et de vie dans ce type de centres forestiers qu'ils connaissaient bien, les Cana-

diens français n'ont peut-être pas ressenti ou éprouvé, aussi profondément que leurs dirigeants laïques ou cléricaux l'auraient voulu, le besoin d'être protégés par ces institutions d'encadrement qui préconisaient leur isolement de la société anglo-protestante et industrielle comme seule garantie de la survie des particularités franco-catholiques. Cette dynamique propre, qui a caractérisé l'évolution des communautés canadiennes-françaises de la région, a eu pour effet de rendre le leadership institutionnel encore moins vigoureux qu'il ne l'était déjà et de rendre l'encadrement encore moins rigide, laissant ainsi plus de latitude aux Canadiens français. Ces derniers furent donc de moins en moins réceptifs au discours traditionnel des élites et de plus en plus ouverts à la société américaine.

Ce fossé qui se creuse, entre un leadership hésitant et désarticulé et des individus en quête d'autonomie, a eu des conséquences significatives sur le comportement des Canadiens français. Cette relation conflictuelle a mis en sourdine la conscience « ethnique » que les leaders voulaient tant voir se développer chez les migrants et qui les aurait liés plus étroitement à leurs leaders. Cette distance a par ailleurs contribué à faire émerger plus rapidement une « conscience de classe » qui s'est manifestée par une volonté d'améliorer d'abord et avant tout les conditions de vie de leur famille et de recourir à des moyens précis pour y parvenir.

C'est dans cette perspective que l'on peut mieux comprendre certains comportements des Canadiens français, et notamment leur participation aux grèves de 1872 et de 1885, leur propension à obtenir rapidement la citoyenneté américaine, leur participation active tant comme électeurs que comme candidats à des postes électifs dans l'administration locale ou leur volonté de devenir vite propriétaires de leur résidence. Ce sont des comportements qui sont affichés par les Canadiens français après seulement quelques années de résidence dans la vallée. Ils démontrent qu'ils ont pris conscience très tôt que leurs intérêts et ceux de leur famille débordaient le simple maintien de leurs particularités culturelles et exigeaient un engagement accru dans toutes les sphères de leur existence où une amélioration pouvait être possible.

Au niveau économique, l'augmentation significative de l'effectif canadien-français au cours de la crise des années 1870 illustre bien la confiance avec laquelle ont agi les habitants de la vallée et ceux qui

sont venus les rejoindre. Ils ont su composer avec une réalité industrielle chancelante, avec laquelle leur culture de travail les avait manifestement familiarisés. Les Canadiens français ont pu compter sur la solidarité familiale pour pallier les difficultés qui leur paraissaient passagères et qui n'exigeaient pas de décisions draconiennes. Aussi, la diversité des emplois qu'ils ont occupés dès 1870, soit à peine une décennie après le début réel de la migration, illustre bien la rapidité et la facilité avec laquelle ils ont pu s'intégrer à la réalité économique de la vallée. Les Canadiens français ont travaillé dans tous les secteurs de l'économie. Bien qu'ils aient été concentrés dans le secteur forestier, plusieurs ont occupé également des postes dans les chantiers navals, dans les chemins de fer ou travaillé comme artisans, travailleurs qualifiés ou journaliers. D'ailleurs, leur présence dans le secteur de la vente d'alcool s'inscrit aussi en continuité avec leur expérience de travail dans les villes forestières de l'est du continent. Ils savaient pertinemment que ce genre d'activité, bien qu'il ait été condamné par le clergé, était lucratif, tout en étant utile pour soutenir et orienter les nouveaux arrivants dans leur intégration au marché du travail. Et, dans un contexte où les institutions traditionnelles traversaient des périodes instables, le « saloon » tenu par un Canadien français est probablement devenu une institution encore plus indispensable à la communauté. Dans le climat d'instabilité, la famille est demeurée la seule institution fiable, malléable et pleine de ressources, sachant, en fonction de ses propres besoins, se modeler et réagir aux exigences de l'industrie et de ses cycles.

Cette culture de travail et de mouvement a fait en sorte que, lorsque le déclin forestier s'est manifesté dans la vallée, les Canadiens français n'ont pas posé de gestes de panique. Ils ont plutôt, selon les options qui s'offraient, élaboré de nouvelles stratégies. Certains sont retournés au Canada, dont l'économie prenait du mieux au tournant du siècle, d'autres ont préféré rester dans la vallée et s'adapter à la nouvelle structure manufacturière en essor. D'autres encore ont acquis une terre à prix abordable, alors que d'autres enfin ont décidé de suivre l'industrie du bois dans sa progression vers la nouvelle « frontière » encore plus à l'ouest. Quant aux communautés canadiennes-françaises de la région, sans direction véritable, elles se sont disloquées et ont perdu graduellement leurs caractéristiques culturelles propres et leur raison de vivre.

À l'intérieur de ce large processus migratoire, les Canadiens français ne sont pas demeurés passifs, ni victimes des circonstances. Dans toutes les phases de la vie dans la vallée, ils ont constamment fait appel à leur culture de vie et de travail, qui a contribué à faciliter leur intégration socioéconomique, à les rendre plus dynamiques et plus entreprenants. Les gestes qu'ils ont posés et les comportements qu'ils ont affichés ont tous traduit une confiance et une certaine maîtrise de leur destinée. Ils ont fait des choix éclairés selon leurs connaissances et leurs besoins particuliers: ils ont donné ainsi un sens de continuité entre le passé et le présent¹⁰¹.

En fonction des connaissances que nous possédons sur les Canadiens français aux États-Unis, leurs comportements sont trop étonnants pour ne pas traduire une relation particulière, différente, qui s'est tissée entre eux et la société ambiante, une relation basée sur la confiance que donnent la connaissance et l'expérience.

Enfin, l'expérience des Canadiens français dans la vallée a mis en relief non seulement la complexité du processus migratoire qui les a menés à essaimer sur tout le continent, mais également la centralité de la culture de travail et des valeurs des migrants dans les multiples choix qu'ils ont été appelés à faire pour chercher à améliorer leurs conditions de vie.

CHAPITRE 4

La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

TOUT COMME POUR LA VALLÉE DE LA SAGINAW, les Canadiens français ont contribué aux phases du développement de la péninsule de Keweenaw. Il est quand même étonnant de constater que les Canadiens français furent attirés par les développements miniers qui s'amorcent dans cette région au XIX^e siècle alors qu'à cette époque, au Québec, peu d'extraction minière était réalisé. Nous verrons que ces migrants ont su voir les nombreuses possibilités que recelait la péninsule pour qui voulait améliorer son sort.

Leur expérience dans la vallée peut se diviser en trois phases précises. La première, entre 1840 et 1860, est marquée par l'arrivée des premiers migrants et par le début de l'organisation communautaire. La seconde se situe entre 1860 et 1900 et est caractérisée par une accélération du mouvement migratoire, par la mise en place d'institutions sociales et par la consolidation des communautés. La dernière phase, qui débute vers la fin du XIX^e siècle pour se terminer à l'aube de la Première Guerre mondiale, est marquée par l'effritement du consensus social, par la grève de 1913-1914, par le départ de nombreux migrants et le déclin des communautés canadiennes-françaises de la région.

Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860

Avant la guerre civile, les Canadiens français furent peu nombreux dans la péninsule¹. En 1850, on en comptait 71, ce qui représentait moins de 7% de la population totale de la région; en 1860, leur

TABLEAU 4.1

Nombre de Canadiens français dans les comtés
de la péninsule de Keweenaw, 1850-1910

Année	Population canadienne-française				Population de la région	Pourcentage des Canadiens français
	Houghton	Keweenaw*	Ontonagon	Total		
1850	36	-	35	71	1 097	6,5
1860	377		326	703	13 802	5,1
1870	1 290	271	249	1 710	20 929	8,2
1880	3 061	351	250	3 662	29 308	12,5
1900	7 840	326	638	8 804	75 477	11,6
1910	6 348	275	474	7 097	103 904	6,8

Source : Listes nominatives de recensement fédéraux américains, pour les comtés de Houghton, Keweenaw et Ontonagon. 1850-1910. * Ce comté fut détaché en 1861 du comté de Houghton.

nombre s'élevait à 703, soit seulement 5 % de la population totale² (voir tableau 4.1).

D'entrée de jeu, ces statistiques étonnent. Non pas tant par le nombre de Canadiens français qui habitent cette région isolée — qui est, il faut en convenir, négligeable — mais par le fait qu'ils y soient déjà présents à une période si hâtive du développement minier.

On connaît toutefois peu de chose sur ces Canadiens français d'origine. Mais on sait d'où ils viennent. De tous les chefs de ménage présents en 1850, 2 sur 3 étaient nés au Québec, alors que 1 sur 4 était né au Michigan et que 1 sur 8 était originaire de l'État voisin, le Wisconsin. Mais cette diversité dans les lieux d'origine disparaîtra rapidement. Du début des années 1850 jusqu'aux années 1870, le Québec sera le lieu de naissance de 9 chefs de ménage sur 10 présents dans la péninsule. Et il faudra attendre les années 1880 avant que ne réapparaisse une certaine diversité dans les lieux de naissance, une diversité qui va s'accroître dans les années 1890 et 1900 (voir tableau 4.2).

Ce lien plus direct qui s'établit entre la péninsule et le Québec dans les années 1850 s'explique par une amélioration sensible des moyens de

TABLEAU 4.2

Évolution du profil socioéconomique et des lieux d'origine des
Canadiens français de la Péninsule de Keweenaw, 1850-1910

	Années					
	1850	1860	1870	1880	1900	1910
Lieux de naissance						
Canada	62,5	96,7	98,5	92,8	85,1	74,2
Michigan	25,0	1,1	1,1	4,3	10,2	22,7
Wisconsin	12,5	1,1	-	1,4	1,7	0,8
Maine	-	1,1	0,4	-	0,3	-
Minnesota	-	-	0,7	0,3	-	-
Autres	-	-	0,7	2,4	2,2	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteurs économiques						
Agriculture	-	6,8	8,7	5,0	7,5	12
Mines	-	17,0	16,7	25,9	29,2	44,0
Bois	-	23,8	13,8	9,3	13,2	5,8
Pêche	37,5	-	1,8	1,45	-	0,9
Travail qualifié	12,5	6,8	1,4	0,7	2,0	4,8
Service	-	15,9	6,2	5,1	11,8	9,3
Journalier	31,2	20,4	41,5	47,5	25,8	4,8
Transport	-	2,2	1,1	-	1,0	3,4
Travail au canal	-	-	4,0	-	-	-
À la maison	-	-	-	3,6	-	2,2
Autres occupations	6,2	-	3,3	1,4	1,0	5,3
Non-déterminé	12,8	6,81	1,3	-	8,5	6,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

communication. Il faut voir que, jusque-là, le Saint-Laurent avait constitué le moyen de communication le plus utilisé pour lier les deux régions. La Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co. faisait la liaison Québec-Buffalo dans l'État de New York, avec des arrêts à Montréal, Lachine, Cascades, Les Cèdres et Coteau du Lac, pour ensuite atteindre Buffalo³. De là, il était ensuite possible, bien qu'il faille y mettre le temps, d'atteindre Detroit pour s'embarquer sur un navire en direction de la haute péninsule.

Les comtés du sud du Michigan et la vallée de la Saginaw



Mais, à partir de 1860, les Canadiens français pouvaient emprunter, tout comme ceux qui voulaient se diriger vers la vallée de la Saginaw, le chemin de fer du Grand Trunk qui traversait le Québec pour se rendre à Sarnia, en Ontario, d'où il était facile d'atteindre le Michigan et de s'embarquer sur un navire en direction du nord. Les migrants pouvaient aussi emprunter la ligne de chemin de fer du Great Western qui leur permettait d'atteindre directement Detroit, d'où ils pouvaient ensuite gagner la haute péninsule en bateau. Mais, de toutes les innovations qu'ont connues les années 1850, l'ouverture du canal Sault-Sainte-Marie en 1855, qui a permis d'avoir accès au cœur du secteur minier de la péninsule, a grandement favorisé la venue de nouveaux immigrants dans la région.

Cette migration directe ne fut toutefois pas la seule route utilisée par les Canadiens français. Certains migrants ont opté pour des itinéraires moins orthodoxes, faisant appel à leur haute capacité de se mouvoir sur le continent. C'est le cas d'Olivier Laplante, né au Canada en 1826. Olivier et son épouse, une Canadienne, quittaient vers les États-Unis puisqu'en 1846 le couple Laplante donnait naissance à un premier enfant dans l'État de New York. C'est dans cet État que leurs trois enfants suivants sont nés, soit en 1849, 1851 et 1853. Et c'est entre 1853 et 1856 que le ménage a quitté cet État pour se rendre au Michigan où est né un autre enfant en 1856. En 1860, le ménage Laplante résidait dans le canton de Portage dans le comté de Houghton où le père travaillait comme journalier.

Le cas de la famille Nadeau est semblable. Auguste, le père, était né au Canada en 1831 où il a épousé une Canadienne. Le couple donnait naissance à un premier enfant au Canada en 1855. Le ménage quittait le Canada pour l'État de New York entre 1855 et 1857, puisque c'est à cet endroit que le deuxième enfant naissait en 1857, de même que le troisième en 1858. Et, entre 1858 et 1860, le couple se rendait au Michigan, dans le comté de Houghton, où la famille habitait en 1860 et où Auguste occupait le poste de journalier.

Si certains ont ponctué leur itinéraire d'arrêts dans l'est du continent, d'autres l'ont marqué de haltes dans l'ouest. C'est le cas de la famille Lantonneau. Édouard Lantonneau, le chef du ménage, était né en 1815 au Canada. Il épousa une Canadienne et ensemble ils eurent leur premier enfant au Wisconsin en 1836. Cette naissance fut suivie de

deux autres au Wisconsin, en 1839 et en 1843. Par la suite, le ménage s'est déplacé en direction du Michigan où est né un autre enfant en 1847. En 1850, Édouard pratiquait le métier de pêcheur et vivait avec sa famille dans le comté de Houghton.

Un autre exemple mettait en lumière la mobilité de la famille Lamarre. Antoine, le père, était né au Canada en 1800. Il épousa une Canadienne dans les années 1820 et le couple donna naissance à un enfant en 1826 au Wisconsin, puis à un autre en 1830. Le ménage Lamarre se déplaça vers le Michigan où il résidait en 1850 dans le village d'Ontonagon où Antoine travaillait comme journalier.

Ce ne sont ici que quelques-uns des itinéraires connus qu'ont empruntés ces migrants. Ces données révèlent que plusieurs chefs de ménage nés au Canada et présents dans la péninsule ont d'abord séjourné dans l'État de New York et dans l'État du Wisconsin. Dans le premier cas, le déclin des activités forestières en a probablement forcé certains à quitter alors que, pour le second, ce fut la fin des activités de la traite qui en a obligé plusieurs à bouger pour se diriger vers la péninsule où les activités minières s'amorçaient.

De 1840 à 1860, la concentration de la population canadienne-française a suivi le développement des activités minières. À l'aube de la guerre civile, le canton de Portage, qui incluait le village de Houghton, attirait déjà plus de 45 % de tout le contingent canadien-français du comté de Houghton. Il était suivi par le canton de Hancock — qui incluait le village du même nom situé en face du village de Houghton de l'autre côté de la rivière Portage — avec 22 % alors que le canton de l'Anse, qui 10 ans plutôt regroupait 90 % des chefs de ménage canadiens-français, n'en comptait plus que 18 %.

Au-delà des activités minières, cette concentration dans le canton de Portage n'est pas étrangère au fait qu'une paroisse catholique du nom de St. Ignatus de Loyola fut créée dès 1858 dans le village de Houghton. Traduisant bien les besoins spirituels de la population catholique croissante de la région, cette paroisse — la première à être créée dans la péninsule de Keweenaw — regroupait tous les catholiques irlandais, allemands et Canadiens français⁴.

Le profil socio-économique de la population canadienne-française s'est modifié durant cette période. En 1850, la pêche faisait vivre près de 40 % de toutes les familles canadiennes-françaises de la péninsule alors que le travail de journalier et le travail de barilleurs occupaient

respectivement 32 % et 13 % des chefs de ménage. Mais en 1860, quelques années après les réels débuts de l'industrie minière, l'éventail des emplois était beaucoup plus large. La pêche avait disparu comme secteur d'emploi alors que le travail forestier — incluant le travail de bûcheron et celui de contractant forestier⁵ — faisait vivre une famille sur 4, suivi par le travail de journalier qui occupait 20 % des chefs de ménage⁶, suivi par le travail minier (17 %), le secteur des services (16 %) et le travail agricole (7 %).

Pour comprendre ces changements, il faut se rappeler que le développement minier était instable avant 1850 et que bon nombre de Canadiens français qui habitaient dans la région à cette époque provenaient des anciens postes de traite des Grands Lacs qui avaient été transformés en petits villages isolés où la pêche était devenue l'activité principale. Ce n'est que dans les années 1850 que le secteur minier a amorcé son développement et a stimulé la venue de Canadiens français nés au Canada cherchant des occasions d'emplois. Les activités minières ne furent toutefois pas les seules à intéresser les Canadiens français. Il fut déjà démontré que le travail forestier et la prospection minière allaient souvent de pair durant la période initiale de développement minier. Les besoins en main-d'œuvre forestière expliquent pourquoi la péninsule a attiré à cette époque autant de bûcherons, un métier pour lequel les Canadiens français possédaient une vaste expérience. Dès 1860, traduisant le développement démographique rapide de la région, des hôtels et des « saloons » ont fait leur apparition, et plusieurs étaient dirigés par des Canadiens français.

L'accélération du mouvement migratoire et la création de communautés, 1860-1900

La présence canadienne-française est devenue de plus en plus significative par la suite. Durant la période turbulente de la guerre civile, des Canadiens français ont accepté de se rendre dans la péninsule au moment où sévissait une pénurie de main-d'œuvre. Dès juin 1863, le journal *Portage Lake and Mining Gazette (PLMG)*, un hebdomadaire publié à Houghton et voué aux intérêts miniers, attirait l'attention de ses lecteurs sur l'arrivée d'un bateau à vapeur qui amenait 250 travailleurs canadiens. Ils étaient accompagnés d'un agent de recrutement,

Euchariste Brûlé, engagé spécialement par la Mining Emigrant Aid Society. Brûlé, qui était présent dans la région du lac Supérieur depuis 1854⁷, était originaire de Saint-Barthélemy, dans le comté de Berthier, au Québec, et avait été engagé par les compagnies minières pour faire du recrutement au Canada. Les nouveaux arrivants, qui étaient décrits comme étant jeunes et de petite stature, bien que pourvus d'une grande force physique, avaient été attirés par les hauts salaires versés dans la région, soit environ le double de ce qu'on offrait au Canada⁸.

L'arrivée de ces Canadiens français n'a toutefois pas été d'un grand secours pour résoudre le problème de pénurie de main-d'œuvre durant la guerre. En mars 1864, le PLMG remettait l'arrivée de ces Canadiens en perspective et déplorait que la plupart d'entre eux — qui étaient dépourvus d'expérience dans le secteur minier — aient déjà quitté la région. Le journal soulignait que ceux qui étaient restés avaient travaillé surtout à la coupe de bois, un travail pour lequel ils excellaient et dont la production était convoitée par les compagnies minières pour leurs activités d'exploration⁹. On soulignait que, dès 1863, ces Canadiens français avaient obtenu des contrats gouvernementaux pour approvisionner en bois les constructeurs de la Mineral Range State Road, une route d'État qui devait être construite cette année-là dans la région pour favoriser la communication entre les centres miniers. Charles Gariépy, Jean-Baptiste Jolicœur, Paul Perreault de même que John Fournier étaient parmi ceux qui avaient décroché ces contrats¹⁰.

D'autres Canadiens français se sont sans doute rendus dans la région durant la guerre. Mais ils furent encore plus nombreux à s'y diriger après la fin des hostilités. La deuxième moitié des années 1860 a coïncidé avec le début d'une ère de développement minier plus harmonieux, plus stable et aussi plus concentré dans l'espace pour la péninsule de Keweenaw, venant ainsi encourager la migration, renforcer les communautés existantes et encourager la création de nouvelles.

Dès la fin de la guerre, les activités minières se sont concentrées dans le comté de Houghton. C'est dans la région de Portage Lake que l'on a découvert les plus riches dépôts de cuivre et c'est également dans ce comté — où les opérations minières de la Quincy Mine Company étaient déjà concentrées — que les activités de la C&H eurent principalement lieu. Si bien que, à partir de ce moment, le comté de

Houghton a dominé largement les activités minières de l'ensemble de la péninsule de Keweenaw.

L'effectif canadien-français, qui, avant la guerre, était réparti à peu près également entre les deux comtés, a suivi également cette tendance pour se concentrer principalement dans le comté de Houghton. Le développement minier a suscité la construction de plusieurs usines de transformation et stimulé l'amorce de travaux d'infrastructures urbaines, de construction de canaux et de ponts, des activités qui ont créé autant de lieux de travail vers lesquels les migrants ont pu se diriger. Ces activités de transformation, souvent réalisées à l'écart des lieux d'extraction minière, ont favorisé en périphérie la création de petits hameaux dont certains ont accueilli un nombre croissant de Canadiens français.

Avant la guerre, on l'a vu, la présence des Canadiens français s'est concentrée surtout dans les villages déjà établis de Houghton et de Hancock. Si Houghton possédait déjà sa paroisse catholique, St. Ignatus de Loyola, le village de Hancock, situé de l'autre côté du lac Portage, a vu se créer en 1861 la paroisse catholique de Ste. Anne qui fut pendant plusieurs années le lieu de rassemblement des catholiques, dont celui des Canadiens français¹¹.

Outre ces deux villages, de petits hameaux, jadis isolés et peu peuplés, ont, sous l'effet du développement minier périphérique, subi des transformations substantielles. Parmi ceux-ci se trouvaient le village de Lake Linden, situé dans le canton de Schoolcraft, et le village de Calumet, situé dans le canton du même nom. L'essor de ces deux villages fut intimement lié à la présence de la C&H qui, par la mise en place d'une usine de transformation du minerai, a su créer de l'emploi et attirer un nombre considérable de familles.

Le village de Lake Linden et sa vie communautaire

Les origines du village de Lake Linden remontent à 1851¹². Les noms de plusieurs Canadiens français figurent parmi les premiers habitants de ce village. Les frères Peter et Joseph Robesco, de même que Joseph Grégoire, Euchariste Brûlé et J.-B. Tonpont furent parmi les pionniers qui s'établirent près du lac et amorcèrent le développement de ce petit hameau¹³. Ce village n'a connu ses premiers vrais développements qu'à partir de 1867, au moment où la C&H décidait d'y construire un

bocard. Cette usine a rapidement attiré bon nombre de migrants, à tel point que, dès 1868, ce petit hameau fut organisé en village¹⁴.

La construction de cette usine n'a pas été la seule raison du développement démographique rapide de Lake Linden. En 1867, Joseph Grégoire s'associait à deux autres Canadiens français nouvellement arrivés, Louis Deschamps, un pharmacien, et J. Normandin, pour construire dans ce village une scierie, la Joseph Gregory and Co. Cette scierie allait grandement profiter des imposantes ressources en pin dont disposait cette région¹⁵.

Joseph Grégoire était né à Saint-Valentin au Québec et était arrivé dans la région du lac Supérieur en 1854. Pendant quelques années, Grégoire avait parcouru la région à la recherche de travail, se rendant même jusqu'à Duluth au Minnesota¹⁶. Il avait d'abord travaillé comme bûcheron, puis avait obtenu certains contrats de coupe pour diverses compagnies minières. Devenu un entrepreneur à l'aise, Grégoire avait entrepris de créer avec des associés le village de Portland au Minnesota. Le projet échoua et il y engloutit toute sa fortune. Si bien qu'en 1859 Grégoire décidait d'aller s'établir dans la région de Portage Lake, où déjà commençaient à se concentrer des activités minières qui pourraient être rentables pour les entrepreneurs forestiers. Rapidement, il a pu obtenir des contrats pour approvisionner en bois certaines compagnies minières, et en signer d'autres avec les autorités municipales pour la construction d'infrastructures urbaines. Les affaires allaient si bien qu'en 1860 Grégoire s'est porté acquéreur de nouvelles terres à bois dans la région.

Grégoire décidait en 1867, avec l'aide d'associés dont il rachètera les parts en 1872, de mettre sur pied une scierie à la fine pointe de la technologie, dont les coûts de construction s'élevèrent à près de 15 000\$. Sa scierie avait une capacité de production de 5 millions de pied mesure de planche¹⁷. Cette scierie a agi comme un véritable élément d'attraction pour les Canadiens français puisque Grégoire fit savoir qu'il n'emploierait que des compatriotes pour la faire fonctionner¹⁸. Cette annonce a contribué à attirer une forte proportion de Canadiens français à Lake Linden qui devint le « Petit Canada » de la péninsule, rassemblant la plus forte concentration de toute la région¹⁹. Grégoire est rapidement devenu un personnage populaire, dont la participation sociale et financière dans de nombreuses causes commu-

nautaires et religieuses a amené ses compatriotes à le surnommer le « Père des Canadiens du lac Supérieur²⁰ ».

L'arrivée massive de Canadiens français à Lake Linden a eu des effets considérables, principalement au niveau politique. Lors des premières élections tenues en 1866 pour combler les postes électifs du canton de Schoolcraft nouvellement créé, Joseph Grégoire fut élu au poste de commis, un poste qu'il conservera pendant une quinzaine d'années²¹. Lors de ce même scrutin, Prosper Robert fut élu au poste de trésorier, Norbert Sarrasin et Célestin Rémilliard aux postes de commissaires aux routes, Léandre Marcotte au poste de juge de paix et David Picard à l'un des postes de constable du canton. En tout, 50 % des 14 postes électifs en jeu furent enlevés par des Canadiens français. La présence de candidats d'origine canadienne-française, et leur victoire électorale, traduit non seulement l'importance démographique des Canadiens français dans ce canton mais aussi leur désir, en obtenant la citoyenneté américaine et en participant à la vie politique américaine, de s'intégrer à la réalité sociale et politique de la communauté²².

Ce sont des considérations pratiques qui ont incité les Canadiens français de Lake Linden à créer une paroisse dans la région immédiate. Ceux qui s'y étaient installés à la fin des années 1860 et désiraient assister à la messe devaient franchir quelques kilomètres pour se rendre à la paroisse catholique la plus proche, soit celle de Sacred Heart dans le village voisin de Calumet²³. Dès 1871, forts de leur nombre, les catholiques de Lake Linden adressèrent une demande au diocèse afin de pouvoir créer une paroisse catholique dans leur village. Dès l'autorisation obtenue, les paroissiens se mirent à la construction d'une église dont les travaux furent dirigés et financés en partie par Joseph Grégoire. Le diocèse nomma le révérend Francis Héliard, un francophone âgé de 43 ans, à la tête de la paroisse, qui fut baptisée du nom de St. Joseph²⁴.

Les coûts de construction de l'Église ont été plus importants que prévus, puisqu'en octobre 1874 une foire spéciale était organisée par la paroisse pour amasser des fonds afin d'aider à rembourser sa dette²⁵. On ignore si l'objectif fut atteint. Toutefois, l'organisation de foires était une tradition puisque chaque année, et souvent plusieurs fois par année, une manifestation du genre était organisée — et fortement publicisée dans les journaux locaux — pour soutenir financièrement

les paroisses²⁶. D'ailleurs, au cours d'une de ces foires en novembre 1874, Joseph Grégoire fut honoré par les notables du village de Lake Linden. Ils lui remirent la « canne d'honneur » afin de souligner son « apport exceptionnel » à la vie communautaire de Lake Linden et au développement de la communauté canadienne-française²⁷.

Devant l'augmentation du nombre des paroissiens, les autorités religieuses ont décidé dès 1876 d'agrandir l'église et ces travaux furent gracieusement réalisés par Joseph Grégoire²⁸. Six ans plus tard, en 1882, ce lieu de recueillement devint trop étroit et deux options s'offrirent alors, soit agrandir à nouveau l'église ou en construire une nouvelle. C'est la dernière option, plus coûteuse, qui fut retenue et il fut décidé que l'ancienne église servirait de chapelle²⁹.

Les travaux furent entrepris sous la gouverne du révérend Mesnard qui prit la relève du révérend Héliard en 1881. Sous son administration (1881-1893), la paroisse de St. Joseph fut témoin d'un développement phénoménal. Le nombre de Canadiens français du canton de Schoolcraft a augmenté de manière considérable, passant de 1306 en 1880 à 2178 en 1900. Le nombre des paroissiens d'origines allemande et irlandaise a également augmenté rapidement, si bien que les autorités diocésaines décidèrent d'abord de nommer deux assistants pour aider le révérend Mesnard. Et en février 1888, le diocèse acceptait de subdiviser la paroisse St. Joseph et de créer une nouvelle paroisse qui accueillerait les Irlandais et les Allemands³⁰.

La communauté de Lake Linden a aussi traversé des périodes sombres. D'une part, selon les autorités religieuses elles-mêmes, et sans que l'on en connaisse les conséquences précises, la paroisse de St. Joseph a été perturbée par les grèves qui eurent lieu dans la région, dont celle de 1872 à la C&H³¹. D'autre part, la scierie de Grégoire, un important employeur pour les Canadiens français, fut à deux reprises détruite par un incendie au cours des années 1870. Le premier qui eut lieu en juin 1875 a détruit entièrement le bâtiment³². Grégoire décida de construire temporairement une scierie de fortune afin de respecter les contrats d'approvisionnement en bois qu'il avait signés avec les compagnies minières, dont la C&H. Or, l'année suivante, en août 1876, un nouvel incendie éclata et la scierie, reconstruite au coût de 30 000 \$, fut une perte totale. Grégoire n'était assuré que pour le tiers de sa valeur. Il décida néanmoins de reconstruire sa scierie. Ce sinistre fut si spectaculaire qu'il a eu des échos jusque dans la vallée de la Saginaw.

Le *Lumberman's Gazette* de l'endroit faisait état de la malchance qui s'acharnait sur Grégoire et surtout des importantes pertes financières qu'il devait essuyer³³. La scierie qu'il reconstruisit après l'incendie de 1876 a fait de lui le plus important producteur de bois de la région, employant 80 travailleurs³⁴.

Or, le feu n'avait pas fini de faire des ravages à Lake Linden. En mai 1887, c'est le village tout entier qui fut touché par un grave incendie qui détruisit plus de 260 maisons³⁵. Tout le secteur des affaires de la ville fut touché. Les pertes furent évaluées à près de trois millions de dollars. Une personne perdit la vie et 300 familles se retrouvèrent sur le pavé. Cet incendie a profondément perturbé la communauté. Et, bien qu'il ait suscité un esprit de solidarité et d'entraide chez les victimes, il a aussi fait fuir de nombreux habitants.

La paroisse de St. Joseph s'est rapidement remise sur pied et a de nouveau attiré des migrants. Après le démembrement de 1888, cette paroisse fut à nouveau l'objet de deux autres subdivisions. La paroisse de St. Francis d'Assisis fut créée en 1892 à Dollar Bay, au sud de Lake Linden, en bordure de Portage Lake. Elle rassembla les migrants catholiques d'origines slave, allemande, italienne et canadienne-française. Celle de St. Cecilia fut fondée en 1893 à Hubbell, un petit village situé plus près de Lake Linden sur la rive de Torch Lake — où un bocard de la C&H avait été érigé. Une majorité de Canadiens français y habitaient³⁶.

Le développement démographique de la communauté a aussi stimulé la création d'écoles paroissiales à Lake Linden³⁷. Dès 1867, une école publique fut construite. Deux autres furent ajoutées par la suite. La première était une autre école publique, alors que la seconde fut construite par la C&H. Celle-ci fut détruite par un incendie en 1881 et reconstruite la même année au coût de 15 000 \$ par la C&H qui la loua à la commission scolaire pour une somme nominale³⁸.

Il faut toutefois attendre en 1881 avant que les Canadiens français ne puissent compter sur un enseignement dans leur langue. Madame Adeline Garneau ouvrit alors une école dans la paroisse St. Joseph et 70 élèves fréquentaient cette classe lors de sa première année d'existence. En 1882, 135 élèves y furent inscrits³⁹. Le nombre d'écoliers canadiens-français a augmenté rapidement à Lake Linden, à un point tel qu'en 1886 une nouvelle école, l'Académie Ste. Anne, ouvrait ses portes. Elle

fut dirigée d'abord par les Sœurs Sainte-Croix, une communauté francophone originaire de Notre-Dame, en Illinois. Elles sont demeurées à la direction de l'Académie jusqu'en 1889 alors que des laïcs ont pris temporairement la relève. De 1893 à 1895, la direction de l'Académie fut accordée aux Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, dont la maison-mère était à Montréal. Après une année de direction laïque, les Sœurs de St. Joseph, originaires de Concordia, Kansas, assumèrent la direction de l'institution⁴⁰.

Les Canadiens français de la péninsule ont également mis sur pied des sociétés nationales qui leur ont servi de sociétés d'assurance mutuelle. Dans bien des cas, ces sociétés se donnaient aussi la mission de stimuler le patriotisme, de galvaniser le sentiment national chez leurs membres et de marquer fièrement leur origine en organisant des festivités pour souligner la fête nationale⁴¹. Il n'est pas surprenant de constater que c'est à Lake Linden, en 1879, que fut créée la première société Saint-Jean-Baptiste de la péninsule de Keweenaw, alors que d'autres « chapitres » de cette société furent mis sur pied dans la région à partir du milieu des années 1880, notamment à Calumet en 1885 et dans les villes de Houghton et de Hancock en 1886⁴².

Le mouvement annexionniste de 1869-1870 n'a pas semblé avoir eu de conséquences marquantes sur les Canadiens français de la péninsule puisque les sociétés nationales n'étaient pas encore fortement organisées à cette époque. Néanmoins, ce mouvement a trouvé certains échos. La Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton — qui était absente de la Convention de Detroit — a semblé vivre en 1871 de graves difficultés qui ont mené à sa dissolution. Un article publié en avril 1871 dans *PLMG* affirmait que la Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton avait été dissoute par la décision de quelques membres qui s'étaient par la suite servis librement dans les coffres de la société⁴³. Cet article avait semé un tel émoi que, dès la semaine suivante, dans le même journal, un porte-parole de la Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton tenait à apporter des précisions sur les raisons de cette dissolution. Selon ce porte-parole, la Société Saint-Jean Baptiste s'était retrouvée tout récemment avec des membres qui ne partageaient plus l'idéologie de la société et qui n'étaient plus disposés à respecter les conditions du statut de membre. La Société Saint-Jean-Baptiste n'avait pas voulu déclencher un scandale en expulsant les membres rebelles et

avait plutôt opté pour la dissolution pure et simple. Rien n'était dit sur l'utilisation des fonds⁴⁴.

C'est en octobre 1885 que la première convention des Canadiens français du Haut-Michigan a eu lieu⁴⁵. Les délégués des sociétés Saint-Jean-Baptiste de Marquette, de Lake Linden et de Calumet, entre autres, étaient présents⁴⁶. À cette convention, il fut discuté de la pertinence de créer un rassemblement de toutes les sociétés canadiennes-françaises du Haut-Michigan et tous furent d'accord avec cette idée. Il fut donc résolu, dans un premier temps, que toutes les sociétés canadiennes-françaises du Haut-Michigan se regrouperaient pour former une union régionale. Les délégués s'entendaient également pour créer une union centrale qui viserait à rassembler toutes les sociétés nationales de l'État, et ce, dans le but ultime de créer une union fédérale rassemblant toutes les sociétés nationales aux États-Unis comme au Canada et dont le leadership serait assumé par la société mère, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal⁴⁷. Un projet de constitution fut adopté afin de créer une association centrale de secours mutuels et il fut convenu que toutes les sociétés présentes feraient maintenant partie de cette association. Il semblait donc se dégager un consensus en 1885 chez les participants à cette convention pour créer une structure de rassemblement plus large qui donnerait plus de force à l'organisation.

Or, une deuxième convention fut convoquée en 1886, à Lake Linden, et les mêmes sociétés membres y assistèrent. Une troisième rencontre fut ensuite tenue à Ishpeming, en 1887, où un désaccord profond émergea entre les délégués. La nature exacte de cette mésentente est inconnue mais, selon Saint-Pierre, « la jalousie existant entre les officiers de deux ou trois des sociétés fut la ruine de l'association de secours, et fit abandonner l'idée des conventions⁴⁸ ».

Des difficultés ont également jalonné l'évolution de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan. Toujours en 1885, les officiers de cette association ont ramené sur la table l'idée de réunir toutes les sociétés nationales de l'État sous une même administration centrale. Selon Saint-Pierre, « partout où l'idée d'une fédération fut débattue, elle reçut un accueil des plus favorables ». Mais, « lorsqu'il fallut en venir à l'application, il se trouva encore une fois qu'il était impossible de satisfaire toutes les susceptibilités de ceux qui pos[ai]ent comme chefs des sociétés⁴⁹ ». Le problème des institutions canadiennes-

françaises semblait tenir au fait que, malgré le besoin souvent formulé de compter sur une organisation plus large, aucune des sociétés existantes n'avait le prestige voulu ni le leadership nécessaire pour prendre l'initiative d'établir une union nationale et de bienfaisance⁵⁰.

Cette mésentente illustre bien les difficultés qu'ont éprouvées les leaders de ces sociétés au cours des années 1880 et leur incapacité à faire passer les intérêts de leurs membres avant leurs intérêts personnels. Ces difficultés renvoient à un manque de leadership au niveau national et à la réticence de la part de certains leaders locaux à se départir de certains pouvoirs sur leur communauté immédiate pour les céder à une organisation centrale dans le but de maintenir bien vivantes les caractéristiques culturelles de l'ensemble des Canadiens français du Michigan.

Les élites de Lake Linden ont également créé des journaux francophones pour informer les Canadiens français sur les événements qui se déroulaient dans leur propre communauté et dans leur pays d'origine. Ces publications répondaient ainsi aux besoins d'information des francophones et à leur désir de maintenir des liens entre leur lieu de vie et leur lieu d'origine. Il est révélateur de constater que le premier journal publié par des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw fut bilingue. Ce journal, baptisé *Le Franc Pionnier* était un hebdomadaire qui fut publié pour la première fois à Lake Linden le lundi 26 avril 1875⁵¹. MM. Jos. A. Rooney et François-Xavier Thibault, ce dernier originaire de Montréal, s'étaient associés pour fonder ce journal⁵². Rooney était responsable de la section anglaise alors que Thibault supervisait la section française du journal dont la devise était « l'union fait la force ». Cette association entre anglophones et francophones témoigne-t-elle des relations amicales et égalitaires entre les deux groupes linguistiques ou simplement de la réalité démo-linguistique de Lake Linden que les fondateurs voulaient respecter? Cette association fut toutefois de courte durée puisque le journal a cessé sa publication en décembre de la même année⁵³.

Ce n'est qu'à la fin des années 1880 qu'un premier journal entièrement francophone est créé dans la péninsule de Keweenaw. Il s'agit de *L'Union franco-américaine*, qui fut publié en 1889 à Lake Linden par une compagnie à fonds social. Il était dirigé par Téléphore Saint-Pierre⁵⁴. En 1891, J. E. Rochon en était le rédacteur-gérant et F. O. Mayotte, le gérant. Ce journal donnait des informations sur les centres

canadiens-français de la haute péninsule et sur le Québec. On y faisait de la publicité, entre autres, pour le pèlerinage à Sainte-Anne-de-Beaupré en précisant le prix des billets et les horaires des trains liant Lake Linden à Sainte-Anne. Le voyage coûtait 25 \$⁵⁵. *L'Union franco-américaine* eut une courte vie et disparut en 1891⁵⁶.

Ces diverses tentatives de créer des journaux illustrent bien la volonté d'informer la population et de maintenir des liens entre la population migrante et le port d'attache, même si ces courroies de transmission disparaissaient rapidement. Le fait que les deux journaux aient été créés et publiés à Lake Linden confirme la centralité de cette ville dans le paysage canadien-français de la péninsule.

Évidemment, la création de multiples structures et d'institutions a mené très tôt à la constitution de fortes concentrations canadiennes-françaises qui furent autant de marchés potentiels intéressants pour ceux qui pourraient se les approprier. De nombreux commerçants canadiens-français ont donc suivi le mouvement et sont venus s'établir dans la région. D'autres ont saisi l'occasion pour devenir boutiquiers, cherchant à tabler sur le sentiment ethnique des compatriotes pour s'accaparer une clientèle imposante et captive.

Dans cette perspective, le village de Lake Linden fut un paradis pour les commerçants. Outre Grégoire qui s'est rapidement imposé au sein de l'élite économique et politique de la péninsule, une multitude de petits commerçants et marchands ont mis sur pied de petites boutiques, des pensions, repris des hôtels ou mis en service des ateliers de services, donnant lieu à l'émergence d'une petite bourgeoisie commerçante de langue française connaissant bien les besoins de sa clientèle cible. À ces magasins sont venus s'ajouter de nombreux « saloons », tenus par des Canadiens français, notamment celui de Norbert Fortier, à Lake Linden, qui était très fréquenté dans les années 1870. En 1879, Lake Linden comptait dix « saloons » pour servir une population de 2610 habitants⁵⁷. D'autres sont devenus propriétaires d'hôtels réputés, comme Paul Perreault, qui possédait le populaire Lake Linden Hôtel construit en 1888⁵⁸.

Lake Linden s'est donc rapidement développé, structuré, en comptant sur des institutions sociales propres à cimenter et à alimenter la vie communautaire, à rassurer les migrants, leur permettant de s'adapter à leur nouveau milieu et leur donnant les outils pour mieux contrôler leur destinée.

Le village de Calumet et sa vie communautaire

Le village de Calumet, situé à 7 km de Lake Linden, fut le deuxième village en importance pour les Canadiens français. Il fut créé en 1866 et son développement fut étroitement lié aux activités de la C&H, à un point tel que Calumet devint une *company-town*⁵⁹. Une première paroisse catholique y est créée en 1868, celle de Sacred Heart, pour répondre aux besoins des catholiques irlandais, allemands et canadiens-français⁶⁰. Son développement fut toutefois moins spectaculaire que celui de Lake Linden et sa communauté beaucoup moins dominante. Calumet fut en fait, dès ses débuts, une ville cosmopolite, multi-ethnique, rassemblant des Irlandais, des Allemands et des Canadiens français. À partir de la fin des années 1880, des Polonais, des Finlandais, des Slovènes et des Croates s'y sont installés. Les Canadiens français ont toutefois su mettre sur pied rapidement des institutions sociales sécurisantes favorisant la venue de nouveaux migrants.

Dès 1867, alors que ce lieu n'était qu'un camp minier, le révérend Edward Jacker arrivait à Calumet pour desservir les catholiques de la région⁶¹. La première église fut érigée en 1869 et prit le nom de Sacred Heart, rassemblant tous les catholiques. Le révérend Jacker y resta jusqu'en octobre 1873 alors qu'il quitta pour Mackinac et fut remplacé par le révérend Eis⁶².

Le nombre de Canadiens français dans le canton de Calumet n'a pas cessé d'augmenter. Comme le tableau 4.4 le montre bien, dès 1870, les Canadiens français sont devenus une composante importante dans la communauté, comptant près de 10% de la population totale. Par la suite, bien que leur importance en chiffres absolus ait augmenté sensiblement jusqu'à la fin du siècle, leur importance en nombre relatif a chuté légèrement. Ils sont demeurés suffisamment nombreux pour que, dès le début des années 1870, une classe de langue française soit mise sur pied par M. Eugène Vacher⁶³. En 1884, ils obtenaient la subdivision de la paroisse Sacred Heart pour créer la paroisse nationale de St. Louis, située à Red Jacket, un village du canton de Calumet, alors que Sacred Heart est demeurée la paroisse des Irlandais et des Allemands catholiques⁶⁴.

Outre la Société Saint-Jean-Baptiste, les Canadiens français de Calumet ont pu compter sur la présence d'organisations sociales particulières tels la Court Lafayette n° 26 et les Forestiers de l'Amérique

(Foresters of America) dont on ignore l'année de fondation ni les objectifs, mais qui étaient en fonction en 1896 et cherchaient à aider les Canadiens français en difficulté⁶⁵.

À Calumet, la fête de la Saint-Jean-Baptiste fut célébrée régulièrement. Lors de la célébration de 1891, dans le discours qu'il prononça devant la foule réunie à Calumet, E. S. Lanctôt, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'endroit, soulignait que la fête avait été particulièrement réussie cette année-là, malgré le fait que certains observateurs aient souligné que le patriotisme n'était plus ce qu'il avait déjà été et que l'assimilation faisait des progrès. Lanctôt concluait son discours en remerciant chaleureusement les membres des autres communautés ethniques de la région qui avaient activement participé à la fête des Canadiens français. À l'occasion de cette fête de 1891, la C&H ne rata pas l'occasion de collaborer et accepta de mettre gracieusement à la disposition des Canadiens français de Lake Linden ses « chars » (son train et ses wagons) pour les transporter vers Calumet où les célébrations étaient tenues⁶⁶.

De 1860 à 1900, la population canadienne-française de la péninsule a augmenté de manière considérable, doublant presque à chaque décennie, passant de 703 habitants à 1710 en 1870, puis à 3662 en 1880 pour atteindre 8 804 habitants en 1900 et représenter près de 12 % de la population totale de la péninsule⁶⁷ (voir tableau 4.1).

Hormis la courte grève de 1872 et la crise financière des années 1870, aucun autre événement n'est venu vraiment perturber le développement de la région. En fait, même ces événements ne semblent pas avoir eu de conséquences significatives pour la péninsule et encore moins pour les Canadiens français. Tout comme pour la vallée de la Saginaw, la population canadienne-française de la péninsule a fait un bond important durant cette décennie, passant de 1710 à 3662 habitants, une hausse de plus de 100%. alors que la population totale de la péninsule n'augmentait que de 40%. Cette augmentation illustre bien l'attraction qu'exerce la région sur les Canadiens français, et surtout l'aisance et la confiance avec lesquelles ils se dirigent maintenant vers la péninsule indépendamment du climat socioéconomique qui y règne. Au-delà de la présence de réseaux migratoires reliant le Québec à la péninsule, la présence de communautés structurées et de secteurs d'emplois protégés a contribué à consolider le courant migratoire.

Durant cette période, la grande majorité des Canadiens français se sont installés dans le comté de Houghton alors que les comtés de Keweenaw (nouvellement créé) et celui d'Ontonagon ne retenaient qu'une infime fraction de l'effectif. En fait, de 1860 à 1900, le comté de Houghton a toujours regroupé plus de 75 % de l'effectif canadien-français de la péninsule, allant jusqu'à réunir 90 % de tous les Canadiens français de la région en 1900.

Au sein du comté de Houghton, les Canadiens français étaient concentrés particulièrement dans le canton de Portage, qui incluait le village de Houghton, puis celui de Hancock qui incluait le village du même nom. Mais, comme nous l'avons vu, le village de Lake Linden a pris rapidement de l'expansion. Dès 1870, le canton de Schoolcraft, qui incluait le village de Lake Linden, rassemblait déjà plus du quart de tous les Canadiens français du comté de Houghton, et les Canadiens français représentaient près de 50 % de la population totale de ce canton.

Si bien que graduellement, au fil du développement minier qui se dessinait entre 1860 et 1900, les Canadiens français se sont éloignés des villes de taille moyenne comme Houghton et Hancock pour se concentrer davantage dans les villages situés en périphérie, soit vers Lake Linden et Calumet. Si dans les possibilités d'emplois étaient aussi importantes dans les deux régions, les villages en périphérie bénéficiaient de structures de rassemblement et d'institutions culturelles propres à protéger les spécificités culturelles des migrants dans une zone encore « frontière » où la culture dominante n'était pas encore clairement précisée et où les migrants pouvaient participer à sa définition. En fait, en se dirigeant vers ces centres de plus petite taille, les Canadiens français se donnaient de meilleures chances de contrôler leurs destinées.

Néanmoins, à la fin de cette période, de nouvelles concentrations canadiennes-françaises naissent, notamment la paroisse de Chassell, dans le comté de Houghton, créée en 1890 et dont 45 % de la population est d'origine canadienne-française en 1900, de même que le canton de Torch Lake, incluant le village de Hubbell — une excroissance de Lake Linden — dont l'effectif canadien-français compte pour 23 % de la population totale. Dans l'ensemble, les nouvelles communautés canadiennes-françaises créées entre 1870 et 1900 furent le résultat

tat d'un débordement démographique du village de Lake Linden vers les communautés avoisinantes.

De 1860 à 1900, la population canadienne-française de la région était majoritairement originaire du Québec. Pendant ces 40 années, 9 chefs de ménage canadiens-français sur 10 en moyenne étaient nés au Québec (voir tableau 4.2). Il faut attendre la fin du XIX^e siècle avant d'avoir plus de 10% des chefs de ménage originaires du Michigan, illustrant la montée de la deuxième génération. La diversité des lieux de naissance des chefs de ménage étonne durant cette période. Non seulement des États de l'Ouest (Wisconsin, Minnesota) figuraient parmi les lieux de naissance mais aussi des États industriels de la Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, New Hampshire) qui étaient jusque-là absents de la liste des lieux d'origine.

Si la migration se faisait de plus en plus directement entre le Québec et la péninsule, il reste que de nombreux arrêts dans l'Ouest ont continué de jaloner la migration vers la péninsule de Keweenaw. C'est le cas de Joseph Galipeau, né au Canada en 1848, qui épousa une Canadienne. Les époux eurent d'abord un enfant au Canada en 1867. Mais, dès l'année suivante, ils avaient déjà quitté puisque ce fut en Illinois que naquit un autre enfant en 1868. Ils n'y sont restés que peu de temps puisque, deux ans plus tard, le ménage résidait au Michigan en 1870, dans le canton de Calumet où Joseph travaillait comme barilleur.

D'autres avaient déjà emprunté des itinéraires où s'entremêlaient des arrêts à la fois dans le Nord-Est et dans le Midwest américain. Prenons le cas de Frank Drapeau, né en 1822 au Canada et qui, après avoir marié une Canadienne, a quitté avec elle en direction de l'État de New York où en 1857 est né leur premier enfant. Toutefois, c'est dans le Minnesota qu'a vu le jour en 1859 leur second enfant. Ils quittèrent pour le Michigan où les trois enfants suivants sont nés en 1863, 1868 et 1869. En 1870, on retrouvait cette famille dans le comté de Houghton où Frank travaillait comme charretier.

Les crises économiques qui surviennent dans le pays d'accueil stimulent souvent le retour au pays d'origine. L'itinéraire suivi par le ménage Pagé est éloquent à cet égard. Né au Canada en 1822, Constant Pagé épousa une Canadienne. Le ménage ne tarda pas à quitter le Québec puisque c'est dans l'État du Maine que naissait un de

leurs enfants en 1857. Touché par la crise économique de 1857, le couple revint au Canada où est né un autre enfant en 1860. Mais le ménage n'y demeura que peu de temps puisqu'il mit le cap sur l'Ohio où deux autres enfants sont nés en 1863 et en 1866, après quoi il se dirigea vers le Michigan où un autre enfant est né en 1868. En 1870, le ménage Pagé résidait dans le canton de Schoolcraft, comté de Houghton, et Constant travaillait à la construction du canal Portage.

La guerre civile (1861-1865) a aussi contribué au retour souvent temporaire des migrants. Ed DuLong, né au Canada en 1818, épousa une Canadienne et un enfant est né de cette union en 1850 dans l'État de New York. Par la suite, le ménage retourna vivre au Canada où trois enfants sont nés, en 1852, 1860 et 1862, après quoi le ménage s'est dirigé vers le Michigan où un autre enfant est né en 1868, avant qu'on le retrouve en 1870 dans le canton de Calumet, là où Ed travaillait comme journalier.

La crise de 1893-1897 a affecté non seulement le comportement des Canadiens français de la péninsule, mais aussi celui de compatriotes qui habitaient ailleurs aux États-Unis. Elle les a forcés à revoir leur stratégie et à migrer vers des régions plus prospères. Ce fut le cas du ménage Fontaine. Eugène Fontaine, un Canadien né en 1866, épousa une Canadienne en 1890. Ensemble, ils eurent leur premier enfant au Canada en 1891. Dès la naissance du premier enfant, le ménage quitta pour le Vermont où leur second enfant est né en 1892. Possiblement aux prises avec les effets de la crise, le ménage décida de revenir au Canada où est né un autre enfant en 1895. La crise passée, le ménage a migré à nouveau vers le Michigan où en 1899 naissait un autre enfant. En 1900, le ménage Fontaine habitait le canton de Franklin, dans le comté de Houghton, où Eugène était travailleur de surface dans un bocard.

Outre ce mouvement est-ouest, un mouvement migratoire régional fut également apparent. De nombreux Canadiens français ayant séjourné dans la région des Grands Lacs ont migré vers la péninsule de Keweenaw à la fin du XIX^e siècle. Ce mouvement peut signifier qu'au moment où certaines régions traversent des crises économiques graves la péninsule, toutes proportions gardées, est apparue comme une région plus stable. C'est ce que laisse croire le comportement du ménage Quenneville. Paul Quenneville est né en 1871 au Canada. Il épousa une Canadienne pour ensuite migrer avec elle vers les États-

Unis en 1890. Il prit le chemin de l'Ouest puisque, dès 1893, un premier enfant naissait au Wisconsin. Deux autres sont nés dans le même État, en 1895 et en 1897. Le ménage Quenneville s'est dirigé vers le Michigan où, en 1899, un autre enfant est né. En 1900, les Quenneville se trouvaient dans le comté d'Ontonagon où Paul travaillait comme *trammer*. Alfred Biron a vécu une histoire semblable. Né au Canada en 1868, Biron épousa une Canadienne et migra avec elle aux États-Unis en 1889. Ils se sont dirigés vers l'Illinois puisque c'est là que leurs trois premiers enfants sont nés en 1894, 1895 et 1898. Le couple quitta l'Illinois vers le Michigan où un autre enfant est né en 1899. En 1900, le ménage Biron habitait le comté de Keweenaw où Alfred travaillait comme journalier.

Un mouvement de va-et-vient entre les États du Midwest a aussi guidé certains migrants. C'est l'impression que donne le ménage de Jos Champagne, un Canadien né en 1857, et qui épousa une Canadienne. Après avoir eu leur premier enfant en 1879 au Canada, le ménage Champagne migrait vers les États-Unis en 1881, probablement vers le Michigan, puisque c'est là qu'un enfant est né en 1884. Le ménage quitta ensuite le Michigan pour le Wisconsin où les cinq enfants suivants sont nés en 1889, 1892, 1893, 1895 et 1897. En 1900, le ménage Champagne habitait le canton de Greenland, dans le comté d'Ontonagon, où Jos travaillait comme journalier. C'est aussi le cas de Henri Lemieux, né au Wisconsin en 1862 et qui se maria dans ce même État. Un premier enfant est né de cette union au Wisconsin en 1891. Le ménage a migré vers le Michigan puisque c'est là qu'en 1893, 1894 et 1895 des enfants sont nés. Les Lemieux sont revenus au Wisconsin, où est né un enfant en 1897, puis sont retournés à nouveau au Michigan où un autre enfant naissait en 1899. En 1900, le ménage Lemieux habitait le comté d'Ontonagon où Henri était scieur dans une manufacture de bardeaux.

Compte tenu de ces itinéraires, il est difficile de caractériser le modèle migratoire. Il faut toutefois noter l'émergence de nouveaux trajets qui incluent, dans les années 1890, des séjours au cœur des États manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre. Cette situation peut être liée au déclin que vivaient les centres industriels vers la fin du XIX^e siècle et à la relative stabilité que connaissait la péninsule de Keweenaw.

Dans l'ensemble, tout comme pour la période antérieure, on peut dire que l'industrie minière a suscité, entre 1860 et 1900, un intérêt

TABLEAU 4.3

Évolutions des indicateurs socioéconomiques
des ménages canadiens-français de la péninsule de Keweenaw,
1870-1910, en pourcentage

	1870	1880	1900	1910
Conjointes qui travaillent*	0,0	0,0	1,0	1,0
Garçons de 15 ans et + qui travaillent	77,1	80,0	87,0	90,0
Garçons de - de 15 ans qui travaillent	4,7	4,5	1,2	0,5
Filles de 15 ans et + qui travaillent	0,0	10,0	30,0	25,0
Filles de - de 15 ans qui travaillent	0,0	0,0	0,0	1,0
Ménages abritant des pensionnaires	27,3	30,0	12,0	11,0
Naturalisation	n.d.	n.d.	72,0	80,0
Propriété	n.d.	n.d.	40,0	42,0

* Ici, le terme «travailler» renvoie au travail à l'extérieur de la maison.

mitigé chez les chefs de ménage canadiens-français. Durant cette période, jamais plus que 30% des chefs de ménage canadiens-français ont été actifs dans un emploi relié directement au travail minier. Par contre, les emplois de journaliers⁶⁸ ou de travailleurs en scierie, de contractants forestiers ou de bûcherons ont toujours attiré entre 40% et 50% des chefs de ménage canadiens-français. Le secteur des services a donné du travail à 10% des chefs de ménage en moyenne alors que l'agriculture attirait environ 7% des chefs de ménage entre 1860 et 1900⁶⁹.

Le profil professionnel des chefs de ménage présente donc une forte diversité. Les Canadiens français travaillent dans plusieurs secteurs sans qu'il n'y ait un qui domine de manière nette. Et dans l'ensemble, si les chefs de ménage ne dédaignent pas travailler dans le secteur minier⁷⁰, ils préfèrent de beaucoup travailler dans les secteurs en périphérie, comme le secteur forestier et celui des services, des domaines pour lesquels les migrants semblent posséder une certaine expérience de travail.

Mais vers la fin du XIX^e siècle, au fur et à mesure que l'industrie minière prend de la maturité, ses besoins en bois diminuent et les secteurs périphériques ont moins besoin de travailleurs. Si bien que les

Canadiens français devront travailler de plus en plus dans le secteur minier — dont un nombre important provenait de la seconde génération — alors que près de 30 % des chefs de ménage y travaillaient. Dans le secteur forestier, on retrouvait 13 % des chefs de ménage, surtout comme bûcherons et peu comme travailleurs en scieries. Le secteur des services occupait 12 % des chefs, alors que l'agriculture en occupait 7 %.

Si le secteur minier n'attire pas particulièrement les chefs de ménage, il semble par contre plaire davantage à leurs fils. De 1870 à 1900, on estime que 75 % des garçons de 15 ans et plus habitant toujours avec leurs parents et qui travaillaient à l'extérieur étaient engagés dans le secteur minier, principalement comme journaliers (51 %) alors que 22 % occupaient des postes de travailleurs de surface. En 1900, les fils de 15 ans et plus contribuaient encore le plus au revenu familial, en travaillant soit dans le secteur minier, soit dans le secteur agricole ou dans le secteur des services, mais très peu dans le secteur forestier.

Les épouses ne travaillent pas à l'extérieur. Mais leur apport au revenu familial se situait ailleurs : elles s'occupaient des tâches reliées à la prise de pensionnaires. Durant cette période, la prise de pensionnaires a continué d'être une stratégie utilisée par 30 % des ménages, un pourcentage qui a diminué toutefois à 12 % en 1900.

Cette période est donc un moment où les Canadiens français ont non seulement accéléré leur migration mais où ils ont graduellement fui les grands centres comme Houghton et Hancock pour se concentrer dans les petits villages. Avant 1870, les Canadiens français étaient peu nombreux dans la région et ils s'étaient surtout intégrés aux structures communautaires qui avaient été créées par leur coreligionnaires. À partir de 1870, l'amélioration rapide du marché du travail et des conditions de vie dans la péninsule a accéléré le mouvement migratoire dont les recrues ont exercé des pressions sur les autorités diocésaines pour qu'elles acceptent de créer des paroisses nationales. Or, comme nous l'avons vu, de toutes ces communautés nationales, Lake Linden et Calumet furent les plus importantes à émerger sous la pression migratoire des Canadiens français qui ont marqué profondément toutes les facettes de la vie sociale, économique et politique de ces villages.

L'effritement du consensus social, 1900-1914

À partir de la fin des années 1890, l'introduction de nouvelles technologies et l'attitude des compagnies minières à l'endroit de leurs travailleurs se sont conjuguées pour modifier le climat socioéconomique de la région et remettre en question les relations sociales relativement harmonieuses qui avaient jusqu'alors caractérisé la région. Ces changements ont inévitablement touché les communautés canadiennes-françaises qui, au surplus, furent victimes de certaines disputes internes qui les ont perturbées et affaiblies.

Dans ce nouveau contexte, les communautés ont vécu des moments plus difficiles. Après une hausse constante de l'effectif pendant un demi-siècle, le nombre de Canadiens français a subi une baisse notable entre 1900 et 1910⁷¹, passant de 8800 en 1900 à 7100 en 1910 et ramenant leur poids relatif dans la péninsule de 12 % qu'il était en 1900 à moins de 7 %. En 1910, il y avait 1707 Canadiens français de moins qu'en 1900 et, de ce nombre, 1492 ou 87 % vivaient jadis dans le comté de Houghton. Ce comté — qui avait le plus profité de la migration — a été celui qui a le plus perdu dans ce déclin⁷². Cette diminution, de l'ordre de 20 %, fut d'autant plus significative que la population globale de la péninsule a augmenté de près de 40 %. Le nombre de Canadiens français a chuté dans chacun des trois comtés, soit de 20 % dans Houghton, de 15 % dans Keweenaw et de 25 % dans le comté d'Ontonagon (voir tableau 4.1). Le comté de Houghton est demeuré, et de loin, celui qui rassemblait encore le plus de Canadiens français, avec 90 % de l'effectif. Pour la première fois depuis que le comportement des Canadiens français est observé, il ne suit pas la tendance démographique générale de l'ensemble de la région. Toutes les communautés, et même le « Petit Canada » de Lake Linden et le village de Calumet, ont vu leur population diminuer.

Ces pertes furent liées au climat social de plus en plus tendu qui régnait dans la région à la suite de la réorganisation du travail, de l'introduction de nouvelles technologies et principalement de la *one-man-drill*. Car déjà au tournant du siècle, alors que les compagnies minières amorçaient leur restructuration, le *Copper Country Evening News* notait que de nombreux groupes de Canadiens français étaient retournés au Canada et que d'autres avaient quitté pour des régions

plus prometteuses comme Butte dans le Montana, où les Canadiens français pouvaient déjà compter sur une petite communauté⁷³.

La source de l'instabilité sociale ne provenait pas seulement de l'extérieur des communautés. Au tournant du siècle, certaines paroisses furent aux prises avec des difficultés financières qui ont fait perdre une certaine crédibilité aux leaders religieux, de même que la belle assurance qu'avaient jadis démontrée les paroissiens.

La paroisse St. Joseph de Lake Linden, la paroisse-mère des Canadiens français, celle vers laquelle tous se tournaient en cas de difficultés, fut en proie à une instabilité religieuse et aux prises avec des problèmes financiers importants⁷⁴. D'une part, le père Mesnard, qui avait été à la tête de cette paroisse pendant 14 ans, était transféré en 1895 dans une paroisse d'Escanaba, dans la basse péninsule du Michigan, et remplacé par le révérend Michel Letellier. Ce dernier n'est demeuré en poste que quelques jours seulement puisque c'est le révérend F. S. Marceau qui prit la relève et qui demeura à la tête de la paroisse jusqu'en avril 1896. Le révérend J. A. Sauriol, qui avait été l'assistant du révérend Marceau depuis novembre 1895, prit ensuite la relève jusqu'en mai 1896. Le révérend Paul Datin lui succéda et demeura le pasteur de St. Joseph jusqu'en février 1897, alors que le révérend M. T. Dugan assura l'intérim jusqu'en mai 1897. Il fut alors remplacé par le révérend Édouard P. Borduas, qui assura le leadership de la paroisse de mai 1897 à septembre 1905. En l'espace de deux ans, la paroisse eut à sa tête pas moins de six prêtres, sans qu'il ait pu être possible de connaître les raisons précises de ces départs.

Cette instabilité se combina avec un manque de consensus chez les paroissiens et un manque de leadership de la part du curé. Durant l'administration du révérend Borduas (1897-1905), il fut question d'ériger une nouvelle église. Cette proposition n'a pas obtenu l'assentiment de tous paroissiens et a créé des divisions importantes au sein de la communauté, à un point tel que le projet fut remis, ce qui irrita profondément le curé Borduas⁷⁵. On procéda toutefois à d'importants travaux de réfection.

En 1905, le révérend Napoléon J. Raymond succédait au révérend Borduas. Ce dernier laissait la paroisse dans un très mauvais état financier. La fabrique était endettée de près de 22 000 \$. On ignore l'origine exacte de cette dette mais les travaux récents à l'église n'y seraient pas

étrangers. Le révérend Raymond réussit, en l'espace de trois ans et demi, par une gestion très serrée et en exigeant un effort financier soutenu de la part de ses paroissiens, à effacer cette dette⁷⁶. Sous l'égide du révérend, un fonds spécial de rénovation fut même créé pour les travaux futurs et chaque paroissien devait y cotiser. En 1912, le révérend Raymond entreprenait de gros travaux de restauration de l'église, changeant sa devanture et solidifiant les fondations initiales. Ces travaux, qui transformèrent singulièrement le bâtiment, furent terminés à la fin de l'année. Les relations entre le curé et ses paroissiens se sont passablement détériorées, passant d'une collaboration à une confrontation alors que les paroissiens devaient de plus en plus composer avec les conséquences financières des décisions prises par le curé.

Par ailleurs, le village de Lake Linden — peut-être davantage que les autres villages de la région — a subi les contrecoups de la situation difficile dans laquelle se trouvaient certaines compagnies minières, particulièrement la C&H qui représentait le plus important employeur pour les Canadiens français. La population totale de Lake Linden a commencé à fléchir à partir des années 1880, une baisse liée à l'incendie de 1887 qui a forcé certains résidents à aller s'établir ailleurs. Son effectif était de 2610 cette année-là; il chuta à 1862 en 1890. Mais, en 1900, la population de Lake Linden avait à nouveau augmenté pour atteindre 2597 habitants. Mais cette augmentation fut de courte durée. La paroisse perdit encore de ses paroissiens en 1910 pour atteindre 2325 habitants. La population canadienne-française a suivi la même tendance. Elle s'élevait à 1306 en 1880. Elle avait augmenté à 2178 en 1900 pour ensuite — après deux démembrements en 1892 et en 1893 — chuter à 1446 habitants en 1910⁷⁷.

De 1900 à 1910, des changements significatifs sont survenus quant aux lieux d'origine des Canadiens français. Alors qu'au XIX^e siècle le Québec avait été le lieu d'origine de près de 9 chefs de ménage sur 10, cette tendance, qui avait commencé à s'estomper en 1900, s'est accentuée en 1910 alors que moins de 75% chefs de ménage étaient originaires du Québec. De plus, près du quart des chefs de ménage en 1910 étaient nés au Michigan. Ces données traduisent clairement la diminution du flot migratoire en provenance du Québec et l'émergence de la seconde génération des Canadiens français née au Michi-

gan. Elles illustrent aussi une baisse considérable de l'attrait de la région aux yeux des Canadiens français séjournant dans d'autres régions aux États-Unis.

Malgré cette diminution de l'effectif, les Canadiens français sont demeurés concentrés dans les mêmes régions qu'au cours du XIX^e siècle. Le canton de Schoolcraft regroupait encore 23 % de tous les Canadiens français du comté mais ceux-ci ne constituaient plus que 35 % de la population totale du canton, eux qui avaient toujours compté pour au moins 50 % de l'effectif au XIX^e siècle. Le canton de Calumet ne regroupait quant à lui que 6 % de tous les Canadiens français du comté et ils constituaient à peine 3 % de la population du canton, deux fois moins qu'en 1900. Tous les châteaux forts des Canadiens français étaient en déclin en 1910.

Dans ce contexte, le profil professionnel a changé considérablement. En 1910, le secteur minier occupait 44 % de tous les chefs de ménage — le plus haut pourcentage jamais atteint — dont près de la moitié travaillaient en surface. Le secteur du bois, quant à lui, n'en attirait plus que 6 % et le secteur des services, 9 %. Par contre, l'agriculture était redevenue attrayante. Ce secteur, qui n'attirait que 8 % des chefs en 1900, en faisait vivre 13 % en 1910. Ces données montrent donc que plus la première génération laisse la place à la seconde, plus le secteur minier — et particulièrement le travail de surface — devient le secteur attrayant alors que le travail forestier — de moins en moins nécessaire compte tenu du niveau de développement atteint — offre de

TABLEAU 4.4

Population canadienne-française des cantons de Lake Linden et de Calumet, comté de Houghton, 1870-1900

Années	Cantons			
	Lake Linden		Calumet	
	Canadiens français (%)	Pop. totale	Canadiens français (%)	Pop. totale
1870	333 (49,7)	669	298 (9,4)	3 182
1880	1 306 (49,4)	2 645	567 (6,8)	8 299
1900	2 178 (51,9)	4 197	1 736 (6,7)	25 991

moins en moins d'occasions d'emplois et que le secteur agricole devient un secteur qui peut permettre une certaine stabilité.

Un nombre important de Canadiens français ont donc quitté la péninsule à la fin du XIX^e siècle et lors de la première décennie du XX^e siècle. Mais ceux qui y sont demeurés avaient pris la décision d'y rester définitivement. Dans certaines communautés, comme à Lake Linden, il était connu que les Canadiens français avaient rapidement opté pour la nationalité américaine. En 1900 toutefois, 55 % de tous les chefs de ménage avaient déjà obtenu leur citoyenneté américaine et 17 % avaient entrepris des démarches pour l'obtenir; en 1910, 63 % de tous les chefs de ménage canadiens-français étaient des Américains d'adoption et 17 % avaient entrepris les démarches pour devenir Américains. Et tant en 1900 qu'en 1910, près de 40 % des chefs de ménage possédaient la maison qu'ils occupaient et près de 50 % étaient locataires.

Outre la contribution du mari, ce sont les fils de 15 ans et plus qui continuent de collaborer le plus au revenu familial. Dans la première décennie du XIX^e siècle, près de 90 % de tous les jeunes de cet âge travaillaient principalement dans le secteur minier. Les filles de 15 ans et plus contribuaient également; 25 % d'entre elles travaillaient comme commis dans des établissements commerciaux, comme domestiques ou couturières. Seulement 11 % des ménages abritaient des pensionnaires en 1910. La contribution de l'épouse au revenu du ménage est donc demeurée limitée au travail domestique et au soin des pensionnaires. Seulement 1 % des épouses travaillaient à l'extérieur, surtout comme domestiques.

Enfin, même si le nombre de Canadiens français était en déclin, un autre journal francophone a vu le jour dans la région de Lake Linden: *Le Courrier du Michigan*, créé en 1912 sous la direction d'Eudore Mayrand. On ignore si sa parution fut constante. Toutefois, illustrant la perte de dynamisme des Canadiens français de la région et peut-être la direction qu'ont pris plusieurs d'entre eux au début du XX^e siècle, Mayrand décidait dès 1919 de déménager son journal à Detroit. Ce fut le dernier journal français à être publié dans la péninsule de Keweenaw⁷⁸.

Les Canadiens français et la grève de 1913-1914

Les communautés canadiennes-françaises ont été lourdement touchées par la grève de 1913-1914. Il est certain qu'une grève de cette impor-

tance qui a paralysé le plus important employeur de la région a eu des répercussions. Toutefois, on sait peu de chose sur le rôle que les Canadiens français y ont joué. Nous savons que certains d'entre eux y ont participé activement. Le comité ouvrier de la W.F.M., qui fit parvenir la fameuse lettre aux directeurs miniers, le 14 juillet 1913, les enjoignant à discuter avec le représentant des travailleurs, était signée par quatre travailleurs d'origine canadienne-française. Outre le nom de William Williams, on y retrouvait ceux de Little (Petit), James Rowe, (Roy), James Paull, et Anton Pechauer (Pêcheur), tous représentants le comité du syndicat local des W.F.M.⁷⁹ Mis à part ces personnes, il semble que peu de Canadiens français aient pris une part active dans la grève⁸⁰.

Cette confrontation ouvrière se préparait depuis quelques années. À partir du moment où les compagnies ont pris conscience de la compétition dans le secteur minier et des nécessaires changements à apporter aux mesures paternalistes qui jusque-là leur avaient assuré la paix sociale, elles étaient conscientes qu'un affrontement sérieux se préparait. Si les compagnies le savaient, les travailleurs s'en doutaient également. Dans ce contexte, un bon nombre de Canadiens français ont dès lors quitté la région afin d'éviter cet affrontement qui changerait la dynamique sociale de la région.

Les Canadiens français ont donc commencé à quitter la région bien avant la grève. Certains sont retournés au pays où la situation économique s'était passablement améliorée depuis le début du siècle. D'autres ont pris la direction de l'Ouest pour se rendre vers la ville minière de Butte dans le Montana, où existait déjà une communauté canadienne-française, où les salaires étaient bons et où les activités étaient encore au premier stade, nécessitant des travailleurs miniers et forestiers en grand nombre.

La compagnie C&H a poursuivi ses activités minières dans la région jusque dans les années 1960. Le maintien des activités du principal employeur de la région a eu pour effet de garder vivantes les communautés canadiennes-françaises qui en dépendaient. Il reste que, dès les années 1920, la diminution graduelle de la migration canadienne-française vers la péninsule a affaibli progressivement les communautés, au point de diluer leurs caractéristiques et de les fondre à la réalité anglo-américaine.

Les débuts du développement minier dans la péninsule au cours des années 1840 ont attiré des Canadiens français qui habitaient différentes régions sur le continent. Si la majorité de ceux-ci étaient nés au Canada, plusieurs étaient originaires de la grande région des Grands Lacs, principalement des anciens postes de traite, comme ceux de Mackinac et de Sault-Sainte-Marie, situés à l'extrémité est de la péninsule, ou de postes en déclin situés au Wisconsin. Ces premiers Canadiens français ont peu participé à l'activité principale de la région. Ils ont plutôt cherché à mieux assurer leur survie et celle des membres de leur famille en recourant principalement au métier de pêcheur qu'ils exerçaient probablement avant pour le compte de l'American Fur Company.

En fait, les Canadiens français n'ont pas été attirés *a priori* par l'exploitation minière mais plutôt par les possibilités d'emplois qui augmentaient en périphérie et par le marché potentiel qui pouvait se créer autour du secteur. Certains d'entre eux se sont établis comme fermiers dans la région, traduisant la volonté de quelques-uns, arrivés avec un capital, de profiter des terres disponibles et du début des activités minières pour tirer parti d'un marché encore restreint mais en voie de prendre de l'expansion. De plus, le fait que l'industrie minière soit liée intimement à la coupe de bois a encouragé d'autres Canadiens français expérimentés dans ce domaine à se rendre dans la région. Une fois les premières communautés créées, le mouvement migratoire s'est accéléré. Mais, ce qui doit retenir l'attention, c'est déjà la grande diversité qui caractérise l'intégration économique des Canadiens français avant la guerre civile.

La fin de la guerre civile a amorcé une période salubre pour les Canadiens français, marquée par la création, le développement et la consolidation de leurs communautés. Elle fut caractérisée par une hausse rapide et significative de la population migrante, qui, entre 1870 et 1880, fut d'ailleurs plus importante que pour l'ensemble de la péninsule. Cette migration fut le résultat, d'une part, d'un développement plus harmonieux et stable que celui qui avait caractérisé la région avant la guerre civile. Mais elle fut également de plus en plus liée à la présence de communautés structurées autour d'institutions — paroisses, églises, écoles, journaux, sociétés nationales, élites économiques — qui ont encadré et rassuré les nouveaux arrivants. Des communautés, comme Lake Linden et Calumet, ont été créées par les Canadiens fran-

çais qui ont su s'imposer numériquement et politiquement et consolider des institutions afin de maintenir leurs particularités ethno-religieuses et d'exercer un certain contrôle sur leur destinée. Les Canadiens français ont donc réussi en peu de temps à recréer un environnement global auquel ils s'identifiaient, avec une élite cléricale et commerçante dynamique. Cette situation a fait en sorte de renforcer le modèle de migration directe, sans pour autant éliminer les itinéraires inusités, qui, en provenance de l'ouest ou de l'est, ont amené des Canadiens français à séjourner dans la péninsule.

Si les Canadiens français se sont exclus du secteur minier — et particulièrement du travail souterrain —, ils ont aussi cherché à s'éloigner des grands centres, tels Houghton et Hancock, pour vivre dans une zone « frontière », dans de petits hameaux isolés, créés de toutes pièces par les compagnies minières et où les chances d'établir une communauté indépendante étaient plus grandes. Ces communautés se sont donc développées en marge des réalités sociales et économiques centrales de la région, renforçant l'isolement socioéconomique des Canadiens français pour leur permettre de maintenir leurs caractéristiques propres.

L'industrie minière a influencé grandement la qualité de la participation des membres du ménage au revenu familial. Le secteur minier offrait de meilleures conditions salariales qu'à l'Est, surtout si on y ajoute les mesures paternalistes des compagnies. La pauvreté qui caractérisait si souvent les centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre n'avait rien de comparable avec les conditions socioéconomiques des travailleurs de la péninsule. Le salaire du mari, souvent conjugué à celui du jeune fils et au revenu d'appoint que procurait la prise de pensionnaires, était suffisant pour assurer au ménage un revenu satisfaisant.

Les modèles migratoires qui ont amené les Canadiens français vers la péninsule durant cette période furent aussi variés qu'inusités. Si la migration directe du Québec vers la péninsule s'est renforcée avec le temps, il reste que des trajets plus sinueux sont suivis par les migrants en route vers la péninsule. Certains États du nord-est des États-Unis — notamment l'État de New York — ont pendant la période de 1860 à 1900 constitué un lieu de transit important. Le Midwest aussi, notamment le Wisconsin, fut une étape dans le mouvement migratoire avant que les migrants n'aboutissent dans la péninsule. De plus, ces derniers

n'ont pas hésité pas à effectuer des retours temporaires au Canada s'ils le jugeaient à propos. Toutefois, il ne faut pas négliger les conséquences du déclin forestier dans la vallée de la Saginaw sur la venue de Canadiens français vers la péninsule. Il faut se rappeler que, dès les premiers signes d'épuisement des ressources, certains entrepreneurs de la vallée s'étaient portés acquéreurs de terres à bois dans le comté d'Ontonagon et y avaient transféré leurs activités de coupe, favorisant le transfert de main-d'œuvre forestière vers la péninsule⁹¹. Il ne faut pas non plus sous-estimer les effets du ralentissement des activités manufacturières en Nouvelle-Angleterre dans les années 1890 sur la venue de nouveaux migrants canadiens-français. Tous ces scénarios démontrent le haut degré de mobilité des Canadiens français sur le continent, illustrent bien le niveau de leurs connaissances des divers marchés du travail continentaux et témoignent de l'aisance avec laquelle ils ont pu se déplacer sur le continent.

La péninsule a subi de profondes mutations au tournant du siècle. Une nouvelle conjoncture a obligé les compagnies à modifier leur approche dans les relations de travail et dans les relations sociales en général. Elle les a forcées à faire des gestes qui ont jeté une lumière plus crue sur leurs véritables objectifs, des gestes qui ont eu pour effet de détériorer rapidement les conditions générales de travail. Or, les Canadiens français semblent avoir pressenti cette dégradation. Si l'effectif avait augmenté plus rapidement en pourcentage que celui de la population en général dans les années 1870, c'est la situation contraire qui est survenue lors de la première décennie du xx^e siècle. Ils ont cessé de se rendre dans la péninsule et leur nombre a décru alors que la population totale a continué de croître. Les Canadiens français ont donc fait une lecture différente de la réalité. Cette baisse de la migration s'est conjuguée à des retours vers le Canada, dont l'économie prenait du mieux depuis le début du xx^e siècle, mais aussi à des départs vers l'Ouest où se situait la nouvelle « frontière » minière.

Mais ce désintéressement pour la région ne fut pas lié seulement à son instabilité socioéconomique. Certaines communautés canadiennes-françaises furent en proie à des tensions internes. Le sempiternel problème du rassemblement des organisations canadiennes-françaises au sein d'une seule et même fédération s'est posé de manière encore plus criante au milieu des années 1880, avec le résultat que ces sociétés en sont ressorties plus divisées qu'elles ne l'étaient

auparavant. Dans certaines paroisses, le consensus a été de plus en plus difficile à atteindre et à maintenir. Les paroissiens ont commencé à montrer certains signes d'irritation et d'insatisfaction à l'égard des décisions prises par leur leader religieux. Signe des temps, même le leadership religieux dans le « Petit Canada » de Lake Linden a été remis en question.

Ces éléments ont déstabilisé les communautés. Ils ne sont pas étrangers aux départs de certains et à la moins grande attraction qu'elles ont suscitée chez d'éventuelles recrues. Lorsque de vives tensions sociales ont émergé au début du xx^e siècle, et surtout lors de la grève de 1913-1914, les Canadiens français — principalement ceux qui n'avaient jamais eu l'intention ferme de s'établir et qui ne possédaient ni maison ni citoyenneté américaine — ont quitté la région.

Après la grève qui marqua la fin d'une ère dans le développement social de la région, les communautés canadiennes-françaises se sont maintenues encore quelque temps. Mais, sans l'apport de nouvelles recrues, les institutions ont décliné graduellement pour disparaître, laissant derrière elles des communautés qui évoquent encore aujourd'hui la présence passée des Canadiens français dans la région, mais qui ont perdu leur particularité.

Pour de nombreux Canadiens français, l'expérience dans le secteur minier de la péninsule de Keweenaw n'aura été qu'une des nombreuses étapes qui ont marqué leur mouvement migratoire continental, les amenant vers de nouvelles régions.

Conclusion

LES CANADIENS FRANÇAIS ont donc largement contribué au développement socioéconomique de la vallée de la Saginaw et de la péninsule de Keweenaw. Des débuts de la colonisation jusqu'à l'aube du *xx*^e siècle, ils ont été parmi ceux qui ont soutenu constamment ce développement, que ce soit comme pionniers, comme fermiers ou, plus tard, comme travailleurs forestiers et travailleurs miniers.

L'analyse du processus migratoire des Canadiens français a par ailleurs révélé l'existence d'une mobilité spatiale transcontinentale exceptionnelle qui vient dissiper « l'image d'une société statique qui a prévalu jusqu'à tout récemment dans une bonne part de l'historiographie nord-américaine traitant du Québec rural du *xix*^e siècle¹ ».

Si leur contribution au développement de ces deux régions est remarquable, la nature de leur participation aux divers marchés du travail présente cependant des différences qui méritent d'être relevées.

La présence canadienne-française dans la vallée de la Saginaw et la péninsule de Keweenaw est demeurée modeste avant la guerre civile. En 1860, la vallée comptait un peu plus de 400 Canadiens français alors qu'on en trouvait près de 700 dans la péninsule. Déjà présents dans la grande région des Grands Lacs, les premiers migrants canadiens-français avaient en grande partie travaillé jadis dans la traite des fourrures et furent libérés lors de son déclin dans les années 1830. Le nouveau développement qui s'amorce dans diverses régions de l'État à partir des années 1840 leur paraît donc des plus attrayants. Dans le cas de la vallée, l'accès facile à des terres fertiles et à prix abordable a principalement attiré les migrants avant la guerre civile alors que ce sont surtout les besoins en main-d'œuvre peu qualifiée pour soutenir

la mise en place des premières infrastructures de prospection minière qui ont amené les Canadiens français vers la péninsule.

Après la fin de la guerre civile, le contexte économique de chacune des régions s'est modifié, de même que leurs besoins respectifs en main-d'œuvre, amenant les Canadiens français à s'y rendre en plus grand nombre. En 1900, la région de la vallée comptait plus de 10 000 Canadiens français alors qu'on en dénombrait un peu moins de 9 000 dans la péninsule. Les secteurs forestier et minier sont devenus les principaux pôles d'attraction pour les migrants jusqu'à la fin de la période étudiée. Dans la vallée, le déclin de l'industrie forestière, qui s'est amorcé au cours des années 1880, conjugué à la grève de 1885, a entraîné un ralentissement notable de la migration. Les communautés franco-catholiques, privées de nouvelles recrues, ont périclité vers la fin du XIX^e siècle. Les communautés canadiennes-françaises se sont par contre maintenues plus longtemps dans la péninsule. Mais les mutations qui ont touché le secteur minier à partir de la fin du XIX^e siècle, conjuguées aux tensions sociales qui se sont manifestées dans les premières années du XX^e siècle — dont la grève de 1913-1914 —, ont eu raison des communautés qui, à leur tour, ont décliné. Malgré les similitudes dans le développement et les courants migratoires qui touchent les deux régions, cette étude a bien montré que les modèles migratoires se sont articulés de manière fort différente et que le comportement des migrants a lui aussi nettement varié en raison de la structure économique de chacune des régions et de la nature des marchés du travail.

Dans la vallée, les modèles migratoires ont pris différentes formes selon les périodes. Avant 1840, la présence canadienne-française semble surtout le résultat d'une migration en provenance du sud-est du Michigan. Après 1850 cependant, la migration provenant du Québec constitue le modèle prédominant. Toutefois, nous avons montré que d'autres modèles migratoires se sont développés en parallèle, ayant pour point de départ les centres semi-permanents de la Nouvelle-Angleterre où les Canadiens français, travailleurs forestiers et agricoles, furent libérés par la fin des activités de coupe et la mécanisation des moyens de production agricoles. Devant la nouvelle conjoncture, le Nord-Est, plusieurs ménages canadiens-français ont pris la décision de poursuivre leur migration en se déplaçant au rythme de la « frontière » forestière vers l'ouest. C'est ainsi qu'après avoir transité par le Maine,

puis par l'État de New York et par la Pennsylvanie, certains ont atteint, au cours des années 1850, la nouvelle « frontière » forestière qui se situait alors dans l'État du Michigan. Par ailleurs, d'autres Canadiens français, séjournant dans le Nord-Est, ont préféré maintenir leur lien avec l'agriculture et ont donc cherché à profiter de la présence de terres fertiles et accessibles plus à l'ouest pour s'y installer. Outre le modèle prédominant de migration, les Canadiens français ont ainsi eu recours à deux autres types de modèles migratoires. D'une part, à l'instar des Américains, ils ont participé à la « grande migration » est-ouest, à la recherche de terres de meilleure qualité. De l'autre, le déplacement continu de la « frontière » forestière a drainé une partie importante de la main-d'œuvre d'est en ouest, créant ainsi un marché migratoire de travail forestier — auquel les Canadiens français avaient toujours été étroitement associés — qui orienta leur migration vers le Michigan, principalement la vallée de la Saginaw. Et, lorsque l'épuisement des ressources s'est fait sentir à nouveau à partir des années 1880, la « frontière » forestière s'est encore déplacée plus à l'ouest, entraînant avec elle une partie des Canadiens français vers le Wisconsin et le Minnesota.

Dans le cas de la péninsule de Keweenaw, les modèles migratoires sont plus difficiles à préciser. Il est néanmoins possible d'affirmer qu'avant 1850 les Canadiens français présents dans cette région proviennent pour une large part des petites localités de la grande région des Grands Lacs, jadis associées à la traite des fourrures. Après 1850, grâce à l'ouverture du canal Sault-Sainte-Marie surtout, les Canadiens français pourront, comme bien d'autres migrants, atteindre plus facilement la péninsule de Keweenaw, bien qu'un détour par Detroit demeure toujours inévitable. Il n'est d'ailleurs pas exclu que des Canadiens français, à la recherche de terres ou d'un emploi dans le secteur forestier, aient appris, à Detroit, que des emplois étaient disponibles dans la haute péninsule et qu'ils aient alors décidé de s'y rendre. Toutefois, là encore, la constance du développement minier, moins perturbé par les crises économiques de la fin du XIX^e siècle que d'autres secteurs industriels, a pu faire en sorte qu'en marge du modèle liant le Québec à la péninsule, un autre, plus timide, se soit développé, regroupant des migrants en provenance de plusieurs régions de l'ouest du continent, dont l'Ontario, le Wisconsin, le Minnesota, l'Ohio et l'Illinois.

À partir des années 1870, des réseaux migratoires solides se sont créés tant dans la vallée que dans la péninsule. Malgré une conjoncture économique moins favorable durant cette décennie, la migration des Canadiens français vers ces deux régions s'est poursuivie activement, à un point tel que la population canadienne-française a augmenté beaucoup plus rapidement, en proportion, que celle de l'ensemble de la population².

En ce qui concerne la vallée de la Saginaw, notre étude a montré que la culture de mouvement des Canadiens français, de même que leur habitude du travail forestier, a eu pour effet de leur donner une assurance qui a influencé l'ensemble de leurs comportements socio-économiques et politiques. Une bonne connaissance du territoire, acquise dans la traite des fourrures, conjuguée à une longue expérience de travail dans le domaine forestier et à une participation constante au marché migratoire du travail forestier nord-américain, leur a permis d'afficher une certaine aisance et de s'intégrer plus aisément non seulement au marché du travail forestier mais aussi à son environnement sociopolitique particulier.

Cette attitude a influencé grandement la nature des relations qu'ils ont entretenues avec tous les membres de la communauté, de même que leur rôle dans cette société. D'une part, les paroissiens se mirent à critiquer ouvertement le manque de direction de leurs élites religieuses, ce qui eut pour effet de renforcer chez eux un comportement plus autonome. L'exemple de la paroisse St. Joseph de Bay City est éclairant à cet égard. La plus importante paroisse nationale de la vallée connaissait des problèmes financiers récurrents, et l'insensibilité manifestée par certains curés face aux besoins particuliers des franco-catholiques a donné lieu, dans les années 1870 et 1880, à de vives réactions de la part des paroissiens. Les élites locales ont également posé certains gestes qui ont eu pour effet de démobiliser les Canadiens français dans leur lutte pour maintenir leurs caractéristiques particulières. C'est le cas du mouvement annexionniste qui, tout restreint dans le temps qu'il ait été, a interpellé toutes les organisations canadiennes-françaises de l'État et les a obligées à prendre position sur le leadership qu'elles devaient manifester. Ce questionnement a mené à une division profonde entre les sociétés nationales de Detroit et celles du Michigan, contribuant ainsi à miner la crédibilité de ces institutions.

Cette distance qui se crée, entre une élite hésitante et des paroissiens bien intégrés dans leur nouveau milieu de vie et confiants, n'est sûrement pas étrangère au fait que les paroissiens ont été moins réceptifs au message traditionnel de survivance que continuait de lancer leur élite, qui proposait de s'isoler de la société anglo-protestante comme seule garantie du maintien de leurs caractéristiques propres. Cette situation a eu pour effet d'atténuer la « conscience ethnique » des migrants et de contribuer à l'émergence d'une conscience plus vive de leurs intérêts premiers, soit l'amélioration de leurs conditions de vie.

C'est dans cette perspective que l'on doit aborder certains comportements particuliers des Canadiens français quelques années seulement après leur établissement dans la vallée. Leur participation aux conflits ouvriers de 1872 et de 1885 tranche nettement avec l'attitude de leurs prédécesseurs lors des grèves dans le secteur manufacturier de la Nouvelle-Angleterre au XIX^e siècle³. De même, leur forte propension à se faire naturaliser et à participer activement au processus politique, tant comme électeurs que comme candidats à des postes électifs, contraste quelque peu avec la tendance qui a toujours été observée chez leurs compatriotes du Nord-Est⁴. Ces comportements traduisent une prise de conscience plus précoce des Canadiens français de leurs intérêts et de ceux de leurs familles, prise de conscience qui passait par une réelle collaboration dans les différentes sphères de leur vie matérielle où une amélioration semblait possible.

Par contre, là où il y a uniformité dans les comportements, c'est dans le recours constant aux solidarités familiales pour composer avec la réalité changeante du marché du travail. La participation des fils âgés au revenu familial, la prise de pensionnaires et même le travail des filles âgées sont des stratégies adoptées par la famille pour répondre aux besoins familiaux et s'adapter et réagir aux changements⁵.

La culture de travail des Canadiens français s'est également manifestée lorsque le déclin des opérations forestières — prévisible pour ceux qui connaissaient bien le secteur — s'est concrétisé. Comptant sur leurs connaissances du milieu, ils ont élaboré de nouvelles stratégies. Si certains sont retournés au pays, d'autres se sont adaptés à la nouvelle réalité, en s'établissant sur une terre ou en s'intégrant au secteur manufacturier en développement alors que d'autres encore ont suivi l'industrie du bois dans sa progression vers la nouvelle « frontière », plus à l'ouest.

L'évolution du secteur minier a amené les Canadiens français de la péninsule de Keweenaw à réagir différemment de leurs compatriotes de la vallée. Même si l'extraction minière était l'activité principale de la région, les Canadiens français, peu expérimentés dans ce domaine, ont mis du temps à s'y intégrer, travaillant d'abord dans des secteurs en périphérie comme celui du bois et des services.

Les Canadiens français ont cherché très tôt à s'éloigner des grands centres urbains miniers comme Houghton et Hancock pour s'établir plutôt dans des petits villages isolés créés par les compagnies minières, là où les chances d'ériger une communauté autonome étaient meilleures. Cet isolement ne les a toutefois pas empêchés d'être actifs politiquement et socialement, notamment dans les villages de Lake Linden et de Calumet où certains furent candidats à des postes électifs.

Dans les années 1890, les Canadiens français ont semblé sensibles aux mutations économiques profondes qu'a subies la région puisque le flux migratoire a connu un ralentissement alors que la population de la région a continué de croître. Il faut également souligner les tensions qui se manifestent dans les années 1890 au sein de certaines communautés canadiennes-françaises, particulièrement dans la très stable communauté de Lake Linden. Ces changements, combinés aux tensions sociales qui en résultent, vont faire fuir bon nombre de Canadiens français. Certains reviendront au pays à la faveur d'une meilleure conjoncture au début du xx^e siècle, alors que d'autres partiront plus vers l'ouest ou iront s'établir à Detroit.

En analysant les caractéristiques de la migration vers le Michigan, il est difficile de ne pas comparer cette réalité avec celle de la Nouvelle-Angleterre et de constater des différences importantes. D'une part, la structure économique distincte qui prévaut dans les deux régions au xix^e siècle pose des défis différents aux migrants. En Nouvelle-Angleterre, les Canadiens français vont surtout s'intégrer au marché du travail manufacturier, pour lequel ils n'avaient pas d'expérience et avec lequel ils ont eu à se familiariser rapidement⁶. De plus, les besoins en main-d'œuvre de l'industrie manufacturière n'ont pas toujours coïncidé avec les exigences familiales en faisant appel surtout à une main-d'œuvre féminine et juvénile bon marché, alors que la main-d'œuvre masculine, plus exigeante au niveau de la rémunération, était souvent reléguée à des secteurs marginaux⁷. Au Michigan, les Canadiens français sont au contraire très familiers avec le marché du travail

forestier et, bien qu'ils n'aient pas d'expérience dans le secteur minier, ce dernier, tout comme le secteur forestier, requiert une main-d'œuvre adulte essentiellement masculine et, dans une plus faible proportion, l'embauche de garçons de 15 ans et plus. Peu de femmes, et encore moins d'épouses, y sont requises.

Dans cette perspective, les besoins en main-d'œuvre au Michigan s'inscrivent davantage en continuité avec les responsabilités des différents membres de la famille canadienne-française. En Nouvelle-Angleterre, le marché du travail a certes pu dérouter au départ les ménages canadiens-français⁸. Il a surtout remis en question les responsabilités traditionnellement attribuées à chacun de leurs membres et la hiérarchie du pouvoir familial. Cet élément constitue à nos yeux un aspect perturbateur de la réalité sociale, bien que la famille puisse néanmoins composer avec cette réalité. Il demeure toutefois que les besoins du marché du travail forestier et minier s'articulent mieux en fonction de la structure même du ménage et des rôles qui sont traditionnellement dévolus à chacun de ses membres.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que les premiers Canadiens français qui se rendent dans la vallée de la Saginaw et dans la péninsule de Keweenaw se dirigent vers une zone « frontière », où le caractère socioculturel n'est pas encore complètement établi, où le modèle social est encore en voie de se définir et où les migrants ont davantage de latitude pour afficher, maintenir, voire affirmer leurs particularités culturelles. Alors qu'en Nouvelle-Angleterre les Canadiens français se retrouvent dans des centres urbains où la réalité sociale est bien établie, où il n'y a que peu de marge de manœuvre pour afficher et maintenir sa différence, où les pressions pour l'intégration se font vives et où il est essentiel de s'en remettre aux élites religieuses et aux institutions sociales primaires pour s'isoler et maintenir ses caractéristiques propres.

Dans ce contexte, on comprend mieux les différences entre le comportement des migrants de la vallée de la Saginaw et celui des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre. L'assurance démontrée par les migrants dans la vallée leur permet de prendre plus rapidement leurs distances face aux prescriptions de l'élite religieuse dont l'encadrement paraît moins vital. Cette situation permet, en fait, aux Canadiens français de mieux s'intégrer socialement, politiquement et économiquement à leur nouvel environnement.

Cette réalité socio-économique pourrait expliquer pourquoi les Canadiens français, malgré certaines tensions avec l'élite religieuse, accepteront plus facilement son message de la survivance⁹. Ils lui seront ainsi plus intimement liés, la considérant comme essentielle à leur survie comme franco-catholiques. Elle pourrait également permettre de mieux comprendre pourquoi les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre ont tardé, comme le proposaient les élites religieuses, à s'engager dans des conflits ouvriers, sinon à titre de briseurs de grèves. En fait, hormis quelques exceptions, les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre ne remettent en question ouvertement le leadership clérical qu'au début du xx^e siècle, le point culminant étant la crise sentinelliste au cours des années 1920¹⁰. De plus, leur engagement dans les conflits de travail ne se manifesterait véritablement que dans les années 1920¹¹.

Cette étude a mis en lumière certains éléments concernant le possible triangle migratoire reliant le Québec, la Nouvelle-Angleterre et le Michigan. Si, comme nous l'avons souligné plus tôt, le refoulement constant de la « frontière » forestière a lié les trois régions, la crise que traverse l'industrie manufacturière du Nord-Est dans les années 1890 aurait également, dans une moindre mesure, favorisé le départ de certains Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre vers le Michigan. Compte tenu des différences dans les structures économiques et des répercussions des crises sur ces structures, il est fort probable qu'une période d'instabilité économique n'ait pas le même effet partout. Cette différence pourrait expliquer le déplacement d'une partie de la force de travail d'un secteur fort touché par la crise vers un autre, moins affecté, ou jouissant d'un marché du travail plus compatible avec la structure familiale. La présence de ce triangle migratoire demeure toutefois une hypothèse, une piste, que des recherches ultérieures, s'appuyant sur des sources plus précises et sur une méthodologie appropriée, pourraient mieux définir afin de rendre toute la dimension continentale du phénomène.

Enfin, cette étude a surtout permis de mieux cerner les difficultés auxquelles durent faire face les Canadiens français et de montrer qu'ils furent rarement les victimes impuissantes d'un contexte économique en mutation mais qu'ils ont toujours, bien qu'avec un inégal succès, cherché s'adapter en utilisant à bon escient leur expérience de vie et de travail et les solidarités familiales.

Notes

Présentation

1. Selon le recensement fédéral américain, la réalité géographique du Nord-Est est désignée sous le nom de «North Atlantic States» et regroupe les États de la Nouvelle-Angleterre ainsi que l'État de New York et celui de la Pennsylvanie.
2. Selon le recensement fédéral américain, la réalité géographique du Midwest est désignée sous le nom de «North Central States», un territoire qui regroupe les États de l'Illinois, de Indiana, du Michigan, du Minnesota, de l'Ohio et du Wisconsin.
3. United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890, Population*, vol. 1, p. clxxx.

Chapitre 1

Le Québec au XIX^e siècle

1. *Rapport du Comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans du Bas-Canada vers les États-Unis*, Montréal, Louis Perrault, 1849, p. 51.
2. Robert ARMSTRONG, *Structure and Change. An Economic History of Québec*, Toronto, Gage Publishing Co., 1984, p. 52.
3. *Ibid.*, p. 57.
4. Marcel TRUDEL, *Initiation à la Nouvelle-France*, Montréal, HRW, 1971, p. 15.
5. Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, tome 1, Montréal, 1971, p. 273. Ci-après Ouellet, tome 1.
6. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 60.
7. Ralph D. VICERO, *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis*, Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Wisconsin, 1968, p. 47.
8. Voir l'étude de J. I. LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St Francis District*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1989, 306 pages, particulièrement les chapitres 1 et 2.
9. ROBY, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre*, Septentrion, 1990.

10. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 62-63.
11. VICERO, *op. cit.*, p. 50.
12. *Ibid.*, p. 59.
13. *Ibid.*, p. 61.
14. *Ibid.*, p. 62 et 66. Les problèmes engendrés par la subdivision semblent particulièrement criants dans la grande région de Montréal, en amont et en aval sur le fleuve ainsi que dans la vallée du Richelieu.
15. ROBY, *op. cit.*, p. 15.
16. John McCALLUM, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Québec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, p. 43.
17. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 22.
18. *Ibid.*, p. 80.
19. VICERO, *op. cit.*, p. 39.
20. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 79.
21. ROBY, *op. cit.*, p. 17.
22. McCALLUM, *op. cit.*, p. 44.
23. VICERO, *op. cit.*, p. 44.
24. Notons que la mobilité des Canadiens français en Nouvelle-France a retenu l'attention de plusieurs chercheurs, dont celle de Jacques Mathieu et son équipe. Dans le contexte socioéconomique et démographique de la Nouvelle-France, la nécessité de partir précédait la décision de quitter. La mobilité paraît être davantage le fruit de la sédentarité que du nomadisme. Voir l'article de Jacques MATHIEU et al., « Mobilité et sédentarité : Stratégies familiales en Nouvelle-France ».
25. Christian MORISSONNEAU, *La terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, HMH, 1978, p. 47, ci-après Morissonneau (1978).
26. Christian MORISSONNEAU, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 30, ci-après Morissonneau (1979). Consulter aussi Sophie-Laurence Lamontagne, *L'Hiver dans la culture québécoise*, Québec, IQRC, 1983, p. 159.
27. Depuis 1612, l'exportation de fourrures a été successivement sous la coupe de monopoles qui géraient l'ensemble de la colonie jusqu'en 1717 alors que la traite devient libre à l'intérieur de la colonie.
28. Allan GREER, *Peasants, Lord and Merchants. Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p. 179.
29. Harold A. INNIS, *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*, New Haven, Ct., Yale University Press, 1930, p. 57.
30. BROUILLETTE cité dans LANCTOT (1941), *op. cit.*, p. 146; Innis, *op. cit.*, p. 111.
31. BROUILLETTE, Benoît, *La présentation du continent américain par les Canadiens français [...]*, 1939, p. 37, 47.
32. BROUILLETTE (1939), *op. cit.*, p. 79.
33. GREER, *op. cit.*, p. 183.
34. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 154.
35. MORISSONNEAU (1978), *op. cit.*, p. 56.
36. DUNBAR, Willis Frederick, *Michigan. A History of the Wolverine State*, 1980, p. 172.
37. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 162-163.
38. BROUILLETTE (1941), *op. cit.*, p. 163.

39. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 116.
40. Pierre AUGER, « La grande mouvance et la route du bois », Marcel BELLAVANCE, dir., *La grande mouvance*, Sillery, 1990, p. 47.
41. LOWER, A.R.M., *The North American Assault on the Canadian Forest* [...], 1938, p. 36.
42. *Ibid.*, p. 189.
43. Pierre-Louis LAPOINTE, « L'Outaouais : une culture en mutation », *Les régions culturelles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 80.
44. La Vallée produisit tout au long du XIX^e siècle toujours plus de 50 % du bois coupé en valeur de production. Voir Normand SÉGUIN et René HARDY, *Forêt et société en Mauricie, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 7.
45. L'imposition du blocus naval par la France à l'endroit de l'Angleterre en 1806-1807, qui ferma à toutes fins utiles les ports de la Baltique aux navires anglais, s'est avérée le catalyseur dans le processus d'exploitation forestière canadienne. Cette situation incita même des entrepreneurs américains à venir s'y établir pour profiter de la situation.
46. OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec*, tome 1, p. 242.
47. Gérard TULCHINSKY, *La rivière et la forêt. Le commerce du bois dans la vallée de l'Outaouais de 1800-1900*, Montréal, Musée McCord, University McGill, 1981, p. 4.
48. *Ibid.* L'étude de Séguin et de Hardy confirme qu'en général ce sont des hommes de 26 à 35 ans, soit des jeunes époux ou des hommes célibataires, qui s'engagent dans les chantiers.
49. Douglas McCALLA, « Forest Products and Upper Canada Canadians Development, 1815-1846 », *Canadian Historical Review*, vol. LXVIII, n° 2, 1987, p. 159-198, p. 184.
50. REID, Richard, *The Upper Ottawa Valley to 1855*, Toronto, 1990.
51. McCALLA, *loc. cit.*, p. 185.
52. L'amélioration des voies de communication au cours des années 1820 et 1830 entre le Canada et les États-Unis, grâce à la construction de nombreux canaux, a favorisé une meilleure pénétration des produits canadiens. Notons la construction du canal Champlain en 1822, du canal Lachine en 1825, du canal Rideau en 1832 et du canal Richelieu en 1835.
53. CROSS, *loc. cit.*, p. 216.
54. TULCHINSKY, *op. cit.*, p. 9; REID, *op. cit.*, p. lxx.
55. Rameau de SAINT-PÈRE, *La France aux colonies : Étude du développement de la race française hors d'Europe, Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859, 355 pages, p. 121-122.
56. LOWER, *op. cit.*, p. 88.
57. Elles passent de 375 millions de pieds mesure de planche en 1841 à 250 millions en 1842, atteignant ainsi le plus bas niveau depuis 1826. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 114, 121.
58. Les entrepreneurs ont réagi vigoureusement et ont fait savoir aux autorités britanniques que la protection tarifaire était essentielle à la survie des compagnies forestières canadiennes. REID, *op. cit.*, p. lix; Lower, *op. cit.*, p. 88.
59. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 114.
60. OUELLET, tome 2, *op. cit.*, p. 475.
61. LOWER, *op. cit.*, p. 92.

62. Des entrepreneurs comme Levi Young du Maine, O.H. Ingram, A.H. Baldwin, Harris, Bronson, Perley and Pattlee de New York et de E.B. Eddy CROSS, *loc. cit.*, p. 222.
63. *Rapport de 1849, op. cit.*, p. 84-85.
64. «Partir pour les "États" est un élément de stratégie de survie comme l'est celui de bûcher ou de draver dans les forêts du Québec». ROBY, *op. cit.*, p. 54.
65. La «Ruée vers l'or» en Californie vers la fin des années 1840 a attiré bon nombre de Canadiens français à la recherche d'aventure et de fortune. Voir, entre autres, le roman de Léo-Paul Desrosiers, *Nord-Sud*, Montréal, Fides, 1931, 199 pages, qui traite de cet attrait pour la Californie.
66. ROBY, *op. cit.*, p. 19.
67. Le Connecticut, le Massachusetts, le New Hampshire et le Rhode Island.
68. VICERO, *op. cit.*, p. 90-94. En 1831, la colonie canadienne-française de Waterville est évaluée à 150 personnes. Yves ROBY, *op. cit.*, p. 19. C'est à partir de ces colonies qu'émergeront un peu plus tard des communautés plus stables dont Saint-Joseph de Burlington en 1850.
69. Nous savons que des Canadiens français se sont aventurés en territoire américain dès la période révolutionnaire et que d'autres s'y sont réfugiés lors des troubles de 1837-1838. Cependant, les raisons qui motivaient alors ces départs étaient surtout d'ordre politique et peu liées à des considérations économiques.
70. Henry B. STEER, *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, U.S. Department of Agriculture, Misc. Publication n° 669, Washington, 1948, p. 11.
71. David C. SMITH, *A History of Lumbering in Maine, 1861-1960*, Orono, Me, 1972, p. 12.
72. Témoignage de John Heath, de L'Isle-Verte, recueilli par le comité de 1857 enquêtant sur l'émigration vers les États-Unis. Canada-Uni, *Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux États-Unis d'Amérique...*, 1857, p. 82.
73. ROBY, *op. cit.*, p. 14.
74. OUELLET, tome 1, *op. cit.*, p. 349.
75. Marcus Lee HANSEN et J. B. BREBNER, *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press, 1940, 274 pages, p. 135.
76. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 172.
77. FAUCHER (1964), *op. cit.*, p. 304; HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 105.
78. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 130.
79. ROBY, *op. cit.*, p. 19.
80. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 129; McQUILLAN, *op. cit.*, p. 101.
81. *Rapport de 1849, op. cit.* p. 37, 45.
82. *Rapport de 1857, op. cit.*, p. 5.
83. McQUILLAN, «French Canadians [...]», *Cahiers de géographie*, p. 102.
84. TRUDEL, *Chiniquy*, Trois-Rivières, 1955, p. 125.
85. VICERO, qui cite Rameau de Saint-Père (1859), *op. cit.*, p. 108-109.
86. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 173.
87. HANSEN et BREBNER, *op. cit.*, p. 132.
88. ROBY, *op. cit.*, p. 22.
89. McQUILLAN, *op. cit.*, p. 103.

90. ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 163-164.
91. Voir les articles de A.-N. LALONDE, « L'intelligentsia du Québec et la migration des Canadiens français vers l'Ouest canadien, 1870-1930 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2 (septembre 1979), p. 163-185 ; A. I. SILVER, « French Canada and the Prairie Frontier, 1870-1890 », *Canadian Historical Review*, vol. L, n° 1 (mars 1969), p. 11-36.
92. FAUCHER (1964), *loc. cit.*, p. 317.
93. MCQUILLAN, *loc. cit.*, p. 99.
94. Rameau de SAINT-PÈRE, *op. cit.*, p. 17 ; *Rapport de 1857*, *op. cit.*, p. 5.
95. MCQUILLAN, *loc. cit.*, p. 99. Certaines estimations comme celles de Rameau donnent pour 1851 une population canadienne-française au Michigan de 7 000 habitants. Rameau de Saint-Père, *op. cit.*, p. 173.

Chapitre 2

Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule du Keweenaw, 1840-1914

1. Cité dans Carl A. LEACH, « Paul Bunyan's Land and the First Sawmills of Michigan », *Michigan Historical Magazine*, vol. 20 (1936), p. 72.
2. La vallée comprend le comté de Saginaw, créé en 1822, et le comté de Bay, détaché du comté de Saginaw et créé en 1857.
3. Barbara E. BENSON, *Logs and Lumber: The Development of the Lumber Industry in Michigan's Lower Peninsula, 1837-1870*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Indiana University, 1976, p. 97.
4. BENSON, *op. cit.*, p. 7.
5. *Ibid.*, p. 10.
6. BENSON, *op. cit.*, p. 97 ; KILAR, *The Lumbertown [...]*, 1987, p. 20.
7. KILAR, *op. cit.*, p. 17.
8. United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890*, Compendium on Population, Washington, D.C., Government Printing Office, vol. 1, Part 1, 1895, Table 4, p. 26.
9. Harold M. FOEHL et Irene M. HARGREAVES, *The Story of Logging the White Pine in the Saginaw Valley*, Bay City, Michigan, 1964, p. 3 ; Maurice E. MCGAUGH, *The Settlement of Saginaw Basin*, Thèse de Ph.D., 1950, p. 39-40.
10. William H. SWEET, « Brief History of Saginaw County », *Michigan Pioneer and Historical Society Collections*, 28 (1900), p. 486.
11. SWEET, *loc. cit.*, p. 486 ; KILAR, *op. cit.*, p. 35. Ce lieu fut d'abord nommé Saganaw en 1822, puis Saganaw, pour ensuite prendre l'appellation de Saginaw, qui signifie en langue amérindienne « lieu de rencontre » ou en anglais « gathering place ». Voir MCGAUGH, *op. cit.*, p. 1.
12. Albert MILLER, « The Saginaw Valley », *Pioneer Collections. Report of the Pioneer Society of Michigan*, vol. 7, (1884) p. 268. Comme nous l'avons suggéré, de nombreux Canadiens français sout à l'emploi de l'American Fur Company d'Astor qui recherchait des travailleurs expérimentés pour ouvrir de nouveaux marchés. Selon Albert Miller, ce Louis Campau a quitté Saginaw City en 1826 et c'est son

- frère Antoine Campau qui lui a succédé comme responsable du poste de traite.
13. MCGAUGH, *op. cit.*, p. 40-41; KILAR, *op. cit.*, p. 39.
 14. B. F. PARTRIDGE, « Bay County », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 3 (1881), p. 316-338, p. 317.
 15. Deux ans plus tôt, le comté du même nom avait été créé.
 16. *Ibid.*, p. 318; KILAR, *op. cit.*, p. 50.
 17. KILAR, *op. cit.*, p. 50; *History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan Diamond Jubilee, 75th Anniversary 1850-1925*, Bay City, Michigan, 1925, p. 11.
 18. PARTRIDGE, *loc. cit.*, p. 317-318 et p. 330-332; KILAR, *op. cit.*, p. 49-50.
 19. KILAR, *op. cit.*, p. 41.
 20. MILLER, *loc. cit.*, p. 240. Millington les avait lui-même acquis de Samuel W. Dexter en 1835 pour la somme de 11 000 \$.
 21. Cet hôtel était en mesure de répondre aux besoins d'une ville de 10 000 habitants. KILAR, *op. cit.*, p. 44.
 22. *Ibid.*, p. 55.
 23. *Ibid.*, p. 18.
 24. James C. MILLS, *History of Saginaw County*, vol. 1, Saginaw, Mi., 1918, p. 395.
 25. Leslie ARNDT, *The Bay County Story*, Detroit, 1982, p. 105. Pour les soutenir dans cette entreprise, les frères Williams firent appel à leur oncle mécanicien de Detroit, Harvey Williams, qui possédait le savoir-faire nécessaire pour construire une scierie rudimentaire et qui utilisa le moteur du premier vapeur à avoir navigué sur les Grands Lacs, le *Walk on the Water*, immobilisé depuis plusieurs années, pour l'activer.
 26. *The Industries of the Saginaws*, East Saginaw, Michigan, 1887, p. 12; Benson, *op. cit.*, p. 98.
 27. LEACH, *loc. cit.*, p. 78; Partridge, *loc. cit.*, p. 320. Aussi financé par MM. Cromwell et B.K. Hall.
 28. MILLS, *op. cit.*, p. 394. En 1833, dans le comté de St. Clair, Francis P. Browning était le propriétaire d'une scierie nouvellement construite et bien outillée qui avait une capacité de production de 10 000 pieds mesure de planche par 12 heures de fonctionnement Benson, *op. cit.*, p. 62.
 29. BENSON, *op. cit.* p. 140. Miller vendra sa scierie à James McCormick et à son fils James J. en 1841. Leslie ARNDT, *op. cit.*, p. 107.
 30. Ainsi, à quelques milles au sud d'East Saginaw, William Gallagher et son frère, deux spéculateurs, se sont portés acquéreurs en 1853 d'un territoire isolé qu'ils ont baptisé Salina. Trois ans plus tard, le village de Florence était créé en 1856 constitué en fait de deux rues parallèles à la rivière sur lesquelles avaient été construits une scierie, des usines de sel, un chantier naval et des « saloons » KILAR, *op. cit.*, p. 47-48. Ce village sera inclus dans Carrolton à partir de 1866.
 31. *Ibid.*, p. 57-59.
 32. *Ibid.*, p. 57.
 33. BENSON, *op. cit.*, p. 88.
 34. *Ibid.*, p. 100.
 35. Rolland H. MAYBEE, *Michigan's White Pine Era, 1840-1900*, LANSING, 1988, p. 12.; Vernon JENSEN, *Lumber and Labor*, New York, 1945, p. 8.
 36. ENGBERG (1949), *Labor in the Lake States Lumber Industry*, Thèse de Ph.D., p. 11.

37. Selon les statistiques de Steer, la valeur de production forestière de l'État de New York, par exemple, baisse légèrement entre 1850 et 1860, passant de 13 millions \$ à 9,7 millions de dollars, démontrant ainsi que les activités se poursuivent même si elles accusent une certaine baisse de sa production.
38. KILAR, *op. cit.*, p. 56.
39. BENSON, *op. cit.*, p. 99; MILLS, *op. cit.*, p. 396.
40. KILAR, *op. cit.*, p. 19.
41. DUNBAR, *op. cit.*, p. 296.
42. BENSON, *op. cit.*, p. 98.
43. Richard G. WOOD, *A History of Lumbering in Maine, 1820-1861*, Orono, Maine, 1961, p. 226. La date précise de parution de l'annonce est le 10 janvier 1854.
44. DUNBAR, *op. cit.*, p. 404-405.
45. WOOD, *op. cit.*, p. 227. Voir spécialement le chapitre XII de son livre sur la migration des entrepreneurs de bois du Maine vers l'Ouest et vers la vallée de la Saginaw; MILLS, *op. cit.*, vol 2, p. 72 et p. 415.
46. MILLS, *op. cit.*, vol. 2, p. 1 et p. 25; Sweet, *loc. cit.*, p. 498.
47. HOTCHKISS, George W., *History of the Lumber and Forest Industry of the Northwest*, 1898. Voir les notes biographiques aux pages 103 à 150.
48. KILAR, *op. cit.*, p. 55; Arndt, *op. cit.*, p. 116.
49. HOTCHKISS, *op. cit.*, p. 139.
50. *Ibid.*, p. 100. Il est à noter que ces chiffres ne comprennent pas les travailleurs qui sont associés à la coupe, et qui sont les plus susceptibles de migrer selon les besoins régionaux de main-d'œuvre.
51. *Ibid.*, p. 230.
52. MILLS, *op. cit.*, vol. 1, p. 397.
53. *Ibid.*, p. 259.
54. La population par canton était la suivante en 1850: Saginaw City: 917 habitants, le canton de North Hampton: 122 habitants, le canton de Hampton: 546 habitants, le canton de Bridgeport: 374 habitants, le canton de Buena Vista: 251 habitants, le canton de Taymouth: 58 habitants et le canton de Tittabawassee: 341 habitants; BENSON, *op. cit.*, p. 260.
55. *Ibid.*
56. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 42. La migration des travailleurs du bois des États de l'Est vers les États de l'Ouest était encouragée par tous les employeurs qui préféraient avoir au sein de leur force de travail des hommes expérimentés et compétents.
57. WOOD, *op. cit.*, p. 234.
58. Osmond S. DANFORD, «The Social and Economic Effects of Lumbering on Michigan, 1835-1890», *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 348.
59. JENSEN, *op. cit.*, p. 33; DUNBAR, *op. cit.*, p. 397.
60. JENSEN, *op. cit.*, p. 21; BENSON, *op. cit.*, p. 260.
61. BENSON, *op. cit.*, p. 260.
62. JENSEN, *op. cit.*, p. 21.
63. George B. ENGBERG, «Who were the Lumberjacks», *Michigan History Magazine*, vol. 32 (1948), p. 238-246, p. 239. Ci-après ENGBERG (1948); Maria QUINLAN, «Lumbering in Michigan» *Michigan History Magazine*, vol. 62, n° 4 (1978), p. 37-41, p. 40.

64. George B. ENGBERG, « Lumber and Labor in Lake States », *Minnesota History*, vol. 36, n° 5 (mars 1959), p. 153. Ci-après Engberg (1959); BENSON, *op. cit.*, p. 261.
65. BENSON, *op. cit.*, p. 263.
66. BENSON, *op. cit.*, p. 119. C'est la réalité qui va se maintenir jusqu'en 1876 au Michigan alors qu'est introduit le chemin de fer étroit (*railroad logging*). Les billots ne seront plus acheminés vers la scierie uniquement par voie d'eau mais aussi par chemin de fer, ce qui aura pour effet d'allonger la saison de coupe au-delà de la saison hivernale.
67. *Ibid.*, p. 318.
68. *Ibid.*, p. 264.
69. KILAR, *op. cit.*, p. 26; MAYBEE, *op. cit.*, p. 34. Cette compagnie, la Tittabawassee Boom Co., a fonctionné jusqu'en 1864.
70. KILAR, *op. cit.*, p. 26.
71. *Ibid.*, p. 240.
72. MAYBEE, *op. cit.*, p. 21.
73. *Ibid.*, p. 19.
74. *Ibid.*, p. 29.
75. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 113.
76. *Ibid.*, p. 141. Souvent, les travailleurs s'enquéraient du nom du cuisinier du camp avant de s'y engager.
77. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 360.
78. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 40; MAYBEE, *op. cit.*, p. 19. Les salaires moyens versés en 1854-1855 étaient de 17 \$ par mois. Cité dans BENSON, *op. cit.*, p. 275, tiré du journal *Saginaw Enterprise* de cette année-là.
79. MAYBEE, *op. cit.*, p. 21.
80. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 359. C'est une pratique qui est disparue vers la fin du XIX^e siècle sous les pressions ouvrières.
81. C. Warren VANDER HILL et R. WARNER, éd., *A Michigan Reader*, 1974, p. 48.
82. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 40.
83. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 351.
84. *Ibid.*, p. 359-360.
85. Plusieurs compagnies forestières étaient liées financièrement à des banques du Nord dont le papier-monnaie était basé sur des obligations émises par les États du Sud. Avec la Sécession, les États du Sud décidèrent de ne pas rembourser la valeur des obligations, causant de graves difficultés financières aux banques et aux compagnies forestières. Herbert BRINKS, « The Effects of the Civil War in 1861 on Michigan Lumbering and Mining Industries », *Michigan History Magazine*, vol. 14, 1960, p. 101-107.
86. *Facts and Statistics on the Lumber Industry of the Saginaw Valley*, East Saginaw, 1870, p. 4. Dans ce document, il est indiqué que la saison de coupe de 1869 a donné du travail à 7685 travailleurs.
87. JENSEN, *op. cit.*, p. 57. Toutefois, les travailleurs, qui avaient un urgent besoin de liquidités ou qui devaient quitter rapidement la ville, pouvaient échanger leur chèque de salaire différé avant la date prévue chez certains marchands du village qui, en retour du service rendu, amputaient le montant de 10 % à 30 %. Mills, *op. cit.*, p. 407. À partir de 1880, l'émission de *time check* fut l'objet de critiques de la

part de travailleurs, et même de grèves, si bien que les entrepreneurs modifièrent le mode de paiement de leur personnel. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 313, 358.

88. MAYBEE, *op. cit.*, p. 18.
89. MAYBEE, *op. cit.*, p. 37.
90. Les entrepreneurs ont délaissé graduellement après la guerre civile la *whip saw*, soit la scie traditionnelle activée par deux hommes, pour adopter la *gang saw*, une scie à lames multiples plus efficaces. De plus, à partir des années 1880, les entrepreneurs ont posé sur les scies des lames plus minces, plus rapides et donc plus économiques. QUINLAN, *loc. cit.*, p. 39.
91. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 78.
92. VANDER HILL et WARNER, éd., *op. cit.*, 1974, p. 48. En 1860, le salaire moyen s'élevait à 1,12 1/2 \$ et, en 1870, il était à 1,52 \$.
93. *Ibid.*, p. 254.
94. *Ibid.*, p. 257-258.
95. Les manufactures de sel ont démarré dans la vallée de la Saginaw vers 1859-1860. Elles sont devenues rapidement complémentaires à la scierie. Car le bois de mauvaise qualité rejeté par la scierie servait à chauffer les immenses cuves dans lesquelles bouillait l'eau et d'où on retirait le sel.
96. *Lumberman's Gazette*, septembre 1873, p. 69; *Lumberman's Gazette*, novembre 1873, p. 139; ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 255. La compagnie de Mr. Tiff Jerome, de Saginaw City, par exemple, a tout de même envoyé deux équipes en forêt cet automne-là, bien que ce soit quatre fois moins que la saison précédente, alors que la compagnie Barnard and Blinder, de Saginaw City, n'a rien modifié à ses activités habituelles et a géré ses camps de la même façon que les années précédentes. *Lumberman's Gazette*, octobre, 1873, p. 121.
97. Plusieurs compagnies dont Chapin and Barber, Pitts and Carnage de Bay City, A. Stevens and Company, de même que celle de Henry W. Sage de West Bay City et la Tittabawassee Boom Company ont toutes, dès septembre, avisé leurs travailleurs de leur décision. Malgré cela, les entrepreneurs ne croyaient pas éprouver de difficultés particulières à recruter la main-d'œuvre nécessaire. Pour sa part, le quotidien *Bay City Tribune*, dans un de ses éditoriaux, conseillait aux travailleurs de la région d'accepter sans regimber les nouveaux salaires puisqu'ils ne trouveraient pas mieux ailleurs. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 48; *Lumberman's Gazette*, septembre 1873, p. 69.
98. *Lumberman's Gazette*, mars 1874, p. 1.
99. *Lumberman's Gazette*, 10 mai 1877, p. 325.
100. *Lumberman's Gazette*, éditorial du 4 octobre 1877, p. 212.
101. *Lumberman's Gazette*, 27 octobre 1877, p. 260.
102. La crise a fait disparaître les compagnies les plus faibles financièrement. En 1878, par exemple, les compagnies de Rory McDonald et de Samuel H. Webster, toutes deux situées à Bay City, de même que celle de Henry Gamble et de Tolfree E. Simpson, d'East Saginaw, ont déclaré faillite. D'autres propriétaires ont dû se résoudre à vendre leurs compagnies. Ce fut le cas, par exemple, des dirigeants de la compagnie Stevens and Co., de Bay City, de même que pour la compagnie Johnson and McKay, également de Bay City.

103. *Lumberman's Gazette*, 2 avril 1879, p. 6.
104. Saginaw Board of Trade, *Twelfth Annual Review of the Commerce, Manufactures and Resources of Saginaw for 1892*, Saginaw, Michigan, 1892, p. 12.
105. *Lumberman's Gazette*, 2 novembre 1881, p. 3.
106. Les terres à bois, situées au Canada près de la frontière, ont également été très convoitées au début des années 1880. Dès 1881, Maire Hill, C.W. Wells, et A. T. et L. W. Bliss, tous des propriétaires de scieries de Saginaw City, achetèrent près de 90 milles carrés de terres de pin dans la baie Géorgienne, en Ontario, pour alimenter leur scierie. *Lumberman's Gazette*, 28 décembre 1881, p. 1; *Lumberman's Gazette*, 21 juin 1882, p. 5.
107. *Lumberman's Gazette*, 11 avril 1883, p. 1.
108. Henry W. Sage ne trouvera toute fois pas preneur pour sa scierie qu'il conservera jusqu'en 1892. W. R. Burt, de Bay City, imitait Sage et, au mois de juin suivant, Thomas H. McGraw, celui-là même avec qui l'aventure forestière de Sage avait débuté dans la vallée, et dont il s'était dissocié en 1873 pour ériger sa propre scierie, la vendait à Benjamin Birdsall et C.C. Barker pour la somme de 350 000\$. *Lumberman's Gazette*, 16 février 1882, p. 2; 22 février 1882, p. 5; 14 juin 1882, p. 2-3; mai 1873, p. 143.
109. En mai, les prix variaient entre 8 \$-9,50 \$, 16 \$-18,50 \$ et 37 \$-39 \$. À la fin de 1884, ils se situaient respectivement à 6,50 \$-7 \$, 13 \$-17 \$ et 35 \$-37 \$. Saginaw Board of Trade, *4th Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, manufactures and Material Resources of the Saginaw Valley*, 1884, p. 11.
110. *Lumberman's Gazette*, 17 décembre 1884, p. 3.
111. *Lumberman's Gazette*, 15 octobre 1884, p. 2.
112. JENSEN, *op. cit.*, p. 59.
113. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 49.
114. BENSON, *op. cit.*, p. 272; VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, p. 49.
115. ENGBERG (1950), *loc. cit.*, p. 207.
116. KILAR, *op. cit.*, p. 314.
117. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 277.
118. L'interprétation traditionnelle est soutenue par Engberg (1949), Goodstein, Jensen, Vander Hill, et par le State of Michigan, *Bureau of Labor and Industrial Statistics for the year 1885*.
119. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1885*, p. 24.
120. Jeremy W. KILAR, « Community and Authority Response to the Saginaw Valley Lumber Strike of 1885 », *Forest History*, n° 20 (1976), p. 67-79. Ci-après KILAR (1976).
121. KILAR, *op. cit.*, p. 315. Si c'était le résultat d'un malentendu, pourquoi les travailleurs auraient-ils attendu le 6 juillet pour amorcer la grève plutôt que le 1^{er} juillet, date où, selon la rumeur, la loi devait être appliquée?
122. JENSEN, *op. cit.*, p. 50.
123. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1885*, p. 25.
124. KILAR, *op. cit.*, p. 317-318.
125. *Ibid.*
126. *Bay City Tribune*, 13 août 1885, p. 5; *Bay City Tribune*, 18 août 1885, p. 1.

127. Ils furent libérés, moyennant une caution de 1000 \$ chacun jusqu'à leur citation à paraître à leur procès. *Bay City Tribune*, 14 août 1885, p. 1. Nous avons tenté de suivre, à travers le *Bay City Tribune*, les procès qui ont été intentés contre les émeutiers. Toutefois, ils furent constamment remis, si bien qu'en mai 1886, soit près de 9 mois après la fin de la grève, les procès n'étaient toujours pas terminés. Le *Bay City Tribune* cessa par la suite de rapporter systématiquement les jugements des procès dans ses pages.
128. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 278.
129. VANDER HILL et WARNER, *op. cit.*, 1974, p. 53. Sage fut le premier à souligner publiquement que, pour le bien de l'industrie, il faudrait que les scieries soient fermées pour 60 jours.
130. ENGBERG (1949), *op. cit.*, p. 394.
131. KILAR, *op. cit.*, p. 329.
132. ENGBERG (1950), *loc. cit.*, p. 207.
133. KILAR, *op. cit.*, p. 330. Soulignons que des listes noires de travailleurs revendeurs ou ayant participé activement à des grèves ou à des arrêts de travail circulaient dans l'industrie forestière de la vallée.
134. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1886*, p. 5. À partir de 1885 et jusqu'en 1892, des scieries vont être régulièrement la proie des flammes dont l'origine est souvent mystérieuse. Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1886*, p. 10; Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1890*, p. 11.
135. KILAR, *op. cit.*, p. 376; Saginaw Board of Trade, *Annual Review for 1891*, p. 9. Les lots sont vendus 150 \$. Seulement 10 \$ est requis à l'achat mais chaque nouveau propriétaire doit payer 10 \$ par mois pour les 14 mois suivants.
136. KILAR, *op. cit.*, p. 379.
137. Horace GREELY, *Recollections of a Busy Life*, New York, 1868, cité dans Mentor L. WILLIAMS, « Horace Greely and Michigan Copper », *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 131.
138. Virginia JONAS DERSCH, « Copper Mining in Northern Michigan. A Social History », *Michigan History Magazine*, vol. 61, n° 4 (1977), p. 300.
139. DERSCH, *loc. cit.*, p. 290.
140. Robert James HYBELS, « The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847 », *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 97-119, 102.
141. LANKTON et HYDE, *Old Reliable*, 1982, p. 2. Pour des détails sur les négociations, voir Robert James HYBELS, *loc. cit.*, p. 102.
142. HYBELS, *loc. cit.*, p. 107.
143. Charles K. HYDE, « From Subterranean Lotteries to Orderly Investment: Michigan Copper and Eastern Dollars, 1841-1865 », *Mid-America*, vol. 66, n° 1 (janv. 1984), p. 6.
144. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 2-4.
145. DUNBAR, *op. cit.*, p. 297.
146. DUNBAR, *op. cit.*, p. 299. Cette « fièvre du cuivre » fut si forte que 700 permis avaient été émis en 1845.
147. HYDE, *loc. cit.*, p. 7.
148. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 4. La Quincy Mine Company est créée à la suite de la fusion de la Portage Mining Co. et de la Northeastern Mining Co.

149. *Ibid.*, p. 3.
150. Dunbar et Jamieson, notamment, comparent la fièvre du cuivre au Michigan à celle de l'or en Californie qui a attiré l'attention du monde entier mais qui a été moins profitable pour le développement de la nation. Voir DUNBAR, *op. cit.*, p. 298; James K. JAMIESON, « The Copper Rush of the 50s », *Michigan Historical Magazine*, vol. 19 (1935), p. 371-290.
151. *History of the Upper Peninsula of Michigan*, Chicago, The Western Historical Society Co., 1883, p. 250.
152. HYDE, *loc. cit.*, p. 10.
153. DUNBAR, *op. cit.*, p. 300. Aussi, Ransom Sheldon, dont la contribution fut centrale dans le développement de la Quincy Mine Company, ouvrit un petit magasin sur la rive sud du lac Portage en 1852, autour duquel s'établira le village de Houghton. Enfin, sur la rive nord du lac Portage, Christopher C. Douglass mettait sur pied un magasin général en 1858. Il fit par la suite arpenter les lots adjacents qui deviendront le village de Hancock.
154. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 11.
155. HYDE, *loc. cit.*, p. 5.
156. DERSCH, *loc. cit.*, p. 300. Les compagnies minières Minesota et Quincy pourraient être du nombre.
157. Lee A. CHASE, « Michigan Upper Peninsula », *Michigan Historical Magazine*, vol. 20 (1930), p. 313-350, 327; FORSTER, *op. cit.*, p. 178.
158. Par exemple, en 1859, la Quincy Mine Co. possédait 27 maisons en rondins, 4 maisons de pension et 3 maisons de charpente pour abriter la grande majorité de ses 211 travailleurs.
159. DERSCH, *loc. cit.*, p. 299.
160. William B. GATES Jr., *Michigan Copper and Boston Dollars. An Economic History of the Michigan Copper Mining Industry*, New York, Russell and Russell, 1969, p. 98. Ce système salarial par contrat fut importé de Cornwall, en Angleterre, par ceux qui furent appelés Cornish et appliqué tel quel au Michigan.
161. GATES, *op. cit.*, p. 100.
162. C'est en 1850 que le premier recensement fédéral fut effectué dans cette région.
163. United States, Census Office, *Eight Census of the United States, 1860*, Population, Washington, Government Printing Office, 1865, table 3, p. 240-243.
164. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 11.
165. Le témoignage d'O.W. Robinson illustre bien l'itinéraire que devaient suivre les individus désireux se rendre dans la haute péninsule. O.W. Robinson, « From New England to Lake Superior (1854) », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 32 (1902), p. 387-391.
166. DERSCH, *loc. cit.*, p. 302.
167. GATES, *op. cit.*, p. 95.
168. *Ibid.*
169. Arthur W. THURNER, *Calumet Copper and People: A History of a Michigan Mining Community, 1864-1970*, Hancock MI., Privately published, 1974, p. 14. Cf. après Thurner (1974).
170. GATES, *op. cit.*, p. 95. Voir entre autres James E. JOPLING, « Cornish Miners of the Upper Peninsula », *Michigan History Magazine*, vol. 12 (1928), p. 554-567.

171. De tous les immigrants, on estime que seuls les Allemands n'avaient pas l'intention de retourner chez eux.
172. GATES, *op. cit.*, p. 95-96.
173. *Ibid.*
174. *Ibid.*
175. Le *Portage Lake Mining Gazette* indiquait que cette organisation a stimulé l'arrivée de nombreux migrants durant la guerre, dont des Britanniques. *PLMG*, 16 mai 1863 p. 3; *PLMG*, 23 mai 1863 p. 3; *PLMG*, 10 septembre 1864, p. 2. Toutefois, peu avaient les compétences pour le travail auquel ils étaient prédestinés.
176. On indique que 250 Norvégiens et 200 Suédois furent recrutés ainsi. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 17.
177. *Ibid.*
178. *Ibid.*
179. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 18; Gates, *op. cit.*, p. 98.
180. GATES, *op. cit.*, p. 105. Pour une étude fouillée et détaillée de la réalité minière de la péninsule de Keweenaw, des technologies utilisées et des conditions de vie et de travail, voir Larry Lankton, *Cradle to Grave. Life, Work and Death at the Lake Superior Copper Mines*, New York, Oxford University Press, 1991, 319 pages.
181. Pour les détails concernant la découverte des deux mines et la fusion, voir Anthony J. WAX, « Calumet and Hecla Copper Mines. An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (hiver 1932), p. 5-41.
182. WAX, *loc. cit.*, p. 24; Lew Allen Chase, « Michigan Copper Mines », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 484.
183. United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 3, *The Statistics of the Wealth of Industry of the U.S.*, Washington, Government Printing Office, 1872, p. 778.
184. Le comté de Keweenaw est créé en 1861 à la suite d'une subdivision du comté de Houghton.
185. United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 3, *The Statistics of the Wealth of Industry of the U.S.*, *op. cit.*, p. 778.
186. William Pyne, « Quincy Mine: The Old Reliable », *Michigan History Magazine*, vol. 41 (1957), p. 219-242, p. 227. Cette perceuse mécanique permettait aux compagnies d'épargner près de 30 % des coûts de creusage, de même que de diminuer de 50 % environ le nombre de mineurs, tout en augmentant de 50 % la production.
187. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 16.
188. *Ibid.*
189. *Ibid.*, p. 12. En 1891, la C&H construira le Buffalo Smelting Works dans la région.
190. Un exemple de cette continuité dans la composition ethnique : en 1870, dans le comté de Houghton, les Irlandais comptaient pour le tiers des personnes nées à l'étranger. Les Anglais prenaient la seconde place et les Canadiens étaient troisièmes. Or, dix ans plus tard, peu de changement était intervenu. De premiers qu'ils étaient, les Irlandais avaient glissé au troisième rang, alors que les Anglais occupaient maintenant la première place, suivis par les Canadiens ; les Allemands occupaient le quatrième rang. GATES, *op. cit.*, p. 106.

191. U.S. Department of Interior, Census Office, *Report on the Mining Industries*, vol. 15, 1880, Washington, Government Printing Office, 1886, p. 798. On compte 5447 travailleurs en 1864, 4188 en 1870, une chute de plus de 1250, pour par la suite atteindre en 1874 le niveau de 1864, soit 5453 travailleurs, avant de redescendre en 1880 et atteindre le chiffre de 4 986 travailleurs.
192. GATES, *op. cit.*, p. 107.
193. *Ibid.*
194. State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics*, 1889, n. p.
195. Pour les détails de ce programme, voir Gates, *op. cit.*, p. 109.
196. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312.
197. Angus MURDOCK, *Boom Copper. The Story of the First U.S. Mining Boom*, Calumet, Michigan, Roy W. Drier and Louis G. Koepel, 1964, p. 153.
198. La C&H par exemple, pouvait compter sur la présence de nombreuses personnes qui siégeaient au conseil de ville, au conseil scolaire ou au conseil d'administration de nombreux organismes publics et qui lui étaient totalement dévouées.
199. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 84.
200. Selon certains observateurs, cette situation aurait été liée au système de contrat préconisé dans la région. Les mineurs savaient bien que leur salaire dépendait de l'énergie qu'ils déployaient au travail. Tout arrêt de travail de leur part les pénalisait automatiquement. De plus, les possibilités d'emplois durant la guerre civile et les hauts salaires versés aux travailleurs semblent avoir contribué à satisfaire les travailleurs. Le district n'a connu que de courts arrêts de travail avant 1872. Voir, pour les détails, LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 34.
201. Le salaire moyen des mineurs oscillait autour de 63 \$ en 1872. PLMG, 9 mai 1872, p. 3; PLMG, 10 août 1871, p. 2, et PLMG, 21 septembre 1871 p. 2.
202. GATES, *op. cit.*, p. 112-113.
203. PLMG, 23 mai 1872, p. 3.
204. PLMG, 1^{er} octobre 1874, p. 3. Ajoutons qu'un nouveau pont au coût de 50 000 \$ devait être construit en 1875 reliant les villes de Houghton et Hancock. PLMG, 25 novembre 1875, p. 3.
205. PLMG, 17 janvier 1878, p. 3. La crise semble même toucher le journal puisqu'en octobre 1878 la direction change le format du journal par souci d'économie. PLMG, 10 octobre 1878, p. 3.
206. PLMG, 19 juin 1879, p. 3; 6 novembre 1879, p. 3.
207. PLMG, 3 avril 1879, p. 3; 13 mars 1879, p. 3; 24 avril 1879, p. 3; le 5 juin 1879, p. 3.
208. CHASE, *loc. cit.*, p. 486.
209. LANKTON et HYDE, *op. cit.* p. 99-101. À partir du début du xx^e siècle, les mines furent plus régulièrement l'objet de coup de grisou et d'effondrement de galeries à cause de la profondeur et de la pression de plus en plus grande exercée sur les murs de soutien.
210. En fait, l'utilisation de la *one-man-drill* s'avéra un changement si draconien dans l'organisation du travail minier qu'elle constituera une des principales causes du déclenchement de la grève de 1913.

211. Entre 1888 et 1900, il y a eu dans les mines du comté de Houghton 327 décès, soit en moyenne plus de 27 décès par année. Michigan, Houghton County, *Inspectors of Mines Report, 1888-1900*. Compilation personnelle.
212. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 82.
213. Les compagnies minières ont volontairement encouragé cette recomposition afin de miner la solidarité ouvrière. Gates, *op. cit.*, p. 107.
214. *Ibid.*, p. 106.
215. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 129.
216. Pour une analyse fouillée de ce conflit, voir Arthur W. Thurner, *Rebels on the Range. The Michigan Copper Miners' Strike of 1913-1914*, Lake Linden, Michigan, John H. Forster Press, 1984, 314 pages. Cette grève fut à l'image des conflits ouvriers de l'époque. Elle fut marquée par la violence, la répression et l'utilisation de briseurs de grève.
217. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 89. La W.P.M. était active dans la région depuis 1904.
218. THURNER (1984), *op. cit.*, p. 1; JENSEN, 1968, *op. cit.*, p. 275.
219. THURNER (1984), *op. cit.*, p. 113. DMG, 24 juillet 1913, p. 1
220. JENSEN, *op. cit.*, p. 276 et 281; Lankton et Hyde, *op. cit.*, p. 129; Thurner (1984), *op. cit.*, p. 1 et 113.
221. De septembre à décembre 1913, on estime à 525 le nombre de briseurs de grève qui furent amenés dans le district, dont majoritairement des Russes, des Polonais et des Allemands. De plus, la C&H engagea dès août 1913 et ce, jusqu'en février 1914, des briseurs de grève pour remplacer ceux qui refusaient toujours de rentrer au travail. Voir les fiches d'emploi des travailleurs de la C&H.
222. JENSEN, *op. cit.*, p. 285.
223. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 89.
224. Plusieurs articles de journaux parlent des nombreux travailleurs qui quittent la région depuis le début de la grève. Les chefs de ménages quittent vers Detroit, Duluth ou Superior et feront venir leur famille dès qu'ils auront trouvé du travail. *Daily Mining Gazette*, 29 juillet 1913, p. 3, 2 août 1913, p. 7, 9 août 1913, p. 3; THURNER (1974), *op. cit.*, p. 95.
225. LANKTON et HYDE, *op. cit.*, p. 130.
226. *Ibid.* La Quincy Mine Company a, entre autres, vécu ce genre de situation.

Chapitre 3

La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw 1840-1900

1. Ces données sont tirées du dépouillement des listes nominatives de recensements fédéraux américains. Compte tenu du fait que ces recensements ne précisent pas le lieu de naissance, nous avons utilisé le nom de famille comme indicateur de base pour isoler la population cible. Nous sommes conscients que cette méthode n'est pas exempte d'erreurs et que cette compilation ne peut prétendre être complète. L'anglicisation des noms, l'absence du nom des épouses exogames et l'illisibilité de certaines parties des recensements sont autant d'éléments qui rendent cette

méthode incomplète. Néanmoins, conscients de ces difficultés, nous croyons que le dépouillement réalisé est le plus complet possible. Il inclut tous les Canadiens français d'origine, nés au Canada ou aux États-Unis. United States, *Sixth Census of the United States, 1840*, Manuscript Census, bobine n° M704-210.

2. United States, *Seventh Census of the United States, 1850*, Manuscript Census, bobine n° M432-361.
3. ROBY, *op. cit.*, p. 18, citant Téléphore Saint-Pierre, *La marche ascendante de notre race. Trois millions de Canadiens français en Amérique*, 1903.
4. Selon Aidan D. McQUILLAN, la « frontière » agricole se déplace dans les années 1850 vers l'État de l'Illinois alors qu'elle était dans la région du Michigan auparavant. Aidan D. McQuillan, « Les communautés canadiennes-françaises du Midwest américain au dix-neuvième siècle », *op. cit.*, p. 101.
5. United States, *Eighth Census of the United States, 1860*, Manuscript Census, bobines n° M653-536, M653-558.
6. Le canton de Bangor (organisé en 1859) dans le comté de Bay fut nommé et créé par Thomas Whitney qui était originaire de Bangor, Maine, et qui y construisit une scierie sur la rive ouest de la rivière Saginaw. Theodore Foster, *Dictionary of Michigan Place Names*, Lansing, Mi., 1967, p. 16.
7. Incluant le nouveau comté de Bay.
8. Cette réalité est le résultat d'une migration antérieure de leurs parents.
9. Voici un exemple de cette mobilité géographique. Dominique Hébert est né en 1817 au Canada. Il se maria à une Canadienne et il a eu ses deux premiers enfants en 1838 et 1840 au Canada. En 1844, le ménage Hébert donna naissance à un autre enfant dans l'État de New York. Quatre autres enfants sont nés dans ce même État, soit en 1846, en 1848, en 1852 et en 1855. Entre 1855 et 1858, le ménage Hébert quitta l'État de New York pour se rendre au Michigan où le couple donna naissance à des jumeaux en 1858, probablement dans le comté de Saginaw où nous le retrouvons en 1860. Ce sont là des informations tirées des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1860 pour le comté de Saginaw.
10. *History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan. Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, Bay City, 1925, p. 11. Cette compagnie avait pour objectif de stimuler le développement de la région.
11. MILLS, *op. cit.*, p. 325. Ce terrain est situé à l'intersection des rues Washington et Monroe.
12. *Seventy-fifth Anniversary, St. Andrew's Parish, Saginaw, Michigan, 1862-1937*, Saginaw, 1937, p. 11.
13. *Ibid.*, p. 10-11. Dans l'histoire de la paroisse St. Joseph de Bay City, l'évêque en poste est M^{re} Lefebvre.
14. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 222.
15. *Seventy-fifth Anniversary*, *op. cit.*, p. 11.
16. *Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925, History of St. Joseph Parish, Bay City, Michigan*, Bay City, 1925, p. 11. Téléphore Saint-Pierre en dénombre 14, dont la plupart sont canadiennes. SAINT-PIERRE, *op. cit.* p. 222.
17. *Diamond Jubilee, 75th Anniversary*, *op. cit.*, p. 11.
18. John BRIGGS, *An Italian Passage [...]*, 1978, p. 272.
19. Notamment la paroisse St. Joseph de Bay City.

20. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 262. La grande majorité des paroisses nationales canadiennes-françaises du Michigan furent à l'origine des paroisses mixtes, incluant selon le cas anglophones, francophones, germanophones ou hollandais.
21. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 263.
22. Voir SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 222-223 et p. 264-265 sur les tensions entre les paroissiens et l'évêque dans ces deux villes, de même que J. Roch MAGNAN, *Notes historiques sur la paroisse de Saint-Jean-Baptiste à Muskegon, Michigan et divers renseignements utiles, 1830-1900*, Bay City, Mi., J. G. Duval, 1900.
23. Selon les informations tirées des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1880 de Bay City, Michigan.
24. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary (1850-1925)*, n. d., p. 15. Voici la liste des prêtres qui se sont succédé à la tête de la paroisse après le révérend Girard : les révérends Delbaire (1872-1873), ConTERS, Zarilli, Van Straellen, Zarilli de nouveau, Kemper, Schaecken, Ebert, Thibodeau (1880-1886), Vitali, Guerin (1887-1889), Roth, Dangelzer.
25. Selon le recensement d'État.
26. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary (1850-1925)*, n. d., p. 15.
27. L'école paroissiale est située au sous-sol de l'église à l'origine dirigée par les Sœurs de la Charité mais depuis 1882 sous la direction des Sœurs de Saint-Dominique de Grand Rapids. *Bay City Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 37.
28. On ne peut connaître le moment où cette paroisse nationale canadienne-française commence à voir ses caractéristiques francophones se diluer. Mais il semble que ce processus était déjà enclenché dès la fin du XIX^e siècle. Soulignons que la paroisse St. Joseph fut l'objet de nombreuses subdivisions. En 1867, la paroisse St. James est créée ; en 1872, on subdivise à nouveau St. Joseph pour créer en 1874 la paroisse St. Mary sur la rive ouest de la rivière Saginaw.
29. En 1870, l'église est agrandie et la construction d'une école paroissiale débute. Elle sera dirigée par les Sœurs de la Divine Providence. MILLS, *op. cit.*, p. 325.
30. Selon Saint-Pierre, il existerait dans le diocèse de Grand Rapids, créé en 1882, six paroisses nationales canadiennes dont une à Bay City, une à East Saginaw et une autre à West Bay City. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 267.
31. *Ibid.*
32. *Bay City Daily Journal*, 30 janvier 1872 ; 28 février 1872.
33. Peu d'études ont traité des particularités de la presse canadienne-française aux États-Unis, soit leur nombre élevé et leur brève durée de vie. Les journaux à cette époque, comme au Canada français, naissaient souvent pour véhiculer une idée politique particulière, ce qui expliquerait leur courte vie. De plus, le taux élevé d'analphabétisme chez les Canadiens français a probablement eu pour effet de limiter le lectorat potentiel et de causer aux journaux des problèmes financiers qui ont mené à leur fermeture.
34. Le dépouillement de plusieurs journaux canadiens-français du Michigan nous l'a clairement démontré.
35. Cette analyse est basée sur le dépouillement des journaux suivants : *Le Patriote* et *Le Courrier*.
36. Alexandre BELISLE, *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, 1911, p. 30. Il ne reste que quelques numéros disponibles du journal *Le Courrier* au Michigan. Sa disparition reste sans raison connue.

37. BELISLE, *op. cit.*, p. 31. En 1891, *Le Patriote* est un hebdomadaire, publié tous les jeudis. Le prix d'un abonnement est de 1,50 \$ par an. Il était publié à 2600 copies. En comparaison, le *Bay City Tribune*, un journal américain publié dans la même ville depuis 1873, tirait en 1891 à 3500 exemplaires. *Bay City Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 44.
38. BELISLE, *op. cit.*, p. 33.
39. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 249.
40. Au Canada français, dans les villages ruraux, il existait au XIX^e siècle une tradition de solidarité, basée sur l'entraide et la charité. Par la création d'associations de bienfaisance, telle la Société Saint-Vincent-de-Paul, créée en France en 1837 et implantée au Canada français un peu avant 1867, cette charité s'est institutionnalisée, notamment par la guignolée organisée dans les paroisses afin d'amasser des fonds ou de la nourriture pour venir en aide aux démunis. Mais, en parallèle, dans les centres urbains, il se créa une foule de sociétés de secours mutuels, dont la nature se situait à mi-chemin entre l'association d'entraide, la coopérative et la compagnie d'assurance maladie. Certains travailleurs qui ne pouvaient payer des primes élevées d'assurance vie s'organisaient en société de secours pour contrer la pauvreté. L'Union Saint-Joseph, fondée à Montréal au milieu du XIX^e siècle, est typique du genre d'organisation de l'époque. Chaque membre devait verser une cotisation et le produit assurait une modeste pension aux malades ou aux veuves en cas de décès du conjoint. Voir DUROCHER, LINTEAU, ROBERT, tome 1, *op. cit.*, p. 205-206.
41. BRIGGS, *op. cit.*, p. 142.
42. VANDER HILL, *Settling the Great lakes...*, *op. cit.*, p. 8; SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 224.
43. VANDER HILL, *op. cit.*, p. 8.
44. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 225-226. La société s'engageait à offrir 2 \$ par semaine au malade.
45. Bay City, *Directory for 1890-1891*, Bay City, 1891, vol. XI, p. 47. Président : I. Obey, v.p. : John Batias, sec. : Jos Cusson, trés. : Narcisse Laporte. Le Lafayette Hall était situé sur le côté est de Washington Avenue, entre la Second St. et la Third St.
46. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 224-225; VANDER HILL, *op. cit.* p. 8.
47. *Ibid.*, p. 228, 248. Une association du nom d'Union française, dont on ne connaît que peu de chose, a vu le jour à Bay City en 1861 sous l'impulsion de M. J. L. Hébert. Elle est encore active en 1869 à la réunion des Canadiens français de Detroit, mais on ignore quand elle a disparu.
48. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 228.
49. Il s'en créa dans la haute péninsule au milieu des années 1880 à Lake Linden, à Houghton, à Calumet et à Hancock, mais aucune dans la vallée.
50. Lanctot était un réformateur social issu de la petite bourgeoisie libérale. Influencé par les écrits de Marx et d'Engels, il s'était porté à la défense des ouvriers de Montréal en cherchant à les organiser collectivement. Il s'était également engagé en politique en se présentant aux élections de 1867 dans le comté de Montréal-Est contre George-Étienne Cartier, un ardent défenseur de la Confédération. Il prônait la rupture du lien colonial et s'opposait farouchement à la Confédération qu'il voyait comme un outil pour mettre les Canadiens français « à la merci de la majorité anglophone ». Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec, des*

- origines à nos jours. Ottawa, Québec-Amérique, 1977, p. 205. Notons également qu'un mouvement annexionniste avait été créé en 1849 au Canada-Uni par une certaine élite économique. Ce mouvement prônait « une amiable et pacifique séparation de la Grande-Bretagne et une union sur des bases équitables avec la grande Confédération des États souverains de l'Amérique du Nord ». G. FRÉGault et Marcel TRUDEL, éd., *Histoire du Canada par les textes*, Montréal, Tome 1 (1534-1854), 1963, p. 239.
51. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 234.
 52. *Ibid.*, p. 235.
 53. Il s'agit de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'État du Michigan, de la Société de bienfaisance Lafayette de Detroit, de la Société Saint-Jean-Baptiste du comté de Wayne, de l'Association de l'indépendance pacifique du Canada, de la Société de bienfaisance franco-américaine de Detroit, de l'Union française du comté de Bay, de même que d'autres sociétés et cercles littéraires de Chicago, de New York, du Maine et du Vermont.
 54. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 238-239.
 55. Les opposants condamnèrent vivement le processus ayant mené à l'introduction de ces résolutions. Mais, impuissants à se faire entendre, ces délégués se retirèrent de la convention et jetèrent les bases d'une nouvelle organisation. Celle-ci fut indépendante, tant de l'Association Saint-Jean-Baptiste que de la Société Lafayette, et elle prit le nom d'Union canadienne de secours mutuels. Les annexionnistes avaient maintenant toute la latitude nécessaire pour aller de l'avant avec leur projet.
 56. Le délégué qui avaient appuyé les résolutions étaient généralement les représentants des sociétés de Detroit alors que ceux qui étaient opposés aux résolutions provenaient majoritairement du Nord-Est, de Chicago et du comté de Bay au Michigan. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 240.
 57. Le journal *L'Impartial* publié à Detroit est omis dans le livre de Belisle sur les journaux francophones des États-Unis.
 58. « Le peuple canadien n'ayant pas la liberté chez lui, l'a cherchée aux États-Unis; la preuve qu'il l'y a trouvée, c'est qu'il y reste. Et la preuve qu'elle n'existe qu'aux États-Unis, c'est que le peuple canadien continue d'émigrer. » *Ibid.*, p. 243-244.
 59. *Ibid.*, p. 246.
 60. VANDER HILL, *op. cit.*, p. 9.
 61. *Ibid.*, p. 247.
 62. Au Québec, le Grand Tronc suivait la rive nord du Saint-Laurent, de la frontière de l'Ontario jusqu'à Montréal, puis empruntait le pont Victoria et se dirigeait vers Saint-Hyacinthe, Richmond d'où un embranchement se rendait vers Sherbrooke et vers Portland, Me., et un autre vers Lévis et Rivière-du-Loup sur la rive sud du Saint-Laurent. D'ailleurs, le dépouillement des actes de naturalisation pour le comté de Saginaw, dans lesquels le moyen de transport utilisé pour entrer par le demandeur de citoyenneté aux États-Unis est précisé, démontre qu'à partir de 1860 le chemin de fer du Grand Tronc semble le moyen le plus utilisé pour se rendre dans la vallée. United States, *Department of Labor, Naturalization Service, Petition for Naturalization, for Saginaw County*, vol. 1, 1906-1911, vol. 2, 1912-1913, vol. 3, 1913-1914, vol. 4, 1914-1915, vol. 5, 1915-1918, vol. 6, 1917-1920.

63. United States, *Ninth Census of the United States, 1870*, Manuscript Census, bobines n^{os} M593-662, M593-701, M593-702. Il est à noter qu'à partir du recensement de 1870 l'analyse des données repose sur un échantillon alors qu'un ménage sur dix, comprenant un individu d'origine canadienne-française, fut retenu. La compilation de la population canadienne-française fut réalisée toutefois sur l'ensemble de la population.
64. United States, *Tenth Census of the United States, 1880*, Manuscript Census, bobines n^{os} T9.-571, T9.-572, T9.-601, T9.-602, T9.-603.
65. Frank THISTLETWAITE, « Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries », XI^e Congrès international des sciences historiques, Rapports, V. Histoire contemporaine, Göteborg-Stockholm-Uppsala, 1960, p. 32-60, cité dans Rudolph Vecoli. Thistletwaite analyse la migration qui mène les individus de lieu en lieu comme un « continuum », comme une suite, une série d'expériences migratoires, de migration par phases, non planifiées les unes par rapport aux autres, mais actionnées selon des informations obtenues à certains moments, en fonction des cycles économiques et des besoins familiaux.
66. Il est toutefois impossible de savoir si des arrêts sur le territoire canadien ont jalonné l'itinéraire avant la migration vers le Michigan. Ces données sont basées sur les années et les lieux de naissance des enfants des familles.
67. Compte tenu du fait que le premier garçon se voyait souvent affubler du prénom du père, on peut supposer ici qu'il ne s'agit pas du premier fils du couple ou que les enfants plus vieux ont déjà quitté la cellule familiale.
68. West Bay City reçoit sa charte en 1877. PATRIDGE, *op. cit.*, p. 335.
69. L'expression générale « work in sawmill » revient constamment.
70. Cette réalité est perceptible particulièrement dans les scieries du comté de Saginaw.
71. Ces deux Canadiens français propriétaires de « saloons » sont nés au Canada et semblent avoir migré directement du Canada français vers le Michigan.
72. Le ménage Paquette a donné naissance à un enfant au Michigan en 1861, en 1865, en 1866 et en 1873. United States, *Manuscript Census, 1880*, bobines n^{os} T. 9-601, T9-602, T. 9-603.
73. Cette donnée est semblable à celles qui avaient été avancées dans les études sur le XIX^e siècle menées par Modell et Hareven (1973) et par Kats (1975) alors que l'on retrouvait entre 25 % à 30 % des ménages abritant des pensionnaires.
74. Il s'agit de 37,5 % des chefs de ménage nés au Canada pour le comté de Saginaw et 20,8 % dans le comté de Bay.
75. Jean LAMARRE, *Étude d'une communauté canadienne-française de la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895*, Thèse de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1985, p. 117-118.
76. Les données sont fragmentaires pour le comté de Bay en 1870 pour en tirer des conclusions valables.
77. *Bay City Daily Journal*, 16 juillet 1872.
78. St. Joseph Parish, Bay City, *Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, p. 15.
79. *Bay City Daily Journal*, 14 juillet 1872.
80. Voir Jean LAMARRE, « L'intégration des migrants canadiens-français à la réalité socioéconomique aux États-Unis : essai comparatif entre la Nouvelle-Angleterre et

le Michigan », conférence prononcée lors d'un colloque intitulé Les Stratégies socioculturelles des migrations, Moncton, N.B., 29-30 mai 1999.

81. Il s'agit d'une estimation basée sur les statistiques disponibles en 1884 et en 1894 pour le comté de Bay seulement puisque le recensement fédéral de 1890 a été détruit et que les recensements d'État du comté de Saginaw ne sont pas disponibles.
82. Michigan State, *Manuscript Census, Bay County, 1884* : bobine #5637-39 ; Michigan State, *Manuscript Census, Bay County, 1894* : bobine #4834-36. Les Canadiens français représentent 11,4 % de la population du comté de Bay en 1900.
83. United States, *1900 Census of the United States*, Manuscript Census, bobines no T623-701, T623-702, T623-739, T623-740.
84. Il faut dire que dès le milieu des années 1880, voyant le déclin des activités forestières, les autorités politiques et économiques de la vallée ont cherché à diversifier la nature des activités économiques de la région, notamment en mettant sur pied une industrie manufacturière.
85. *Le Patriote*, 11 septembre 1884, p. 3.
86. *Le Patriote*, 8 mars 1884, p. 3 ; 11 déc. 1884, p. 2. On retrouve aussi souvent ce slogan : « Soyons Canadiens en tout et partout. »
87. *Le Patriote*, 14 août 1884, p. 3. Il le vendit à Ed Duckett.
88. *Le Patriote*, 3 janvier 1884, p. 2.
89. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 4 ; *Bay City Tribune*, 21 juin 1885, p. 7.
90. À tout le moins, elle ne fait pas partie de la liste des organisations participantes aux fêtes du 24 juin 1884. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 3.
91. *Bay City Tribune*, 21 juin 1885, p. 7.
92. La Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City ne fut pas en reste et elle envoya Alex Brissette et Constant Plourde pour la représenter à Montréal. *Le Patriote*, 5 juin 1884, p. 3 ; *Le Patriote*, 20 mars 1884, p. 3.
93. *Le Patriote*, 19 juin 1884, p. 4.
94. *Le Courrier*, 4 octobre 1884, p. 2 ; *Le Patriote*, 23 octobre 1884, p. 3.
95. *Le Patriote*, 10 avril 1884, p. 3.
96. Les statistiques précises sont les suivants : 1,0 % dans l'État du Maine, 4,5 % dans l'État de New York et 0,5 % dans le Vermont.
97. United States, *1900 Census of the United States*, Bay County, Michigan, bobines n° T623-701 et T623-702.
98. Des recherches subséquentes pourraient démontrer plus spécifiquement que des différences entre les cycles économiques liés à l'industrie manufacturière de coton en Nouvelle-Angleterre et ceux de l'industrie forestière dans le Midwest ont pu influencer cette migration triangulaire, ou des transferts de population au sein de cet ensemble géoéconomique.
99. Dans le comté de Saginaw, 57 % des chefs de ménage avaient déjà obtenu leur citoyenneté et 14 % étaient en voie de l'obtenir. Dans le comté de Bay, la situation était encore plus claire : 61 % des chefs de ménage possédaient déjà leur citoyenneté américaine et 8 % avaient reçu leurs premiers papiers. En 1880, les listes nominatives de recensements fédéraux américains ne donnent pas ce type d'information. En 1870, le taux de naturalisation était de 30 %.

100. Dans le comté de Bay, 57,8 % des chefs de ménage étaient propriétaires, dont 47,4 % sont libres d'hypothèque. Dans le comté de Saginaw, 63,5 % des chefs de ménage ont acquis une propriété et 60 % étaient libres d'hypothèque. En 1870, le pourcentage était de 35 % de propriétaires.
101. John Briggs, *op. cit.*, p. 272.

Chapitre 4

La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

1. Les statistiques se rapportant à la péninsule de Keweenaw incluent les comtés de Houghton, d'Ontonagon et de Keweenaw, sauf si des indications différentes sont données.
2. Ces données sont tirées des listes nominatives des recensements fédéraux américains pour les comtés de Houghton et d'Ontonagon. Pour 1860, il est à noter que les liens entre les membres d'un même ménage ne sont pas indiqués et qu'il faut donc reconstituer la forme des ménages. Bobine n° M432-351 pour le comté de Houghton; bobine n° M432-361 pour le comté d'Ontonagon.
3. The Great Northern Route American Lines, *The Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co., Handbook for Travelers to Niagara Falls, Montreal and Quebec*, Buffalo, Jewett, Thomas and Co., 1854.
4. John P. DuLONG, «Roman Catholic Church Records and Cemeteries», *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet, 1990), p. 58.
5. Le contracteur forestier était lié par contrat à un employeur, souvent une compagnie minière, pour l'approvisionnement en bois. C'était à lui qu'incombait la tâche d'engager des bûcherons pour respecter son contrat.
6. Il est impossible de connaître dans quel domaine précis les journaliers travaillaient. Toutefois, il est possible d'émettre l'hypothèse que les travaux préparatoires dans le secteur minier exigeaient certains travailleurs journaliers non qualifiés.
7. *History of the Upper Peninsula of Michigan*, *op. cit.*, p. 313.
8. *PLMG*, 27 juin 1863, p. 5.
9. *PLMG*, 5 mars 1864, p. 4.
10. *PLMG*, 24 octobre 1863, p. 5.
11. John P. DuLONG, «Roman Catholic Church Records and Cemeteries», *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet 1990), p. 57-58. En fait, il y eut peu de Canadiens français dans la ville de Houghton et de Hancock. À Houghton en 1860, les Canadiens français étaient 172 alors que Hancock en comptait 81. Ces derniers ont fréquenté la paroisse Ste. Anne de 1861 à 1884 alors qu'en 1889 cette paroisse devint irlandaise et prit le nom de St. Patrick. Les Canadiens français se sont donc dirigés vers la paroisse multiethnique de St. Joseph de Hancock, créée en 1885 et rassemblant également les Allemands.
12. Jusqu'en 1882, ce petit hameau fut connu sous le nom de Torch Lake, du fait qu'il était situé à la pointe nord du lac du même nom. Clarence MONETTE, *The History of Lake Linden, Michigan*, Lake Linden, Welden H. Curtin, 1975, p. 1.

13. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 311.
14. MONETTE, *op. cit.*, p. 1. Lake Linden obtint son incorporation municipale en 1883.
15. *Ibid.*, p. 2. La région est située à l'intérieur de la large ceinture de pin, allant du Maine jusqu'au Minnesota.
16. *St. Joseph Church, Lake Linden, Michigan, 1871-1971*, n.d., 127 pages, p. 37. Pour obtenir des informations supplémentaires sur Joseph Grégoire, voir SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 274-277. Il est né le 5 août 1833. Selon *Le Patriote*, 30 octobre 1884, p. 2, il fut candidat démocrate pour représenter le comté de Houghton à la législature d'État aux élections de 1884. Il fut président honoraire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Lake Linden. Il meurt en 1895 à l'âge de 62 ans. *Le Patriote*, 30 octobre 1884, p. 2.
17. *PLMG*, 12 mars 1874, p. 3.
18. *PLMG*, 28 février 1867, p. 3; *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 313; MONETTE, *op. cit.*, p. 2.
19. MONETTE, *op. cit.*, p. 2.
20. A. BOURBONNIÈRE, *Le guide français des États-Unis*, Lowell, Société de publication française des États-Unis, 1891, p. 785.
21. SAINT-PIERRE, *op. cit.*, p. 277.
22. *PLMG*, 6 septembre 1866, p. 3. Les Canadiens français constituaient tout près de la moitié de l'effectif de Lake Linden.
23. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 25.
24. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 25; *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312. Les autorités religieuses indiquent que Grégoire assumait les coûts du terrain sur lequel fut construite l'église, de même qu'il offrit de l'argent et des matériaux pour la construction d'une résidence pour le curé en exigeant que son nom ne soit pas divulgué comme bienfaiteur de la paroisse. Le révérend Héliard résida avec le révérend Jacker, le pasteur de la paroisse Sacré-Cœur de Calumet, jusqu'en août 1871 alors que les travaux furent terminés. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 3.
25. *PLMG*, 15 octobre 1874, p. 3.
26. Le *PLMG* est l'organe principal par lequel la tenue de ces foires est publicisée.
27. *PLMG*, 19 novembre 1874, p. 3. C'est par un article publié en français, une première dans l'histoire de ce journal, que cette information nous est connue.
28. MONETTE, *op. cit.*, p. 20; *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.
29. *Ibid.*
30. *Ibid.*; MONETTE, *op. cit.*, p. 22. La nouvelle congrégation ainsi créée a continué de fonctionner au sein de la paroisse St. Joseph jusqu'en octobre 1888 alors que la construction de l'église fut terminée et que la nouvelle paroisse, du nom de Holy Rosary, fut confiée aux soins du père Henn. La population du canton de Schoolcraft en 1874, selon les listes nominatives, s'élevait à 1761 habitants.
31. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 33.
32. *PLMG*, 3 juin 1875, p. 3.
33. *Lumberman's Gazette*, 7 septembre 1876, p. 181; MONETTE, *op. cit.*, p. 54.
34. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 311.
35. Pour plus de détails, consulter MONETTE, *op. cit.*, p. 30 et 66-68.
36. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.

37. Notons que la législature du Michigan en 1872 vota une loi qui obligeait tous les enfants à fréquenter l'école publique. Les enfants entre 8 et 14 ans devaient fréquenter l'école un minimum de 12 semaines par année, dont 6 semaines consécutives. *PLMG*, 3 septembre 1874, p. 3.
38. *History of the Upper Peninsula...*, *op. cit.*, p. 312. Cette pratique de construire une école et de la louer à peu de frais aux autorités scolaires du canton faisait partie des mesures paternalistes que prenaient les grandes compagnies minières dans les régions isolées.
39. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 22.
40. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 29.
41. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 249.
42. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 248-249.
43. *PLMG*, 6 avril 1871, p. 3.
44. *PLMG*, 13 avril 1871, p. 3.
45. On ignore l'endroit exact.
46. Étaient présentes aussi les unions canadiennes-françaises d'Ishpeming et de Republic, Michigan.
47. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 250-251.
48. *SAINT-PIERRE*, *op. cit.*, p. 251.
49. *Ibid.*
50. *Ibid.*
51. Celles notamment véhiculées par *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37.
52. *PLMG*, 22 avril 1875, p. 3; *PLMG*, 13 mai 1875, p. 3.
53. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37. Bélisle lui indique que c'est Charles Thibault qui en est le fondateur. Bélisle, *Histoire de la presse franco-américaine*, 1911, p. 29.
54. Saint-Pierre est bien connu au Michigan. Originaire de Lavaltrie, il a commencé sa carrière de journaliste dans la région de Detroit-Windsor et il fut à l'origine de plusieurs journaux du Michigan dont *L'Ouest français* publié à Bay City en 1888-1889.
55. *L'Union franco-américaine*, 9 juillet 1891.
56. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 37. Dans l'ensemble, le contenu de ces journaux était assez simple. Il était constitué de dépêches, de nouvelles locales et d'un carnet mondain. Ces journaux s'intéressaient peu à la réalité socioéconomique de la région.
57. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 14.
58. *MONETTE*, *op. cit.*, p. 45-46. Perreault fut l'un des premiers colons de la région en 1865. Cet hôtel est reconstruit un an après l'incendie de 1887.
59. *TURNER* (1974), *op. cit.*, p. 7.
60. *DULONG*, *op. cit.*, p. 58.
61. *Turner* (1974), *op. cit.*, p. 22. Le révérend résida avec le capitaine Ryan, le shérif de la communauté, jusqu'en 1869 au moment où la construction de l'église fut terminée.
62. *PLMG*, 23 octobre 1873, p. 3.
63. *PLMG*, 11 et 18 juillet 1874, p. 3. Les cours débutent le 21 juillet 1874.
64. *TURNER* (1974), *op. cit.*, p. 22-23. On estime qu'en 1896 il y avait 260 familles dans la paroisse St. Louis, incluant 900 communiants et 582 non-communiants (de moins de 12 ans). St. Louis sera plus tard la paroisse Ste. Anne. Ces données

concordent avec notre propre compilation indiquant que 1492 Canadiens français seraient présents. Il y a une école paroissiale rattachée à l'église St. Louis qui compte 75 élèves en 1895.

65. THURNER (1974), *op. cit.*, p. 26.
66. *L'Union franco-américaine*, 18 juin 1891.
67. Selon le dépouillement des listes nominatives du recensement fédéral américain de 1870. Comté de Houghton 1870: bobine M 593-674; comté de Keweenaw, bobine M593-683; comté d'Ontonagon, bobine M 593-696.
68. On peut toutefois supposer qu'une portion significative de ces journaliers travaillait dans le secteur minier qui domine le marché du travail de la région.
69. Enfin, 4% des chefs de ménage travaillaient à la construction du canal sur le Portage Lake en 1870.
70. Avant 1850, le secteur minier au Canada français se résumait à peu de chose, soit à l'extraction de sable et de pierres dans les carrières. À partir de 1850, quatre nouveaux secteurs s'ajoutent, soit celui de l'or, de l'amiante, du phosphate et du cuivre. L'expansion des trois derniers secteurs fut le résultat de la demande américaine. Les premières mines de cuivre sont mises en exploitation en 1859 dans les Cantons de l'Est. En 1871, des activités minières de cuivre sont menées dans les comtés de Mégantic, de Sherbrooke et de Brome. Ces opérations sont toutefois modestes et limitées à l'extraction des matières premières qui sont ensuite exportées pour être transformées. Certains Canadiens français ont pu avoir une certaine expérience de travail dans le domaine de l'extraction minière, mais peu d'entre eux ont pu se familiariser avec le travail de transformation. Voir DUROCHER, LINTEAU, ROBERT, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1896*, Montréal, Boréal, 1979, p. 364-368; ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 183. Et à la fin du XIX^e siècle, le secteur avait presque complètement cessé ses activités. Il disparaît définitivement autour de la Première Guerre mondiale. Pierre PAQUETTE, « Industries et politiques minières au Québec. Une analyse économique, 1896-1975 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n^o 4 (mars 1984), p. 575-576.
71. Notons que la qualité de la reproduction est faible pour les listes nominatives de recensement de 1910. D'ailleurs, une note est ajoutée à l'attention des utilisateurs pour les avertir de la piètre qualité de la reproduction. Et, compte tenu du fait que les originaux ont été détruits après avoir été microfilmés, ces documents sont les seuls maintenant disponibles. Il est donc possible que certains éléments n'aient pu être clairement déchiffrés par le chercheur. Pour 1900, dans le comté de Houghton: bobines T 623-714 et T 623-715, comté de Keweenaw: bobine T 623-724, comté d'Ontonagon: bobine T 623-737. Pour 1910, comté de Houghton: bobines T 624-646 et T 624-647, comté de Keweenaw: bobine T 624-658, comté d'Ontonagon: bobine T 624-667.
72. Il ne faut pas oublier que les décès ont pu contribuer, dans une certaine mesure, à la diminution de l'effectif.
73. Cité par THURNER (1974), *op. cit.*, p. 29. *L'Union franco-américaine*. 4 juin 1891. Certains furent même attirés par la ruée vers l'or en Alaska en 1898. Notons également que plusieurs Canadiens français ont pris le chemin de l'Arizona où de nombreuses mines d'argent étaient exploitées à cette époque.
74. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31.

75. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31. Néanmoins, certains travaux de restauration furent réalisés en 1902.
76. *St. Joseph Church, Lake Linden...*, *op. cit.*, p. 31.
77. MONETTE, *op. cit.*, p. 71.
78. MONETTE, *op. cit.*, p. 38. Un numéro de décembre 1916 est disponible à la Library of Michigan. Le numéro suivant est de juin 1919.
79. Committee of the Copper Country Commercial Club of Michigan, *Strike Investigation. 1913*, October 8, 1913, p. 57.
80. Voir les informations contenues sur les fiches d'emploi de la C&H; THURNER (1974) *op. cit.*, p. 16.
81. Voir chapitre 3.

Conclusion

1. Bruno RAMIREZ, *Par monts et par vaux...*, 1991, p. 170.
2. Cette évaluation tient compte de l'accroissement naturel.
3. De nombreuses monographies sur les villes manufacturières de Fall River et Holyoke au Massachusetts, de Lewiston au Maine et de Manchester au New Hampshire confirment que les Canadiens français se sont presque toujours opposés aux grèves. Voir les études de Philip SILVIA, de Peter HAEBLER, de Yves FRENETTE et de Tamara K. HAREVEN; Roby, *op. cit.*, p. 188.
4. Voir Jean LAMARRE, « Étude d'une communauté canadienne-française vers la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895 », *op. cit.*, p. 117-118. Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre se sont souvent fait reprocher d'être réticents à demander la citoyenneté américaine et de rester à l'écart des institutions sociales et politiques américaines. Ce sont d'ailleurs deux des principales critiques qui furent formulées par Carroll D. Wright, le directeur du Bureau des statistiques du travail de la législature du Massachusetts dans son rapport de 1882. À propos de la réticence des Canadiens français à se naturaliser, voir ROBY, *op. cit.*, p. 199.
5. Voir Tamara K. HAREVEN, *Family Time and Industrial Time*, 1982, chapitre 8.
6. Bruno RAMIREZ, « French-Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socioeconomic Profile », *Labour/Le Travailleur*, vol. 11, printemps 1983, p. 125-142, p. 129.
7. Peter HAEBLER, « Habitants in Holyoke... », 1976, p. 68; Roby, *op. cit.*, p. 68-69.
8. HAREVEN, *op. cit.*, p. 125; ROBY, *op. cit.*, p. 79
9. ROBY, *op. cit.*, p. 135, 143.
10. ROBY, *op. cit.*, p. 290 et ss.
11. Exception faite de la participation à la grève de Lawrence, Massachusetts, en 1912 dirigée par les Industrial Workers of the World.

Bibliographie

Sources

Sources manuscrites

Listes nominatives de recensements gouvernementaux — États-Unis

Bay County :

bobines 1860 : M 653-536 ; 1870 : M 593-662 ; 1880 : T.9-571 ; T.9-572 ; 1900 : T 623-701 ; T 623-702.

Saginaw County :

bobines 1840 : M 704-210 ; 1850 : M 432-361 ; 1860 : M 653-558 ; 1870 : M 593-701 ; M 593-702 ; 1880 : T.9-601 ; T.9-602 ; T.9-603 ; 1900 : T 623-739 ; T 623-740.

Houghton County :

bobines 1850 : M 432-352 ; 1860 : M 653-544 ; 1870 : M 593-674 ; 1880 : T.9-581 ; 1900 : T 623-714 ; T 623-715 ; 1910 : T 624-646 ; T 624-647.

Keweenaw County :

bobines 1870 : M 593-683 ; 1880 : T.9-589 ; 1900 : T 623-724 ; 1910 : T 624-658.

Ontonagon County :

bobines 1850 : M 432-361 ; 1860 : M 653-557 ; 1870 : M 593-696 ; 1880 : T.9- 600 ; 1900 : T 623-737 ; 1910 : T 624-667.

Listes nominatives de recensements gouvernementaux — Michigan

Bay County : 1884 : bobines 5637, 5638, 5639, 5640 ; 1894 : bobines 4834, 4835, 4836.

Houghton County : 1864 : bobine 5216 ; 1874 : bobine 5216.

Keweenaw County : 1884 : bobine 5217 ; 1894 : bobine 5217.

*Registres d'état civil***St. Andrew's de Saginaw :**

Baptêmes: vol. 1 (1862-1894), vol. 2 (1894-1921)

Décès: vol. 1 (1862-1902), vol. 2 (1902-aujourd'hui)

Mariages: vol. 1 (1862-1901), vol. 2 (1901-1949)

Ste. Mary de Saginaw :

Baptêmes: vol. 1 (1866-1898)

Décès: vol. 1 (1868-1955)

Mariages: vol. 1 (1866-1947)

St. Joseph de Bay City :

Baptêmes: vol. 1 (1850-1867), vol. 2 (1867-1880), vol. 3 (1881-1908)

Décès: vol. D (1879-1886), vol. E (1887-1935)

Mariages: vol. 1 (1850-1878), vol. 2 (1879-1887)

Listes de décès de Canadiens français publiés dans les journaux de Saginaw pour les comtés de Saginaw et de Bay, de 1907 à 1935. Index disponible à la Hoyt Public Library de Saginaw City.

Liste des enterrements de Canadiens français effectués au cimetière de la paroisse Ste. Anne's Church de Linwood, Bay County, 1894-1919.

*Péninsule de Keweenaw**Strike Investigation by the Committee of the Copper Country Commercial Club of Michigan, 1913.**Registres d'état civil***St. Ignatius, Loyola de Houghton :**

Mariages vol. 1 (1877-1913) et vol. 2 (1913-1946),

Décès vol. 2 (1877-1923)

St. Joseph de Lake Linden :

Baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse, vol. 1 (13-6-1871 au 27-12-1878), vol. 2 (12-1-1879 au 30-12-1891)

Liber Matrimonium, St. Joseph Church, Lake Linden, (19-1-1892 au 31-12-1970)*Liber Baptizatorium*, St. Joseph Church, Lake Linden (1892-1967)*Liber Defunctorum*, St. Joseph Church, Lake Linden, (1892-1990)

Comté de Houghton :

Les registres de mariages du comté de Houghton consultés à la Houghton County Courthouse, vol. 1 (1848-1864), vol. 2 (1864-1865), vol. 1 (1867-1887), vol. 2, (1887-1899), vol. 3 (1899-1906), registre de décès, vol. 1 (1867-1887), vol. 2 (1887-1900), vol. 3 (1901-1910).

Sources imprimées*Gouvernement des États-Unis*

United States Census Office, *Sixth Census of the United States, 1840*, Washington, Blair and Rives, 1841.

United States Census Office, *Seventh Census of the United States, 1850*, Washington, Government Printing Office, 1853.

United States Census Office, *Eighth Census of the United States, 1860, Population*, Washington, Government Printing Office, 1865.

United States Census Office, *Ninth Census of the United States, 1870*, vol. 1, 2 et 3, Washington, Government Printing Office, 1872.

United States Census Office, *Tenth Census of the United States, 1880, Population*, vol. 1, *Manufactures*, vol. 2, Washington, Government Printing Office, 1886.

United States Census Office, *Eleventh Census of the United States, 1890, Compendium on Population*, vol. 1, *Manufacturing Industries*, vol. 2, Washington, Government Printing Office, 1895.

United States, Department of Interior, *Census Report*, vol. 1, *12th Census of the United States taken the year 1900, Population*, part. 1, Washington, Government Printing Office, 1901.

United States. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Thirteenth Census of the United States, 1910*, vol. 2, *Population*, Washington, Government Printing Office, 1913.

United States, Department of Labor. Naturalization Service, *Petition for Naturalization*. Naturalization Acts, Petition and Record for Saginaw County, dépouillés à Lansing : vol. 1, #1-150, 1906-1911 ; vol. 2, #151-250, 1912-1913 ; vol. 3, #251-350, 1913-1914 ; vol. 4, # 351-600, 1914-1915 ; vol. 5, #601-850, 1915-1918 ; vol. 6, #851-1100, 1917-1920. À noter qu'avant 1906 il n'y a aucune indication du lieu de naissance.

United States, Department of Labor. Naturalization Service, *Petition for Naturalization*. Naturalization Acts, Petition and Record for Houghton County, dépouillés à Houghton County Courthouse, Houghton : vol. 14,

#1- 159, 1906-1907 ; vol. 15, # 151-300, 1907-1908 ; vol. 17, #301-450, jan. 1908- avril 1908 ; vol. 18, #451-600, mai 1908-juin 1908 ; vol. 19, #601-750, juillet 1908-déc. 1908.

United States, *Report of the Sub-committee of the Committee on Mines and Mining, House of Representatives, 63rd Congress, 2nd session, pursuant to House Resolution 387, a resolution authorizing and directing the committee on mines and mining to make investigation of conditions in the copper mines of Michigan, 1914.*

Gouvernement du Michigan

State of Michigan, Department of State, *Census and Statistics of the State of Michigan : 1854*, Lansing, Geo. W. Peck, May 1854.

State of Michigan, Department of State, *Statistics of the State of Michigan : 1860*, Lansing, John A Kerr, and Co., 1861.

State of Michigan, Department of State, *Census and Statistics of the State of Michigan : 1864*, Lansing, John A. Kerr, and Co., 1865.

State of Michigan, Department of State, *Statistics of the State of Michigan : 1870*, Lansing, John A. Kerr, and Co., 1873.

State of Michigan, Department of State. *Census of the State of Michigan : 1874*, Lansing, W. S. George and Co., 1875.

State of Michigan, Department of State, *Population of Michigan, 1884 and 1880*, Lansing, Michigan Department of State, 1884.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan : 1884*, 2 vol., Lansing, Thorp and Godfrey, 1886.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan : 1894*, 2 vol., Lansing, Robert Smith and Co., 1896.

State of Michigan, Department of State, *Census of the State of Michigan : 1904*, 2 vol., Lansing, Wynkoop Hallenbeck Crawford Co., 1906.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics for 1880*, Lansing, 1881.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics for 1881*, Lansing, 1882.

State of Michigan, *Mineral Resources*, Report by Charles D. Lawton, Lansing, 1886.

State of Michigan, *Annual Report of the Commissioner of Mineral Statistics*, Lansing, 1889-1892.

State of Michigan, *Mines and Mineral Statistics for 1896*, Lansing, 1897-1910.

- State of Michigan, *Copper Handbook*, vol. X, 1911, Lansing, 1912-1913.
- State of Michigan, *The Mines. Handbook and Copper Handbook*, vol. XII, Lansing, 1916.
- State of Michigan, *Second Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1885, Lansing, W.S. George and Co., State Printers and Binders, 1885.
- State of Michigan, *Third Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1886, Lansing, Thorp and Godfrey, State Printers and Binders, 1886.
- State of Michigan, *Fifth Annual Report of the Bureau of Labor and Industrial Statistics*, February 1st, 1888, Lansing, Thorp and Godfrey, State Printers and Binders, 1888.

Vallée de la Saginaw

- Summary of Business transacted on the Saginaw River for the years 1880-1881*, prepared by the Saginaw Board of Trade, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1882.
- Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Manufacturing Industries in the Saginaw District... for 1882*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1883.
- Third Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Material Resources of the Saginaw District... for 1883*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1884.
- Fourth Annual Review of the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Material Resources of the Saginaw Valley... for 1884*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1885.
- Fifth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Commerce, Manufactures and Chief Business Interests of the Saginaw District... for 1885*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1886.
- Sixth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Commercial Statistics of the Saginaw Valley... for 1886*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1887.
- Seventh Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw Valley... for 1887*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1888.
- Eighth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw Valley... for 1888*, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1889.

Ninth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Lumber and Salt Production and Auxiliary Industries of the Saginaw... for 1889, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1890.

Tenth Annual Review of the Saginaw Board of Trade showing the Staple Products of Saginaw River Mills, including Lumber, Lath, Shingles and Salt and Auxiliary Industries of Saginaw for 1890, compiled by E.D. Cowles for the Board of Trade, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1891.

Annual Review issued by the Saginaw Board of Trade and Saginaw Improvement Co. of the Manufacturing and Commercial Interests of Saginaw for 1891, East Saginaw, Courier Co., Printers and Binders, 1892.

Twelfth Annual Review issued by the Saginaw Board of Trade of the Commerce, Manufactures and Resources of Saginaw for 1892, Saginaw, Jones and McCall Co, 1893.

Industries of the Saginaws, Historical, Descriptive and Statistical. Her relations as centre of trade — Manufacturing Establishments and Business Houses, East Saginaw, J.M. Elstner and Co. publisher, Courier Co., Printers and Binders, 1887.

The Tariff on Lumber — Several Reasons why the Present Tarif should not be repealed — Proceedings of a Meeting of Lumbermen of the Saginaw Valley, held at East Saginaw, March 10th, 1870. Facts and Statistics on the Lumber Industry of the Saginaw Valley, East Saginaw, Daily Enterprise Steam Print, 1870, 14 pages.

Boards of Supervisors of the Counties of Saginaw, Bay, Tuscola, Genesee, Midland, Shiawassee, Clinton, Gratiot, Alpena, Isabella and Iosco, on the subject of Immigration to the Saginaw Valley, 1868.

Statistics of the Saginaw Valley for 1864, East Saginaw, published by the East Saginaw Courier... extra, 1865.

Gouvernements du Canada et du Québec

Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration qui a lieu tous les ans vers les États-Unis, Montréal, Louis Perreault, 1849, 96 pages.

Rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada vers les États-Unis ou ailleurs, Toronto, J. Lovell, 1857, 149 pages.

Québec. Assemblée législative. *Rapport du comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation*, Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1868, appendice n° 12, P.-J.-O. Chauveau, président.

Québec. Assemblée législative. *Mémoire du comité spécial nommé le 22 juin 1892 pour examiner les causes du mouvement d'émigration dans certaines parties de nos campagnes*, Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, vol. 27, appendice 1, 1893, p. 375-398.

Journaux

Bay City Tribune, Bay City (14 juin 1885 au 25 mai 1886)
L'Union franco-américaine, Lake Linden (février 1891 à juillet 1891)
La Minerve, Montréal (1885, 1913-1914)
La Presse, Montréal (1885, 1913-1914)
Le Courrier, Bay City (12 janvier 1885 au 13 décembre 1885)
Le Patriote, Bay City (6 septembre 1883 au 31 décembre 1884)
Lumberman's Gazette, Bay City, (1872-1874, 1874-1887)
Portage Lake Mining Gazette 26 juillet 1862 au 28 octobre 1897, devient le *Daily Mining Gazette*, octobre 1899 à 1914.
Saginaw Daily Courier, Saginaw (les numéros de l'année 1885)

Études

Livres

ARMSTRONG, Robert, *Structure and Change. An Economic History of Québec*, Toronto, Gage Publishing Limited, 1984, 295 pages.
 ARNDT, Leslie E., *The Bay County Story*, Detroit, L. Arndt, 1982, 635 pages.
 BELISLE, Alexandre, *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, L'Opinion publique, 1911, 434 pages.
 BELLAVANCE, Marcel, dir., *La grande mouvance*, Sillery, Septentrion, 1990, 221 pages.
 BODNAR, John, *The Transplanted, A History of Immigrants in Urban America*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, 285 pages.
 BRIGGS, John, *An Italian Passage: Immigrants to Three American Cities, 1890-1930*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1978, 348 pages.
 BROWN, Jennifer S. H., W.J. ECCLES et Donald P. HELDMAN, éd., *The Fur Trade Revisited, Selected Papers of the Sixth North American Fur Trade Conference*, Mackinac Island, Michigan, Michigan State University Press, 1991, 536 pages.
 BROUILLETTE, Benoit, *La pénétration du continent américain par les Canadiens français, 1763-1846, traitants, explorateurs, missionnaires*, Montréal, Granger, 1939, 242 pages.

- BRYANT, Ralph Clement, *Logging: The Principles and General Methods of Operation in the United States*, New York, John Wiley and Sons, 1913, 590 pages.
- BUTTERFIELD, Georges E., *Bay County Past and Present*, Bay City, Michigan, Board of Education, Centennial Edition, 1957, 242 pages.
- CHAPUT, Donald, *Hubbel: A Copper County Village*, Lansing, 1969, 82 pages.
- DEFEBROUGH, James E., *History of the Lumber of America*, 2^e éd., Chicago, The American Lumberman, 2 vol., 1906.
- DUNBAR, Willis Frederick, *Michigan. A History of the Wolverine State*, Grand Rapids, Mi., édition révisée, W.B. Eerdmans Publishing Company, 1980, 833 pages.
- FARMER, Silas, *History of Detroit and Michigan and Wayne County and Early Michigan*, Détroit, Silas Farmer and Co., 2 vols., (1884) 1890.
- FOEHL, Harold M., et Irene HARGREAVES, *The Story of Logging the White Pine in the Saginaw Valley*, Bay City, Mi., Reg Keg Press, 1964, 79 pages.
- FOX, Truman, *History of Saginaw County, from the year 1819 down to the Present Time*, 1858, 80 pages.
- FULLER, George N., *Economic and Social Beginnings of Michigan*, Lansing, Wynkoop Hallenbeck Crawford Co., 1916, 626 pages.
- FULLER, George N., *Michigan: A Centennial History of the State and its People*, Chicago, Lens Publishing Co., 5 vol., 1939.
- GANSSER, Augustus H., éd., *History of Bay County, Michigan and Representative Citizens*, Chicago, Richmond and Arnold, 1905, 726 pages.
- GATES, William B., *Michigan Copper and Boston Dollars: An Economic History of the Michigan Copper Mining Industry*, Cambridge, Mass., 1969, 301 pages.
- GOODSTEIN, Anita Shafer, *Biography of a Businessman: Henry W. Sage, 1814-1897*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1962, 279 pages.
- GREER, Allan, *Peasant, Lord and Merchants. Rural Society in Three [Quebec] Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 pages.
- GUTMAN, Herbert G., *Work, Culture and Society in Industrializing America*, New York, Vintage Books, 1973, 343 pages.
- HAMON, Édouard, *Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 1891, 483 pages.
- HANDLIN, Oscar, *The Uprooted: The Epic Story of the Great Migration That Made the American People*, (1951) seconde édition, Boston, Little, Brown, 1973, 333 pages.

- HANSEN, Marcus Lee et J. B. BREBNER, *The Mingling of the Canadian and American Peoples*, New Haven, Yale University Press, 1940, 274 pages.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Musée national de l'homme, Boréal Express, 1984, 222 pages.
- HAREVEN, Tamara K., *Family Time and Industrial Time. The Relationship between the Family and Work in a New England industrial Community*, Cambridge University Press, 1982, 474 pages.
- HENDRICKSON, Dyke, *Quiet Presence. Histoire de Franco-Américains en New England*, Portland, Me., Gannet Publishing Co., 1980, 266 pages.
- HISTORY of the Upper Peninsula of Michigan, Chicago., The Western Historical Co., 1883, 549 pages.
- HOTCHKISS, George W., *History of the Lumber and Forest Industry of the Northwest*, Chicago, George W. Hotchkiss and Co., 1898, 579 pages.
- INNIS, Harold A., *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 418 pages.
- INNIS, Harold A., *The Fur Trade in Canada. An Introduction to Canadian Economic History*, New Haven, Ct., Yale University Press, 1930, 444 pages.
- JENSEN, Vernon H., *Lumber and Labor*, Toronto, Farrar and Rinehart, 1945, 314 pages.
- JENSEN, Vernon H., *Heritage in Conflict: Labor Relations in the Nonferrous Metals Industry up to 1930*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1950, 495 pages.
- LANCTOT, Gustave, *Les Canadiens français et leurs voisins du sud*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, 322 pages.
- LANKTON, Larry D. et Charles K. HYDE, *Old Reliable. An Illustrated History of the Quincy Mining Company*, Hancock, Quincy Mine Hoist Association Inc., 1982, 159 pages.
- LANMAN, James H., *History of Michigan*, New York, E. French, 1839, 394 pages.
- LAVOIE, Yolande, *L'émigration des Canadiens vers les États-Unis avant 1930; mesure du phénomène*, collection «démographie canadienne», Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972, 87 pages.
- LAVOIE, Yolande, *L'émigration des Québécois vers les États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel, 1979, 57 pages.
- LEESON, Michael A., *History of Saginaw*, Chicago, Chas. C. Chapman and Co, 1881, 960 pages.

- LEWIS, George F. et al., *Annual Statement of the Business of Saginaw Valley and «The Shore» for 1868*, East Saginaw, 1869, 34 pages.
- LOUDER, Dean et Eric WADDELL, *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, P.U.L., 1983, 289 pages.
- LOWER, A.R.M., *The North American Assault on the Canadian Forest. A History of the Lumber Trade between Canada and the United States*, Toronto, The Ryerson Press, 1938, 377 pages.
- MAGNAN, Jean-Roch, *Notes historiques sur la paroisse de St-Jean-Baptiste à Muskegeon, Michigan et divers renseignements utiles, 1883-1900*, Bay City, Michigan, J.G. Duval, 1900, 141 pages.
- MATHIEU, Jacques, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord xv^e-xviii^e siècle*, Paris, Belin, 1991, 254 pages.
- MAYBEE, Rolland H., *Michigan's White Pine Era, 1840-1900*, John M. Munson, Michigan History Fund Pamphlet n° 1, Lansing, Michigan Historical Commission, 1960, 55 pages.
- McCALLUM, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Québec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, 148 pages.
- McLAUGHLIN, Doris B., *Michigan Labor: A Brief History from 1818 to the Present*, Ann Arbor, Institute of Labor and Industrial Relations, Wayne State University, Michigan, 1970, 179 pages.
- MILLS, James Cooke, *History of Saginaw County, Michigan*, Saginaw, Seeman and Peters, 2 vol., 1918, 701 pages.
- MONETTE, Clarence, *The History of Lake Linden Michigan*, Lake Linden, Welden H. Curtin, 1977, 81 pages.
- MORISSONNEAU, Christian, *La terre promise: le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise, HMH, 1978, 212 pages.
- MURDOCH, Angus, *Boom Copper. The Story of the First U.S. Mining Boom*, New York, Macmillan and Co., 1964, 255 pages.
- OUELLET, Fernand, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal, Fides, 1971, 2 vol., 639 pages.
- RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *Notes historiques sur la colonie canadienne de Detroit*, Montréal, J.B. Rolland, 1861, 68 pages.
- RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *La France aux colonies: Étude du développement de la race française hors d'Europe, Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens*, Paris, A. Jouby, 1859, 355 pages.
- RAMIREZ, Bruno, Jean LAMARRE et al., *The Emigration from Québec to the USA, 1870-1915: Questions of Sources, Method and Conceptualization*, Montréal, Université de Montréal, 1988, 33 pages.

- RAMIREZ, Bruno, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique*, Montréal, Boréal, 1991, 204 pages.
- RECTOR, William G., *Log Transportation in the Lake States Lumber Industry, 1840-1918*, Glendale, Cal., The Arthur H. Clark Co., 1953, 352 pages.
- REID, Richard, éd., *The Upper Ottawa Valley to 1855*, A Collection of Documents, Toronto, The Champlain Society, 1990, 354 pages.
- ROBY, Yves, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, 434 pages.
- ROUILLARD, Jacques, *Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre, d'après le témoignage des derniers migrants*, Montréal, Boréal Express, 1985, 155 pages.
- RUMILLY, Robert, *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, par l'auteur, 1958, 522 pages.
- SÉGUIN, Normand, *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, 1980, 220 pages.
- Seventy-fifth Anniversary, Saint Andrew's Parish, Saginaw, Michigan, 1862-1937*, 68 pages.
- SMITH, David C., *A History of Lumbering in Maine, 1861-1960*, Orono, Maine, University of Maine Press, Studies #93, 1972, 468 pages.
- St. Joseph Parish, Bay City, Michigan, Diamond Jubilee, 75th Anniversary, 1850-1925*, 1925, n. p.
- ST-PIERRE, Téléphore, *Histoire des Canadiens du Michigan et du comté d'Essex en Ontario*, Montréal, Typographie La Gazette, 1895, 348 pages.
- ST-PIERRE, Téléphore, *Les Canadiens des États-Unis; ce qu'on perd à émigrer*, Montréal, Typographie La Gazette, 1893, 16 pages.
- St. Joseph Church, Lake Linden, Michigan, 1871-1971*, 1971, 127 pages.
- STEER, Henry B., *Lumber Production in the United States, 1799-1946*, United States Dept. of Agriculture, Miscellaneous Publication n° 669, Washington, United States Government Printing Office, 1948, 233 pages.
- TASSÉ, Joseph, *Les Canadiens de l'Ouest*. Montréal, Compagnie d'imprimerie canadienne, 1878, 2 volumes.
- THURNER, Arthur W., *Calumet Copper and People: A History of a Michigan Mining Community, 1864-1970*, Hancock MI., Privately published, 1974, 108 pages.
- THURNER, Arthur W., *Rebels on the Range. The Michigan Copper Miners' Strike of 1913-1914*, Lake Linden, Michigan, John H. Forster Press, 1984, 314 pages.

- TRUDEL, Marcel, *Chiniquy, Trois-Rivières*, Éditions du Bien public, 1955, 339 pages.
- TRUDEL, Marcel, *Initiation à la Nouvelle-France*, Montréal, HRW, 1971, 323 pages.
- TRUESDELL, Leon E., *The Canadians Born in the United States*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1943, 260 pages.
- TULCHINSKY, Gérald, *La rivière et la forêt. Le commerce du bois dans la vallée de l'Ontario de 1800-1900*, Montréal, Musée McCord, University McGill, 1981, 10 pages.
- TURNER, Frederic Jackson, *La frontière dans l'histoire américaine*, Paris, PUF, 1963, 328 pages.
- TURNER, Frederic Jackson, *The United States, 1830-1850*, W.W. Norton and Co., 1965, 602 pages.
- VANDER HILL, C. Warren et Robert M. WARNER, *A Michigan Reader, 1865 to the Present*, Grand Rapids, Michigan, William B. Eerdmans Publishing Co., 1974, 319 pages.
- VANDER HILL, C. Warren, *Settling the Great Lakes Frontier: Immigration to Michigan, 1837-1924*, Lansing, Mi., Historical Commission, 1970, 234 pages.
- VECOLI, Rudolph et Suzanne M. SINKE, éd., *A Century of European Migrations, 1830-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1991, 395 pages.
- WEIL, François, *Les Franco-Américains, 1860-1960*, Paris, Bélin, 1989, 251 pages.
- WOOD, Richard G., *A History of Lumbering in Maine, 1820-1861*, Orono, Maine, University of Orono Press, 1961, 212 pages.
- YANS-McLAUGHLIN, éd., *Immigration Reconsidered. History, Sociology and Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1990, 342 pages.

Articles et extraits d'ouvrages

- BELLAIRE, John I., « Michigan 's Lumberjacks », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 173-187.
- BOWMAN, James C., « Life in the Michigan Woods », dans *Michigan History Magazine*, vol. 21 (1937), p. 267-283.
- BOWMAN, James C., « Lumberjack Ballads », *Michigan History Magazine*, 20 (1936), p. 231-245.
- BRINKS, Herbert, « The Effects of the Civil War in 1861 on Michigan Lumbering and Mining Industries », *Michigan History Magazine*, 14 (1960), p. 101-107.

- CAMPBELL, James V., « Early French Settlements in Michigan », *Pioneer Society of the State of Michigan, Pioneer Collections*, n° 9 (1901), p. 241-278.
- CATLIN, Georges B., « Early Settlement in Eastern Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 319-342.
- CHAPUT, Donald, « Some Repatriement Dilemmas », *Canadian Historical Review*, vol. 44 (déc. 1968), p. 400-412.
- CHASE, Lew Allen, « Early Copper Mining in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 22-30.
- CHASE, Lew Allen, « Early Days Michigan Mining Pionnering Land Sales and Survey », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 166-179.
- CHASE, Lew Allen, « Michigan Copper Mines », *Michigan History Magazine*, vol. 29 (1945), p. 479-488.
- COON, David S., « The Quincy Mine », *Michigan History Magazine*, vol. 24 (1940), p. 91-104.
- COURVILLE, Serge, « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle », *Histoire sociale — Social History*, vol. XX, n° 40 (nov. 1987), p. 237-258.
- DARROCH, Gordon A., « Migrants in the Nineteenth Century: Fugitives or Family in Motion? », *Journal of Family History*, vol. 6, n° 3 (automne 1981), p. 257-277.
- DANFORD, Ormond S., « The Social and Economic Effects of Lumbering on Michigan, 1835-1890 », *Michigan History Magazine*, vol. 26 (1942), p. 346-364.
- DERSCH, Virginina J., « Copper Mining in Northern Michigan; A Social History », *Michigan History Magazine*, vol. 61, n° 4 (1977), p. 291-321.
- DESSUREAULT, Christian, « Crise ou modernisation? La société maskoutaine durant le premier tiers du XIX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n° 3 (hiver 1989), p. 359-387.
- DULONG, John P., « Roman Catholic Church Records and Cemeteries », *Michigan Habitant Heritage*, vol. 11, n° 3 (juillet, 1990), p. 56-59.
- ENGBERG, Georges B., « Who were the Lumberjacks », *Michigan History Magazine*, vol. 32 (sept. 1948), p. 238-246.
- ENGBERG, Georges B., « Collective Bargaining in the Lumber Industry in the Upper Great Lakes States », *Agricultural History*, n° 24 (1950), p. 205-211.
- ENGBERG, Georges B., « Lumber and Labor in the Lake States », *Minnesota History*, vol. 36 (1959), p. 133-166.
- FAUCHER, Albert, « L'émigration des Canadiens français au XIX^e siècle : position du problème et perspectives », *Recherches sociographiques*, vol. 5, n° 3 (déc. 1964), p. 277-317.

- FAUCHER, Albert, «Projet de recherche historique: l'émigration des Canadiens français au XIX^e siècle», *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 2 (avril-juin 1961), p. 243-245.
- FORD, Richard Clyde, «The French-Canadians in Michigan», *Michigan History Magazine*, vol. 27 (1943), p. 243-257.
- FORSTER, John H., «Life in the Copper Mines of Lake Superior», *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 11 (1887), p. 175-186.
- FULLER, Georges N., «Settlement of Southern Michigan, 1805-1837», *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 179-214.
- FULLER, Georges N., «Settlement of Michigan Territory», *Mississippi Valley Historical Review*, n° 1 (juin 1915), p. 25-55.
- GEDICKS, Al, «Ethnicity, Class Solidarity and Labor Radicalism among Finnish Immigrants in Michigan Copper Country», *Politics and Society*, vol. 7, n° 2 (1977), p. 127-156.
- GOODSTEIN, Anita S., «Labor Relations in the Saginaw Valley Lumber Industry», *Bulletin of the Business History Society*, vol. 27 (1953), p. 193-221.
- HANSEN, Marcus Lee, «The History of American Immigration as a Field for Research», *American Historical Review*, vol. 32, n° 3 (avril, 1927), p. 500-518.
- HAREVEN, Tamara K., «Family and Works Patterns of Immigrant Laborers in a Planned Industrial Town, 1900-1930». Richard L. Ehrlich, éd., *Immigrants in Industrial America 1850-1920*, Charlottesville (1977), p. 47-66.
- HAREVEN, Tamara K. et John MODELL, «Urbanization and Malleable Household; An Examination of Boarding and Lodging in American Families», *Journal of Marriage and the Family*, vol. 35 (1973), p. 467-479.
- HYBELS, Robert James, «The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847», *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 2 (juin 1950), p. 97-119.
- HYBELS, Robert James, «The Lake Superior Copper Fever, 1841-1847», *Michigan History Magazine*, vol. 34, n° 3 (1950), p. 309-326.
- HYDE, Charles K., «From "Subterranean Lotteries" to Orderly Investment: Michigan Copper and Easter Dollars, 1841-1865», *Mid-America; An Historical Review*, n° 66 (janv. 1984), p. 3-20.
- JAMIESON, James K., «The Copper Rush of the '50s», *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 371-390.
- JENKS, William L., «Michigan Immigration», *Michigan History Magazine*, vol. 28 (1944), p. 67-100.
- JENSEN, Vernon H., «Industrial Relations in the Lumber Industry», E. Warne Colston, éd., *Labor in Postwar America*, New York, Remsen Press, (1949).

- JOBIN, Antoine, « The First Frenchmen in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 231-251.
- JOYAUX, George J., « French Press in Michigan: A Bibliography », *Michigan History Magazine*, vol. 37 (1952), p. 260-279.
- KADLER, Eric H., « The French in Detroit, 1701-1880 », *French-American Review*, vol. 6, n° 2 (1982), p. 296-309.
- KERN, John, « A Short History of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 60, n° 1 (printemps 1976), p. 3-70.
- KILAR, Jeremy W., « Community and Authority Response to the Saginaw Valley Lumber Strike of 1885 », *Forest History*, vol. 20 (1976), p. 67-79.
- LANKTON, Larry D. « Paternalism and Social Control in the Lake Superior Copper Mines, 1845-1913 », *Upper Midwest History*, n° 5 (1985), p. 1-18.
- LEACH, Carl Addison, « Lumbering Days », *Michigan History Magazine*, vol. 18 (1934), p. 134-142.
- LEACH, Carl Addison, « Paul Bunyan's Land and the First Sawmill of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 20 (1936), p. 69-89.
- LEIGH, G. Copper, « Influence of the French Inhabitants of Detroit upon Early Political Life », *Michigan History Magazine*, vol. 4 (1920), p. 299-304.
- LITTLE, John, « La Patrie: Quebec's Repatriation Colony, 1875-1880 », *Communications historiques, 1977, Société historique du Canada* (1977), p. 67-85.
- MASSICOTTE, E.Z., « L'émigration aux États-Unis, mais il y a 40 ans », *Bulletin de recherches historiques*, vol. 39, p. 21-27, 86-88, 179-180, 228-231, 381-383, 427-429, 507-508, 560-562, 697, 711-712; vol. 40, p. 121.
- MATHIEU, Jacques, Pauline THERRIEN-FORTIER et Rénaud LESSARD, « Mobilité et sédentarité: Stratégies familiales en Nouvelle-France, *Recherches sociographiques*, vol. 28, n° 3 (1987), p. 211-228.
- MCCALLA, Douglas, « Forest Products and Upper Canada Development, 1815-1846 », *Canadian Historical Review*, LXVIII, n° 2 (1987), p. 159-198.
- MCQUILLAN, Aidan D., « French-Canadian Communities in the American Upper Midwest during the 19th Century, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 53-72.
- MENTOR, L. William, « Horace Greely and Michigan Copper », *Michigan History Magazine*, vol. 34 (juin 1950), p. 120-134.
- MILLER, Albert, « The Saginaw Valley », *Pioneer Collections, Report of the Pioneer Society of Michigan*, n° 7 (1884), p. 228-305.
- MORISSONNEAU, Christian, « Mobilité et identité québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 23, n° 58 (avril 1979), p. 29-38.

- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT, « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812; Eléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 2 (sept. 1972), p. 185-237.
- PAQUET, Gilles, « L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910; prises de vue quantitatives, *Recherches sociographiques*, vol. 5 (septembre-décembre 1964), p. 319-370.
- PARTRIDGE, B.F., « Bay County History — Its Pioneer Record and Wonderful Development », *Michigan Pioneer and Historical Collections*, vol. 3 (1881), p. 316-338.
- PYNE, William, « Quincy Mine; The Old Reliable », *Michigan History Magazine*, vol. 41 (1957), p. 219-242.
- QUINLAN, Maria, « Lumbering in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 62, n° 4 (1978), p. 37-41.
- RAMIREZ, Bruno et Jean LAMARRE, « Du Québec vers les États-Unis: Étude des lieux d'origine » dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 3 (printemps 1985), p. 409-422.
- RAMIREZ, Bruno, « French-Canadian Immigrants in the New England Cotton Industry: A Socio-Economic Profile », *Labour/Le Travailleur*, n° 11 (printemps, 1983), p. 125-142.
- RAMIREZ, Bruno, « Migration and Regional Labour Markets, 1870-1915: The Québec Case », Deian R. Hopkin et Gregory S. Kealey, éd., *Class Community and the Labour Movement: Wales and Canada, 1850-1930*, LLAFFUR/CCLH (1989), p. 119-133.
- ROBINSON, O. W., « Recollections of the Civil War Conditions in the Copper Country », *Michigan History Magazine*, vol. 3 (1919), p. 598-609.
- ROBY, Yves, « Un Québec émigré aux États-Unis. Bilan historiographique », Claude Savary, éd., *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, I.Q.R.C., 1984, p. 103-130.
- STEVENS, J. Harold, « The Influence of New England in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 19 (1935), p. 321-354.
- STOCKING, William, « New England Men in Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 5 (1921), p. 123-139.
- SUTHERLAND, Daniel E., « Michigan Emigrant Agent: Ed. H. Thompson », *Michigan History Magazine*, vol. 59, n° 1-2 (1975), p. 3-37.
- SWEET, William H., « Brief History of Saginaw County », *Michigan Pioneer and Historical Society Historical Collections*, vol. 28 (1900), p. 481-501.

- THISTLETHWAITE, Frank, « Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries », VECOLI, Rudolph et Suzanne M. SINKE, éd., *A Century of European Migrations, 1830-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1991, p. 17-49.
- VECOLI, Rudolph J., « Contadini in Chicago: A Critique of *The Uprooted* », *Journal of American History*, n° 51 (décembre 1964), p. 404-417.
- VECOLI, Rudolph J., « From The Uprooted to The Transplanted: The Writing of American Immigration History, 1951-1989 », Valeria Gennaro Lerda, éd., *From « Melting-Pot » to Multiculturalism*, Rome, Bulzoni Editore, 1991, p. 25-53.
- VECOLI, Rudolph J., « Ethnicity: A Neglected Dimension of American History », Herbert J. Bass, éd., *The State of American History*, Chicago, Quadrangle 1970, p. 70-88.
- WAX, Anthony S., « Calumet and Hecla Copper Mines: An Episode in the Economic Development of Michigan », *Michigan History Magazine*, vol. 16 (1932), p. 5-41.

Thèses et mémoires

- BENSON, Barbara, B., *Logs and Lumber. The Development of the Lumber Industry in the Michigan Lower Peninsula, 1837-1870*, Thèse de Ph.D. (Business History), Indiana University, 1976, 327 pages.
- ENGBERG, Georges B., *Labor in the Lake States Lumber Industry, 1830-1930*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Minnesota, 1949, 476 pages.
- FRENETTE, Yves, *La genèse d'une communauté canadienne-française en Nouvelle-Angleterre, Lewiston, Maine, 1800-1880*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1988, 392 pages.
- HAEBLER, Peter, *Habitants in Holyoke: The Development of the French Canadian Communities in a Massachusetts City, 1865-1910*, University of New Hampshire, Durham, N.H., 1976.
- KILAR, Jeremy W., *The Lumbertown: A Socioeconomic History of Michigan Leading Center, Saginaw, Bay City and Muskegon, 1870-1905*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Michigan, 1987, 442 pages.
- KOVACIK, Charles F., *A Geographical Analysis of the Foreign-Born in Huron, Sanilac and St-Clair Counties of Michigan with Particular Reference to Canadians, 1850-1880*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Michigan, 1970, 217 pages.
- LAMARRE, Jean, *Étude d'une communauté canadienne-française de la Nouvelle-Angleterre. Le cas de Warren, Rhode Island, 1880-1895*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 1985, 147 pages.

McGAUGH, Maurice E., *The Settlement of Saginaw Basin*, Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Chicago, 1950, 407 pages.

VICERO, Ralph D., *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis*. Thèse de Ph.D. (Géographie), University of Wisconsin, 1968, 449 pages.

Index

- Académie Sainte-Anne (Lake Linden), 143-144
- Acte constitutionnel (L') (1791), 14
- Acte de Québec (L') (1774), 14, 20
- Albany (New York), 32
- American Fur Company, 21, 42, 162
- Amérindiens, 9, 19, 67
- Anti-Roman Advocate*, 107
- Arizona, 81
- Association des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Michigan, 104, 106, 108, 145
- Aubry, Zotique, 118
- Baie Géorgienne, 23
- Baltique (région de la), 22-23
- Bangor Daily Whig and Courier*, 47, 49
- Barry, Thomas, 61-62
- Bay (comté), 10, 39, 92, 111
- Bay City (Lower Saginaw), 43, 44, 45, 57, 58, 61, 62, 63, 65, 92, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 111, 114, 116, 117, 118, 119, 125, 170
- Baye des Puants, 19
- Birney, James G., 44
- Biron, Alfred, 153
- Bliss, A. T., 48
- Borduas, Édouard P. (rév.), 157
- Borgess, Caspar (M^{re}), 95, 98
- Bouchard, Louis, 119
- Boucher, Célestin, 102
- Bourbonnais (Illinois), 34
- Bourdon, Henri, 119
- Boutyette, Régis, 118
- Brûlé, Euchariste, 138, 139
- Buffalo (New York), 47, 133
- Burlington (Vermont), 28
- Burt, Wellington R., 48
- Butte (Montana), 157
- C. P. Williams and Company de Albany, New York, 47
- Californie, 27
- Calumet (village), 82, 139, 141, 145, 148-150, 151, 155, 157, 158, 159, 160, 162, 172
- Calumet and Hecla Consolidated Mining Company (C&H), 73-80, 84, 138-143, 148, 149, 158, 161
- Campau, Daniel J., 103
- Campau, Louis, 42, 90
- Canadiens français (de la péninsule de Keweenaw), migration, 131-132, 137-139, 149, 159, lieux d'origine, 133, 151, 155, profil professionnel, 133-136-137, 154-155, itinéraires migratoires, 134-136, 151-153, concentration géographique, 136, 138, 150, vie communautaire, 139-149, 156-158, déclin, 156-160, grève de 1913-1914, 160-161. Canadiens français (de la vallée de la Saginaw), migration, 89-90, 96-97, 108-109, concentration géographique, 92, 111, mobilité spatiale, 92, lieux d'origine, 110, vie communautaire, 94, 96, 98-

- 105, naturalisation, 114, 121, propriété, 114, 121, implication dans les grèves, 62-64, 114-115, itinéraires migratoires, 93-94, 109-110, 119, 120, profil professionnel, 111-114, 120-122, participation politique, 118, déclin, 115-123
- Canadiens français, et le développement socioéconomique au Québec, 14-18, et la colonisation, 15-16, et l'agriculture, 17-18, et le recours à des stratégies de survie, 18-19, et l'implication dans la traite des fourrures, 19-22, et l'implication dans l'industrie forestière, 22-26, et la migration vers la Nouvelle-Angleterre, 27-31, et la migration vers le Midwest et le Michigan, 31-37.
- Carleton (comté), 25
- Champagne, Jos, 153
- ChAMPLAIN (lac), p. 32
- Chassell (village), 150
- Chevaliers du travail, 61
- Chicago (Illinois), 34
- Chiniquy, Charles, 34
- Colorado, 80
- Comité d'enquête mis sur pied afin d'analyser les causes de la migration vers les États-Unis (1849), 13, 33, 34
- Congrégation des Holy Ghosts (La), 100
- Connecticut, 28, 29.
- Convention des Canadiens français des États-Unis (5ième), 106, 144
- Convention des Canadiens français du Haut Michigan, 145
- Cook, Albert F., 48
- Copper Country Evening News*, 156
- Copper Harbor, 67
- Court Lafayette no 26, 148
- Crise économique de 1837-1843: 25, 28, de 1873-1879: 57, 58, 59, 80, de 1893-1897: 152
- Cushway, Benjamin, 43
- Dakota, 35
- Dangelzer (rév.), 100
- Datin, Paul (rév.), 157
- de Tocqueville, Alexis, 41, 42
- Delbaire (rév.) 101
- Deschamps, Louis, 140
- Desnoyers, Jean-Baptiste, 42, 90
- Detroit (Michigan), 10, 19, 37, 80, 86, 99, 103, 104, 105, 106, 107, 133, 135, 160, 169, 170
- Detroit and Lake Superior Copper Company, 76
- Drapeau, Frank, 151
- Dugan, M. T. (rév.), 157
- DuLong, Ed., 152
- Duluth (Minnesota), 60, 140
- Eddy, C. K., 48
- Eis (rév.), 148
- Emerson, Curtis, 46
- Érié (canal) 32, 33
- Ferland, J.-B.-A., 13
- Fitzhugh, Daniel H., 44, 45
- Fontaine, Eugène, 152
- Forestiers de l'Amérique (Foresters of America), 148, 149
- Fort Kaministiquia, 19
- Fort Miami (Indiana), 19
- Fort Camanistigoyan, 19
- Fort Michipicoten, 19
- Fortier, Norbert, 147
- Fortin, Joseph, 116
- Fournier, John, 138
- Fraser, James, 44
- Fréchette, L.-H., 106
- «frontière» du bois, 46-49
- Galipeau, Joseph, 151
- Gariépy, Charles, 138
- Garneau, Adeline, 143
- Gazette of Montreal*, 32
- Girard, Gilbert (rév.), 99, 115
- Glengarry (Ontario), 25
- Grand Portage, 19
- Grand Trunk, 135

- Grands Lacs (les), 9, 11, 14, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 29, 32, 33, 41, 71, 124, 137, 152, 167, 169
- Grant, Charles, 47
- Gravel, Alex, 64
- Greely, Horace, 65, 66
- Green Bay (Wisconsin), 67
- Green, W. S., 48
- Grégoire, Joseph, 139, 140, 141, 142, 143, 147
- Guérin, Charles, 102
- Guérin, Louis, 104
- Guerre civile américaine, 32, 54
- Hamon, Fred, 64
- Hancock (village), 75, 76, 80, 82, 136, 139, 150, 155, 163, 172
- Hardin, Daniel, 48
- Héliard, Francis (rév.), 141
- Houghton (comté), 10, 66, 68, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 81, 83, 135, 136, 138, 139, 150, 152, 156
- Houghton (village), 71, 76, 80, 82, 135, 136, 139, 150, 155, 163, 172
- Houghton, Douglass, 67
- Hoyt, Jesse, 48
- Hubbell (village), 150
- Hudson (rivière), 32
- Hudson Bay Company, 21, 36
- Hull (Québec), 23
- Illinois Central Railroad, 34
- Illinois, 19, 31, 33, 34, 36, 68, 90, 153, 169
- Immigrants au Michigan, Allemands 55, 72, Irlandais, 55, 72, 76, Suédois, 55, Polonais, 55, « Cornish », 71, 72
- Indiana, 19, 31, 33, 47
- Jacker, Edward, (rév.), 148
- Jolicoeur, Jean-Baptiste, 138
- Joseph Gregory and Co. (scierie), 140
- Kankakee (Illinois), 33, 34
- Kansas, 35
- Kaskaskia (Illinois), 19
- Kennebec (rivière), 27
- Keweenaw (péninsule de), population, 39, 65, 66, 70-72, 76-77, colonisation, 65-68, début de l'industrie minière, 66-69, main-d'oeuvre, 72, 77-78, 81-83, introduction de nouvelles technologies, 75-76, conditions de travail et conditions salariales, 69-70, 80-81, consolidation du développement, 73, 74, 77-78, mesures paternalistes, 78-80, déclin de l'industrie, 80, grève de 1913-1914, 83-86
- Keweenaw (péninsule de), 39, 65, 66, 67, 71, 72, 77, 80, 84, 85, 86, 131, 132, 133, 136, 138, 139, 146, 154, 160, 165, 167, 169, 172, 173
- Keweenaw (comté), 10, 66, 77, 81, 150, 153, 156
- Kinderens (rév.), 95
- L'Espérance, François, 103
- L'Impartial*, 107
- L'Ouest français*, 102
- L'Union Franco-Américaine*, de Lake Linden, 146, 147
- Lac Portage, 68
- Lacroix, E. N., 103
- Lafayette Hall, 62, 63, 104, 117
- Lake Linden (village), 76, 82, 139-147, 150, 155, 156, 157-162, 165, 172
- Lamarre, Antoine, 136
- Lamaux, Charles, 64
- Lamineux, Henri, 153
- Lancôt, E. S., 149
- Lancôt, Médéric, 105, 106, 107
- Lantonneau, Édouard, 135
- Laplante, Olivier, 135
- Laroche, Alexandre, 117
- Lavigne, Georges, 109
- Le Citoyen*, 103
- Le Courrier de Bay City*, 102, 118
- Le Courrier du Michigan*, 160
- Le Franc Pionnier de Lake Linden*, 146

- Le Patriote de Bay City*, 102, 116, 117, 118
 Le Roux, J. P., 118
Le Souvenir, 102
 Leadville (Colorado), 80
 Lefebvre, Mgr, 98
 Letellier, L., 26
 Letellier, Michel (rév.), 157
 LeVasseur, Noël, 33
 Little, Norman, 43-44
Lumberman's Gazette, 57, 143

 Mackie, Oakley et Jennison, 44-45, 47
 Mackinac (Michigan), 148, 168
 Macomb (comté du Michigan), 37
 Madison Park, 62
 Maine, 26, 27, 28, 30, 31, 34, 42, 46, 47, 48, 49, 50, 71, 92, 94, 119, 133, 151
 Mallette, Jos, 110
 Manitoba, 36
 Marceau, F. S. (rév.), 157
 Marcotte, Léandre, 141
 Marquette (Michigan), 145
 Marsac, Jos, 43-44
 Martin, Guy, 119
 Massachusetts, 23, 28, 29, 36, 115, 119, 151
 Maynard, Eudore, 160
 Mayotte, F. O., 146
 McGraw, John, 45, 48
 Merrill, Charles, 48, 51
 Mershon (Marchand), A. H., 48
 Mesnard (rév.), 142, 157
 Michigan, 10, 11, 21, 22, 31, 32, 33, 34, 36-39, 41, 42, 46, 47, 49, 61, 65, 66, 67, 74, 81, 82, 86, 90, 92, 94, 103, 107, 108, 109, 110, 113, 119, 120, 123, 125, 132, 133, 135, 136, 150, 151, 152, 158, 159, 168, 169, 170, 172
 Michilimackinac, 19, 33
 Miller, Albert, 44
 Millington, Abel, 44
 Mining Emigrant Aid Association, 73, 138
 Minnesota, 31, 46, 47, 60, 133, 140, 151, 169
 Mississiquoi, 27
 Missouri, 34
 Monroe (comté du Michigan), 37
 Montana, 35, 81, 157, 161
 Mouvement annexionniste, 105-108, 144
 Muskegon (Michigan), 98

 New Hampshire, 28, 29, 115, 119, 151
 New York, 25, 26, 32, 34, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 68, 93, 94, 103, 109, 110, 111, 119, 124, 133, 135, 136, 151, 152, 163, 169.
 Nipissing (lac), 23
 Normandin, J., 140
 North West Company, 20-21
 Nouveau-Brunswick, 46
 Nouvelle-Angleterre, 10, 23, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 105, 115, 117, 119, 120, 168, 171, 173, 174.
 Nouvelle-France, 9, 14
 Ohio, 31, 33, 47, 50, 152, 169
 Ontario and St. Lawrence Steam Boat Co., 133
 Ontonagon (village), 71, 136
 Ontonagon (comté), 10, 66, 68, 77, 81, 150, 156
 Ottawa (Bytown), 25, 26
 Outaouais (vallée de l'), 23, 25, 26
 Pacaud, H. A., 102
 Pagé, Constant, 151
 Paull, James, 161
 Payment, Peter, 64
 Pechauer (Pêcheur), Anton, 161
 Pennsylvanie, 25, 42, 46, 47, 49, 50, 68, 169
 Penobscot (rivière), 27
 Perreault, Paul, 138, 147
 Perrot, A. O., 118
 Picard, David, 141
 Pittsburg and Boston Company, 68
Portage Lake and Mining Gazette, 137, 138, 144
 Prescott (Ontario), 25

 Quenneville, Paul, 152, 153
 Quincy Mine Company, 68, 71, 73, 75, 80, 82, 84, 138

- Raymond, Napoléon J. (rév.), 157-158
 Red Jacket (village), 82, 148
 Rémilliard, Célestin, 141
 Rhéaume, Robert, 103
 Rhode Island, 28, 29, 119.
 Richelieu (rivière), 32
 Riley, John, 44
 Rivet, Charles, 104
 Robert, Prosper, 141
 Robesco, Peter et Joseph, 139
 Rochon, J. E., 146
 Rooney, Jos A., 146
 Roth (rév.), 100
 Roy (Rowe) James, 161
 Ruelle, J., 119
 Rupert (terre de), 36
 Russell (Ontario), 25
 Rust, Esra, 48
- Sage, Henry W., 45, 48, 60
 Saginaw (comté), 10, 39, 92, 110, 111, 112
 Saginaw (vallée de la), 41, 42, 45, 48, 51, 54, 59, 60, 54, 89, 92, 93, 94, 97, 104, 107, 113, 115, 116, 120, 121, 123, 124, 129, 131, 135, 142, 167, 169, 170, 173
 Saginaw (East), 45, 51, 58, 60, 64, 92, 101, 104, 111, 112, 113
 Saginaw (rivière), 42-43
 Saginaw (vallée de la), population, 42-43, colonisation, 41-44, industrie forestière, 44-50, premier envoi de bois, 47, production forestière, 55, nouvelles technologies, 48-49, conditions de travail et conditions salariales, 50-59, déclin de l'industrie, 59-60, grève de 1885, 60-64, recrutement de travailleurs forestiers, 49, impact de la Guerre civile, 54
 Saginaw Bay Land Company, 44, 95
 Saginaw City, 42, 43, 44, 45, 57, 58, 61, 62, 64, 95, 96, 100, 111, 112
 Saginaw Courier, 59, 60
 Saginaw Improvement Company, 65
 Saginaw Times, 49
- Saint-Jean-Baptiste de Muskegon, Michigan (paroisse), 98
 Saint-Pierre, Téléphore, 102, 145, 146
 Sainte-Anne de Beauré, 147
 Sarrasin, Norbert, 141
 Sault Sainte-Marie (canal), 34, 71, 135
 Sault Sainte-Marie, 19, 162
 Sauriol, J. A. (rév.) 157
 Schoolcraft, Henry R., 67
 Schutzes, H. T. H. (rév.) 95, 99
 Shabaneaux, Théodore, 64
 Smelting Works de Lake Linden, 76
 Société Lafayette de Bay City, 63, 104, 117, 118
 Société Lafayette de Détroit, 103, 104, 108
 Société Saint-Jean-Baptiste de Calumet, 145, 148, 149
 Société Saint-Jean-Baptiste de Chicago, 106
 Société Saint-Jean-Baptiste de Houghton, 144
 Société Saint-Jean-Baptiste de Lake Linden, 144, 145
 Société Saint-Jean-Baptiste de Marquette, 145
 Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 145
 Société Saint-Jean-Baptiste de New York, 103
 Société Saint-Jean-Baptiste de Wayne, 108
 Société Saint-Jean-Baptiste de West Bay City, 117
 Soeurs de St. Joseph de Concordia du Kansas, 144
 Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie de Montréal, 144
 Soeurs Sainte-Croix de Notre-Dame, en Illinois, 144
 St-Albans (Vermont), 28
 St-Louis (Missouri), 34
 St. Andrew's de Saginaw City (paroisse), 95, 100
 St. Clair (comté de, Michigan), 37

- St. Ignatius de Loyola (paroisse), 136, 139
- St. Joseph de Bay City (paroisse), 95, 98, 99, 100, 101
- St. Joseph de Lake Linden (paroisse), 141, 142, 143
- St. Louis de Calumet (paroisse), 148
- St. Mary's de East Saginaw (paroisse), 101
- Thibault, François-Xavier, 146
- Thibodeau (rév.), 99, 100
- Tolbert, James, 48
- Tonpont, J. -B., 139
- Traite des fourrures, 9, 10, 14, 19-22
- Traité de Gand (1814), 20
- Traité de Jay (1794), 20
- Traité de La Pointe (1842), 67
- Traité de Paris (1763), 20
- Traité du Fond du Lac (1826), 67
- Tromble, Benoît, 43, 44
- Tromble, Jos et Mader, 43, 44, 45
- Tromble, Jos, 43, 44
- Tromble, Leon, 43, 44
- Trombley, William, 118
- Trudell, John B., 43-44
- Union Saint-Jean-Baptiste de Bay City, 104
- Vacher, Eugène, 148
- Van der Heyden (rév.), 101
- Vermont, 27, 28, 31, 34, 46, 49, 58, 93, 94, 119, 152
- Vincennes (Illinois), 19
- Wayne (comté du Michigan), 37, 43
- Webster, Samuel, 48
- West Bay City, 45, 58, 92, 104, 11, 117, 118, 119
- Western Federation of Miners, 83-85, 161
- Williams, Gardner et Ephraïm, 44-45
- Winooski (Vermont), 28
- Wisconsin, 31, 32, 33, 34, 36, 47, 68, 132, 133, 135, 136, 151, 153, 162, 163, 169
- Wright, Ammi W., 48
- Wright, Philemon, 23-24

Table des matières

Présentation	9
--------------	---

PREMIER CHAPITRE

Le Québec au XIX^e siècle

Le développement socioéconomique du Québec	13
Les stratégies de survie	18
La traite des fourrures	19
L'industrie forestière	22
La migration vers les États-Unis: la Nouvelle-Angleterre	27
La migration vers les États-Unis: le Midwest	31

CHAPITRE 2

Le développement de la vallée de la Saginaw et de la péninsule du Keweenaw, 1840-1914

Le développement de la vallée de Saginaw, 1840-1900	41
La colonisation de la vallée	41
Les débuts de l'exploitation forestière, 1840-1860	44
Les mutations dans l'industrie forestière	45
La nature des travaux et les conditions de travail dans l'industrie forestière	50
La guerre civile et la consolidation du développement forestier, 1860-1880	54
Le déclin des activités forestières, 1880-1900	59
La grève dans la vallée de Saginaw de 1885	60
Le développement de la péninsule de Keweenaw, 1840-1914	65
Les premières explorations, 1840-1860	66
La « Fièvre du cuivre », 1843-1847	67
La nature des travaux miniers et les conditions de travail	69
L'origine et la composition de la population avant la guerre civile	70
La guerre civile et la consolidation du secteur minier, 1860-1900	73

L'introduction de nouvelles technologies	75
Le développement démographique	76
La force de travail et les conditions de travail après la guerre civile	77
La vie communautaire et les mesures paternalistes	78
Les relations de travail et les grèves	80
L'effritement du consensus social, 1900-1914	80
La recomposition ethnique de la force de travail	81
La grève de 1913-1914	83

CHAPITRE 3

La migration des Canadiens français dans la vallée de la Saginaw 1840-1900

Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860	89
L'organisation communautaire dans la vallée	94
L'accélération du mouvement migratoire et la consolidation des communautés canadiennes-françaises (1860-1880)	96
Le mouvement annexionniste	105
La grève de 1872 dans l'industrie forestière	114
Le déclin de l'industrie forestière et des communautés immigrantes, 1880-1900	115

CHAPITRE 4

La migration des Canadiens français dans la péninsule de Keweenaw, 1840-1914

Les Canadiens français avant la guerre civile, 1840-1860	131
L'accélération du mouvement migratoire et la création de communautés, 1860-1900	137
Le village de Lake Linden et sa vie communautaire	139
Le village de Calumet et sa vie communautaire	148
L'effritement du consensus social, 1900-1914	156
Les Canadiens français et la grève de 1913-1914	160
Conclusion	167
Notes	175
Bibliographie	201
Index	219

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

COMPOSÉ EN DANTE CORPS 11
SELON UNE MAQUETTE RÉALISÉE PAR JOSÉE LALANCETTE
ET ACHÉVÉ D'IMPRIMER EN MARS 2000
SUR LES PRESSES DE VEILLEUX IMPRESSION À DEMANDE
À LONGUEUIL, QUÉBEC
POUR LE COMPTE DE DENIS VALGÉBOIS
ÉDITEUR À L'ENSEIGNE DU SEPTENTRION

LES CANADIENS FRANÇAIS DU MICHIGAN

Entre 1840 et 1930, près d'un million de Canadiens français ont émigré aux États-Unis. La grande majorité d'entre eux se sont dirigés vers la Nouvelle-Angleterre. D'autres ont retrouvé les anciennes routes de leurs ancêtres et se sont rendus dans le Midwest américain et particulièrement au Michigan.

Cette migration rappelle l'étonnante mobilité géographique qui a caractérisé les Canadiens français depuis leurs premiers pas sur ce continent. Qui étaient ces immigrants, d'où provenaient-ils, comment se sont-ils adaptés à la réalité industrielle du Michigan et quelles furent les stratégies mises de l'avant pour y parvenir ?

Cette étude lève le voile sur une dimension jusque-là négligée du mouvement migratoire global qui a mené des milliers de Canadiens français à parcourir l'Amérique du Nord aux *xix^e* et *xx^e* siècles. Elle montre leur participation au recul des différentes « frontières » sur le continent.

Spécialiste de l'histoire de l'immigration aux États-Unis, Jean Lamarre est professeur au Collège militaire royal du Canada. Outre plusieurs articles publiés aux États-Unis et au Canada, il est coauteur de l'histoire des États-Unis, mythes et réalités (1996), l'histoire du Québec, une société nord-américaine (1998) et coéditeur de La Première Guerre mondiale et le Canada. Contributions socio-militaires québécoises (1999).



9 782894 481462

ISBN 2-89448-146-2